

N°389 - avril
2011 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

silence



Décroissance et démographie

Transition

**Saint-Nazaire : faire (re)naître
des jardins en ville**

Françafrique

**Comment j'ai ravagé la Côte d'Ivoire
à coups de tablettes de chocolat**

3 Questions à... à Enercoop

Électricité

Quel est le bilan d'activités pour Enercoop en 2010 ?

Enercoop se porte plutôt bien ! Dans un marché encore largement aux mains d'EDF (95 %), Enercoop continue sa progression grâce à l'engagement de consommateurs sensibilisés aux enjeux énergétiques et plus largement écologiques. Enercoop compte aujourd'hui 7000 consommateurs et 55 producteurs.

La coopérative continue en parallèle à construire un modèle basé sur l'appropriation citoyenne et locale de l'énergie grâce au développement de coopératives régionales.

Le fonctionnement de ces coopératives s'articule autour de 3 axes complémentaires.

D'abord, l'investissement collectif et citoyen dans des moyens de production renouvelables. Les Enercoop Région proposeront aux consommateurs d'acheter des parts dans des projets locaux de production renouvelable, selon un fonctionnement démocratique et une lucrativité limitée.

Le développement des énergies renouvelables sans réduction des consommations ne pouvant résoudre la crise énergétique actuelle, les

structures locales proposeront également des services de maîtrise de la consommation. Enercoop Ardennes propose déjà différentes solutions dans ce sens (audits énergétiques, achats groupés...) aux consommateurs de la région.

Enfin, la commercialisation de l'offre de fourniture sous la marque Enercoop Région permettra de boucler le circuit local du producteur au consommateur.

Après Enercoop Ardennes (2009) et Rhône-Alpes (2010), Enercoop Nord Pas-de-Calais et Languedoc verront le jour en 2011. Les quatre régions concernées sont actuellement dans une phase de test ; le développement des projets dans les autres régions interviendra après la validation de cette première étape.

Quelle conséquence a la loi NOME (Nouvelle Organisation des Marchés de l'Électricité) pour Enercoop ?

L'idée principale de la loi NOME porte le nom d'ARENH (Accès régulé au nucléaire historique) : EDF met à disposition des autres fournisseurs une partie de la production nucléaire à un prix promis avantageux.

Quant aux énergies renouvelables, elles ont été oubliées de la loi NOME. Aucune avancée n'a été notée en ce sens. Enercoop a proposé un amendement demandant que le mécanisme de compensation accordé à EDF pour l'achat de production d'origine renouvelable soit étendu aux fournisseurs qui en font la demande. Ceci afin de créer de nouveaux débouchés pour des énergies que la politique énergétique française devrait promouvoir en priorité. L'amendement a été rejeté.

La loi NOME, qui aurait pu permettre de repenser le modèle énergétique français, est une occasion ratée. Elle ne participe malheureusement en rien à une transformation vertueuse du secteur énergétique français.

le mois de LASSERPE

JACQUES CHIRAC VA BIEN



SARKOZY BROUILLÉ AVEC LE MEXIQUE



PREMIER "BÉBÉ MÉDICAMENT" FRANÇAIS



quoi de neuf ?



Des reportages "sans avion"

Tous les mois, nous recevons des propositions de reportages sur ce qui se passe à l'autre bout de la planète. Nous sommes heureux de les publier lorsque les auteur-e-s prennent le temps de voyager lentement — en train, à vélo, à pied, en bus, en stop... ou habitent ces pays. Par contre, parler d'une initiative aussi passionnante soit-elle, tout en utilisant un des moyens les plus sûrs pour détruire la planète — l'avion — nous paraît contradictoire. Nous ne publions plus les reportages ayant nécessité de prendre l'avion (nous considérons qu'on devient habitant d'un pays après six mois de résidence).

Le n°400 est sur les rails !

Le numéro 400 paraîtra en avril 2012... Ce sera un numéro très spécial qui devrait faire date ! Pour ne pas le louper, vous pouvez dès maintenant le retenir, en vous abonnant pour un an.

Abonnement par internet

Il est désormais possible de s'abonner à partir de notre site internet. Si l'intérêt en est limité pour les Français, c'est fort pratique pour ceux qui veulent s'abonner de l'étranger : le système mis en place fait le change automatiquement.

Rencontre avec Hervé Kempf

Hervé Kempf est l'auteur de trois livres remarquables : *Comment les riches détruisent la planète* (2007), *Pour sauver la planète sortez du capitalisme* (2009) et *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie* (2010). *Silence*, La Maison de l'écologie et le Cedrats organisent une rencontre avec lui le **vendredi 8 avril** à 18h, au CEDRATS, 27, montée Saint-Sébastien, Lyon 1^{er} (M^o Croix-Paquet) sur le thème : "Quels rôles peuvent avoir les alternatives dans la restauration de la démocratie". Le débat sera suivi d'un repas partagé.

Vous avez lancé avec différents partenaires (La Nef, Solira, l'Agence Locale de l'Énergie des Ardennes, Éoliennes en Pays de Vilaine, Hespul...), Energie partagée pour développer les moyens de production alternatif d'électricité, comment cela fonctionne-t-il ?

Le mouvement *Energie partagée*, né d'une collaboration entre des acteurs de terrain des énergies renouvelables et de la finance solidaire, a été créé pour développer des moyens de production d'énergies renouvelables ainsi que des solutions d'aide à la maîtrise de l'énergie, via une démarche citoyenne.

Construit sur le modèle de *Terre de Liens*, le dispositif comporte deux volets : d'une part, une association dédiée à la promotion du modèle d'énergie citoyenne et à l'accompagnement des porteurs de projets ; d'autre part, un outil financier permettant aux citoyens d'investir dans des projets de production d'énergies renouvelables et de maîtrise de l'énergie. Chaque investisseur aura la possibilité d'orienter son financement vers tel ou tel projet.

Dès que les autorisations administratives seront obtenues, toute personne pourra souscrire des actions auprès d'*Energie Partagée*.

Consacré à un échelon clé de la filière, à savoir la production, *Energie partagée* représente un nouveau pas vers l'appropriation citoyenne du secteur de l'énergie. Son succès démontrera à grande échelle les bienfaits d'un système énergétique sobre, de source renouvelable, local, non spéculatif et d'intérêt collectif.

> Pour plus d'informations :

www.energie-partagee.org ou contact@energie-partagee.org. ■



Prochain dossier :
Le poids écologique d'internet

VENEZ NOUS VOIR LES 14 ET 15 AVRIL !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **14 et 15 avril, 19 et 20 mai, 16 et 17 juin...**



Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 10 h les samedis 30 avril (n° de juin), 28 mai (pour le n° d'été) 25 juin (pour le n° de septembre) ... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **2 mars 2011**.

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Décroissance & démographie

4 à 16



Saint-Nazaire en transition

Faire (re)naître des jardins en ville

de Christina et Thierry Brulavoine

29



Vélos aux Pays-Bas

"I want to ride my bicycle I want to ride my bike..."

d'Opaline Lysiak

32



Culture

Le roman comme espace de liberté

entretien avec Olav Hergel

par Jocelyn Peyret

36



Françafrique

Comment j'ai ravagé la Côte d'Ivoire à coups de tablettes de chocolat

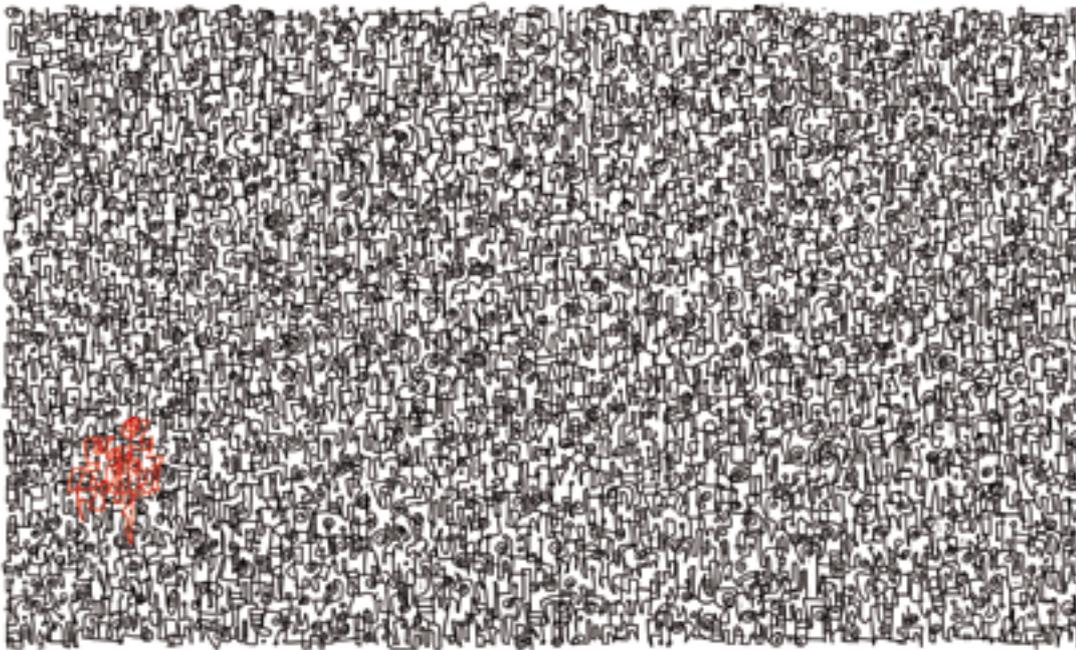
de Samuël Foutoyet

38



brèves

- | | | | |
|----|---|----|--|
| 17 | Société | 23 | Paix |
| 17 | Femmes | 26 | La politique française (Dominique Lalanne) |
| 18 | Énergie | | |
| 18 | Nucléaire | 24 | Santé |
| 19 | Environnement | 24 | OGM |
| 20 | Alternatives | 25 | Climat |
| 20 | Éloge de la lenteur sur un air de violon (Yann Poulain) | 25 | Nord/Sud |
| | | 26 | Agenda |
| 21 | Éducation | 28 | Annonces |
| 22 | Décroissance | 41 | Courrier |
| 22 | Politique | 43 | Livres |



don't try to stand out from the crowd.

avoid crowds altogether.



#ignoteeverybody

@high

Empreinte écologique et démographie

Qu'il s'agisse des propos alarmistes de Jacques-Yves Cousteau ou des écrits de Paul Ehrlich sur la "Bombe P", la surpopulation a occupé une part centrale des débats relatifs à l'écologie au début des années 1970. Pourtant, depuis, cette préoccupation s'est largement atténuée. On peut légitimement se demander pourquoi. La question de la population serait-elle devenue taboue ? Ou alors la démographie ne serait-elle finalement qu'un élément marginal de la problématique écologique, surestimée par certains pionniers de l'écologie ? Tentons d'y voir plus clair.

POUR FAIRE AVANCER CETTE ÉPINEUSE QUESTION, IL FAUT COMMENCER PAR RAPPELER LES termes du débat. C'est précisément ce que les chercheurs états-uniens Paul Ehrlich et John Holdren proposèrent dans un célèbre article paru dans la revue *Science* en 1971⁽¹⁾. Les deux auteurs présentèrent alors une formule très générique permettant de calculer le poids qu'une société humaine exerce sur la nature, que l'on peut réduire à trois catégories de facteurs :

- la population (c'est à dire "combien nous sommes") ;
- le niveau de vie et le mode de consommation (c'est à dire "combien nous consommons chacun-e) ;
- la technologie (c'est à dire, plus ou moins, "combien nous produisons").

La population : un élément parmi d'autres...

La plupart des efforts pour modéliser notre impact sur l'environnement sont organisés sur cette base. Pour prévoir les émissions de gaz à effet de serre au cours du 21^e siècle, les scientifiques du GIEC, par exemple, sont obligés de bâtir leurs scénarios sur l'évolution possible de ces trois facteurs. Il leur faut en effet répondre à ces questions incontournables : combien serons-nous, quels seront nos modes de vie et de quelles technologies disposerons-nous ? C'est également ces facteurs qui déterminent notre empreinte écologique.

(1) Ehrlich P., Holdren J., 1971. "Impact of Population Growth", *Science*, n° 171, pp. 1212-1217



L'équation d'Ehrlich et Holdren

En anglais, l'équation d'Ehrlich et Holdren se note $I = P.A.T.$, où I signifie l'impact ; P désigne la population ; A signifie affluence, que l'on pourrait traduire par opulence ou richesse, ce qui détermine un certain niveau de consommation matérielle par habitant ; et enfin T signifie technologie, ce qui renvoie à l'ensemble des outils et techniques utilisés par une société pour produire et/ou consommer. La technologie peut jouer un rôle aussi bien positif que négatif dans le résultat (l'impact), selon les cas.

L'équation d'Ehrlich et Holdren est très générique, donc forcément un peu simpliste. Elle a par exemple été développée de manière plus détaillée dans le domaine du changement climatique sous l'intitulé d'équation de Kaya. Elle est toutefois très utile pour décrypter les enjeux liés à la gestion des ressources naturelles.

La démographie a joué un rôle dans la croissance de notre empreinte écologique...

L'empreinte écologique mesure la surface de terre et de mer biologiquement productives qu'il faut mobiliser pour répondre de manière pérenne à nos besoins. Depuis le début des années 1960, l'empreinte écologique de l'humanité a été multipliée par 3 ; et, depuis le milieu des années 1980, cette empreinte écologique est supérieure à la capacité de la nature à se renouveler au niveau mondial. Par exemple, nous épuisons les stocks de certaines ressources renouvelables et nous dépassons les capacités de la biosphère à séquestrer le CO_2 que nous émettons dans l'atmosphère. La nature n'arrive tout simplement plus à suivre...

Mais jusqu'à quel point la croissance démographique en est-elle responsable ? Si on en croit les chiffres des Nations Unies, la population mondiale a été multipliée par deux environ durant la même période. En comparant les évolutions de l'empreinte écologique ($\times 3$) et de la population mondiale ($\times 2$), la conclusion est apparemment limpide : les changements de mode de production et de consommation ont entraîné une augmentation de l'empreinte écologique individuelle d'environ un tiers ; et la croissance démographique explique à elle seule les deux autres tiers de l'augmentation de l'empreinte écologique mondiale. Le facteur P serait donc le principal élément explicatif de la dégradation de la planète.

La réalité est en fait plus complexe. Car non seulement les pays les plus riches ont une empreinte écologique nettement plus élevée que les pays pauvres, mais c'est également le poids sur l'environnement de ces nations dites développées qui a le plus augmenté au cours des quarante à cinquante dernières années.

En effet, la population des pays les plus riches a peu évolué durant cette période. Mais un habitant d'un pays riche a vu son empreinte écologique augmenter de plus de 50% entre 1961 et 2007. Durant le même laps de temps, la population des pays pauvres a, quant à elle, fortement augmenté, certes... mais l'empreinte écologique d'un habitant d'un pays pauvre est restée stable, voire a légèrement baissé.

Depuis cinquante ans, l'augmentation de notre poids sur l'environnement est donc tout autant due à la croissance de la population mondiale qu'à la frénésie de consommation de ressources naturelles qui s'est emparée des pays les plus riches.

... mais le rôle de la démographie sera moindre à l'avenir

Non seulement la population mondiale n'est pas le seul facteur expliquant l'augmentation de notre impact sur l'environnement dans le passé, mais il est plus que probable que cet élément soit amené à jouer un rôle encore moins déterminant à l'avenir. Pourquoi ? Tout simplement parce que la plupart des nations du monde sont entrées (ou en voie d'entrer) dans une phase de transition démographique qui devrait amener leurs populations à se stabiliser.

Qu'est-ce que la transition démographique ?

Les démographes distinguent généralement trois phases d'évolution de la population mondiale :

- 1) *une phase d'équilibre démographique*, qui se caractérise par une relative stabilité du nombre d'habitants ; sur le moyen terme, le nombre de naissances équivaut alors *grosso modo* au nombre de décès, mais avec des taux de mortalité et de fécondité très élevés ;
- 2) *une phase d'explosion démographique*, généralement liée aux progrès techniques et aux avancées de la médecine qui génèrent une baisse du taux de mortalité, tandis que les taux de fécondité restent élevés, se traduisant par une forte augmentation de la population ;
- 3) *une phase de transition démographique* s'ensuit, liée à une évolution des comportements et une maîtrise de la natalité. Les taux de fécondité baissent jusqu'à atteindre des niveaux proches de l'équilibre démographique. La population se stabilise alors à nouveau. Souvent, ces périodes de transition s'accompagnent d'une forte conflictualité au sein des sociétés qui les mettent en place.

(2) Pollard D. (Ed.), 2010. *Rapport Planète Vivante 2010. Biodiversité, biocapacité et développement*, WWF, Gland

L'Europe a par exemple connu cette évolution en environ deux siècles, durant lesquels la population du continent a été multipliée par quatre.

En effet, les taux de fécondité se rapprochent de l'équilibre dans la plupart des pays et continents dits "en développement". Les Nations Unies retiennent à ce propos trois hypothèses.

Le premier scénario (voir graphique ci-contre) prend l'hypothèse d'une fécondité haute, qui augmenterait même dans certaines régions du monde — ce qui est peu probable au regard des tendances actuelles ; la transition démographique n'aurait pas lieu et nous serions alors 10,6 milliards en 2050, et 35 milliards en 2300... Le second scénario, plus réaliste, repose sur l'hypothèse d'une fécondité assurant le remplacement des générations ; il verrait la population se stabiliser autour de 9 milliards d'habitants après 2050. Enfin, un dernier scénario est envisagé : il consiste en l'hypothèse d'une fécondité basse, c'est à dire un non-renouvellement des générations tel que nous le connaissons dans certains pays européens ou au Japon ; la population stagnerait alors vers 2040 aux alentours de 8 milliards d'habitants, avant de décroître lentement.

On notera que certains démographes considèrent le scénario de fécondité basse comme le plus probable d'ici à 2050, notamment parce que les évolutions récentes vont dans ce sens.

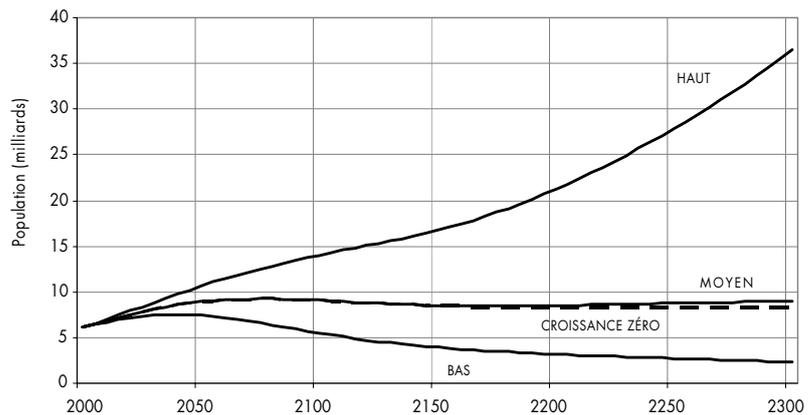
Notre façon de vivre est-elle plus importante que notre nombre ?

Il semble donc de plus en plus évident que la croissance démographique ne sera pas le facteur le plus déterminant dans l'évolution de l'empreinte écologique de l'humanité au cours du siècle à venir. C'est davantage le mode de vie et d'organisation sociale, les choix politiques et techniques qui seront décisifs.

Le cas de l'alimentation est de ce point de vue assez éclairant. Hervé le Bras⁽⁴⁾ montre à quel point la question de la faim dans le monde dépend au moins autant des modes de consommation et des techniques (les deux autres facteurs de l'équation d'Ehrlich et Holdren) que du nombre d'habitants.

La technique – Pour nourrir davantage de monde, il est possible d'améliorer les techniques de production agricole. C'est la solution productiviste qui a dominé jusqu'à présent. La FAO⁽⁵⁾ estime que la production agricole globale a augmenté de 72 % entre 1980 et 2004, tandis que la population n'augmentait que de 44 %. Des perspectives d'amélioration sont sans doute encore possibles à l'échelle mondiale, mais on est en droit de se demander si elles sont compatibles avec une gestion durable des ressources – l'intensification agricole se traduisant par des consommations importantes d'énergie fossile, une dégradation des qualités biologiques et physicochimiques des sols, mais aussi des perspectives préoccupantes de pollution génétique (OGM).

Les modes de vie – L'autre solution consiste à jouer sur les comportements de consommation,



Projections de population mondiale jusqu'en 2300 selon différents scénarios⁽³⁾

autrement dit le contenu de l'assiette. De 1980 à 2004, par exemple, la production agricole a augmenté en moyenne de 2,1 % par an, tandis que la population augmentait de 1,2 % par an. Exprimée en calories, la ration alimentaire moyenne aurait donc dû croître de 1,1 % par an. Or, selon Hervé le Bras, elle n'a progressé que de 0,4 % par an. Pourquoi ? Tout simplement parce que le contenu de nos assiettes a évolué, laissant une part plus grande à l'alimentation d'origine animale. Aujourd'hui, près de 60 % de la production céréalière mondiale est ainsi destinée à nourrir des animaux. Or, ces calories ne sont pas intégralement rendues en bout de chaîne, lorsque les animaux sont consommés. Il devient alors évident que le mode de consommation a un impact majeur sur la disponibilité finale des ressources agricoles : à production végétale égale, une augmentation de la consommation de viande réduit la part totale de calories disponibles pour l'homme. Par exemple, si toute la production céréalière mondiale de 2003 était destinée aux hommes, nous pourrions nourrir 10 milliards de personnes. Si au contraire toute la production céréalière était destinée à l'alimentation animale, nous ne pourrions nourrir que 3,7 milliards d'êtres humains.

Trop nombreux... pour vivre sur le modèle occidental !

Le raisonnement que nous venons d'appliquer à l'alimentation est également valable pour les autres éléments de l'empreinte écologique, par exemple nos consommations d'énergie ou nos émissions de CO₂. Au final, si chaque habitant de la planète vivait sur le modèle des pays riches, il faudrait presque trois planètes supplémentaires pour répondre de manière pérenne à l'ensemble de nos besoins. Alors que la démographie mondiale est en voie de stabilisation, plus encore que notre nombre c'est donc notre façon de vivre et notre volonté de partager ou non les ressources disponibles qui seront les plus déterminantes à l'avenir.

Aurélien Boutaud ■

(3) United Nations, 2005. *World Population Prospects: the 2004 Revision, Highlights*, United Nations Pub., New-York

(4) Le Bras H., 2009. *Vie et mort de la population mondiale*, Editions le Pommier, Paris.

(5) INED – Institut National d'Études Démographiques, 2008. *La population mondiale*, INED, Paris. Animation consultable en ligne sur le site Internet de l'INED : www.ined.fr



L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité

Il est fréquent d'entendre dire que l'agriculture biologique ne serait qu'une lubie de riche, et ne serait pas assez productive pour alimenter l'humanité. Pourtant un grand nombre de communautés paysannes en Amérique latine, en Asie ou en Afrique font le choix de la bio pour assurer leur souveraineté alimentaire...

■ Agir pour l'environnement,
2, rue du Nord, 75018 Paris,
Tél. 01 40 31 02 37
www.agirpourenvironnement.org

L SERAIT "BIEN CONNU" QUE LA BIO A DES RENDEMENTS PLUS FAIBLES. PLUS FAIBLES QUE CEUX d'une agriculture chimique et industrielle qui épuise les sols et les ressources et qui ne sera productive que pendant quelques décennies ? Certes. Mais cette agriculture occidentale, qui est marginale dans l'équilibre agronomique mondial, ne pourra pas continuer longtemps à dilapider son "capital naturel". Ses rendements sont un leurre. Pour l'instant, les engrais et pesticides permettent de compenser la destruction des sols et des milieux — mais le point de rupture est déjà presque atteint. Quand il sera dépassé, tout le monde prendra conscience que l'agriculture chimique ne peut pas nourrir le monde !

L'agriculture industrielle chimique occidentale est un leurre

Surtout, les techniques de l'agriculture conventionnelle sont totalement inadaptées aux conditions des milieux non tempérés. Pour assurer les rendements promis, les variétés standard soutenues par les engrais et les pesticides doivent disposer de conditions optimales et stables — or le climat des pays en développement est structurellement instable (inondations, sécheresses, cyclones...). Pire encore, ces techniques augmentent la pauvreté des populations rurales par la mécanisation, créatrice de chômage, et par l'endettement — pauvreté qui est la première cause de la faim dans le monde !

Des rendements bio qui sont réels... et s'améliorent

De leur côté, les rendements de la bio en pays tempérés ne cessent de s'améliorer. Une étude menée en Suisse depuis 1978 montre que, sur la durée, les rendements bio valent 80 % de ceux du conventionnel (source : FiBL) — ce qui serait déjà suffisant à l'Europe pour se nourrir elle-même.

Mais c'est dans les pays non tempérés que les résultats sont les plus impressionnants. L'université d'Essex a étudié 200 programmes de développement concernant 9 millions de paysans et 30 millions d'ha à travers le monde : les rendements en bio sont supérieurs de 93 % à ceux du conventionnel ! A Maikaal (Inde), le passage en bio de 3200 ha a permis une augmentation des rendements de 20 %. Une étude du programme des Nations Unies pour l'environnement constate en Afrique un doublement des rendements par le passage en bio. Dans ces pays, la conversion en bio permet de reconstituer la fertilité des sols, de retrouver des variétés locales adaptées... et d'assurer une autosuffisance alimentaire que la très mal nommée "révolution verte" avait fait perdre. Les techniques bio sont en effet particulièrement performantes en milieux tropicaux ou instables.

Deux études ont évalué séparément l'hypothèse d'une conversion mondiale à la bio. L'université du Michigan a testé deux modèles : le premier en extrapolant au monde entier les rendements de l'agriculture bio occidentale, le second

en extrapolant plus précisément les rendements, grande région par grande région. Le premier suffit à nourrir le monde très correctement (2641 kilocalories/jour/personne), le second permet de très larges excédents (4831 kcal/j/pers.). De son côté, l'Institut danois des sciences agricoles a évalué une production bio planétaire en appliquant un modèle validé par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires de la Banque mondiale : le résultat est très favorable à l'agriculture biologique, qui serait largement capable de nourrir l'humanité. Dans les deux études, la production baisserait légèrement en Europe et en Amérique du Nord, mais augmenterait très significativement dans les pays du tiers-monde, permettant ainsi de rééquilibrer les productions alimentaires.

Il va de soi que la technique ne remplacera pas les décisions politiques : la première cause de la faim dans le monde est avant tout géopolitique et économique ; le passage en bio n'est pas plus une solution miracle que les précédentes innovations. Mais si ce sont les populations elles-mêmes qui l'imposent, la bio est susceptible de redonner aux nations une autonomie alimentaire que la "révolution verte", les traités internationaux et les OGM leur ont fait perdre.

Jacques Caplat ■

Agronome

Chargé de campagnes à
Agir pour l'environnement

Le Kerala : vers une transition démographique et écologique ?

Le Kerala vient de faire le choix de l'agriculture biologique au niveau national. Un moyen d'arriver à une bonne qualité de vie tout en respectant une empreinte écologique faible.

DEPUIS LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE, L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE l'humanité a augmenté de manière forte et continue. Comme nous l'avons évoqué⁽¹⁾, cette croissance a été marquée grosso modo dans les pays industrialisés par deux phases qui tendent à se succéder :

- > d'abord une phase d'explosion démographique, durant laquelle l'augmentation de l'empreinte écologique a été en grande partie liée à l'augmentation de la population ;
- > ensuite une phase que l'on pourrait qualifier par analogie d'explosion "consommériste" ; la transition démographique s'est alors traduite dans ces pays par une stabilisation de la population, mais également par l'entrée progressive dans une société de consommation qui a généré, cette fois-ci, une croissance de l'empreinte écologique individuelle.

S'il va de soi que les pays du Nord doivent urgemment réduire leur empreinte écologique, une question centrale pour les pays du Sud consiste à savoir si cette évolution en deux phases de croissance (démographique/consumériste) est inéluctable⁽²⁾.

Transition démographique

Situé dans le sud-ouest de l'Inde, sur la côte de la mer d'Oman, l'Etat du Kerala est intéressant à analyser de ce double point de vue. Sur le plan socioéconomique, cet Etat de 31 millions d'habitants a d'ailleurs attiré l'attention de très nombreux observateurs au cours des dernières décennies. A tel point que les politologues et économistes parlent aujourd'hui volontiers du *modèle du Kerala*⁽³⁾ pour désigner ce qui paraît à leurs yeux comme une quasi-anomalie : à savoir un Etat dirigé de longue date par une coalition de gauche⁽⁴⁾ qui



(1) Voir l'article d'introduction du dossier, p. 6

(2) Une autre question consiste à savoir si elle est possible ! Les ressources de la planète n'étant pas infinies, l'accession de ces populations à un niveau de consommation équivalent à celui de l'Occident est en effet peu probable. C'est ce dont témoignent les résultats de l'empreinte écologique : si chaque habitant de la Terre vivait comme un Français, il faudrait deux planètes et demie comme la nôtre pour répondre aux besoins de l'humanité !

(3) Voir par exemple Parayil G., 2000. *Kerala: The Development Experience: Reflections on Sustainability and Replicability*. Zed Books, Londres.

(4) *The Left democratic front*, dirigé par le Parti Communiste Indien



Michel Haason

▲ Marché aux légumes à Thiruvananthapuram, capitale du Kerala.

est parvenu, malgré les pressions exercées par la globalisation, à maintenir une politique sociale très volontariste, notamment grâce à l'implication marquée de la société civile (le Kerala étant l'un des Etats dont la vie politique et démocratique est la plus active du pays). Résultat de cette "incongruité économique et politique" : au Kerala, les faibles revenus des habitants (quelques centaines de dollars par an en moyenne) n'ont absolument pas empêché ces derniers d'atteindre un niveau de développement humain digne de celui des pays les plus riches. Avec une espérance de vie proche de 75 ans, un niveau d'alphabétisation très important et un taux de scolarisation avoisinant les 100%, le Kerala n'a en effet guère à envier aux nations industrialisées sur ces aspects.

La politique d'éducation et d'émancipation des femmes influe directement sur la question démographique. Le Kerala bat en effet tous les records dans le domaine de la maîtrise de la natalité, avec un taux de fécondité inférieur à deux enfants par femme, soit à peu près le niveau de l'Union Européenne. Du fait de sa politique très active dans le domaine social — en particulier à l'égard des femmes — et sans doute également du fait d'une densité importante, le Kerala est ainsi parvenu à atteindre une transition démographique très précoce.

Transition écologique ?

Mais le modèle du Kerala ne se limite pas à ces données socioéconomiques. Car le niveau de développement humain élevé de cet Etat étant caractérisé par un niveau de vie matériel paradoxalement assez faible, son empreinte écologique est, du coup, très modérée⁽⁵⁾. Pour William Rees, le

cas du Kerala est la démonstration typique qu'il est possible d'atteindre une qualité de vie très élevée avec un impact minimal sur la planète, à condition d'investir davantage dans le capital social ("plus de liens") que dans le capital manufacturé ("plus de biens")⁽⁶⁾.

Ce rejet relatif du productivisme s'explique également au Kerala par le fait que cette région du monde prend aujourd'hui conscience des conséquences négatives de la révolution verte, à savoir l'empoisonnement par les pesticides d'une partie de la population, la destruction progressive des milieux par les engrais et la mécanisation, mais aussi la perte de contrôle par les fermiers de leur outil de production. C'est ce constat, largement développé dans un récent rapport gouvernemental par l'*Organic Farming Authority of Kerala*, qui a amené le gouvernement à élaborer une stratégie de conversion totale de sa production agricole en agriculture biologique⁽⁷⁾. Et la stratégie élaborée n'y va pas par quatre chemins, puisqu'elle imagine pouvoir engager cette conversion en cinq ans, à raison de 20% des surfaces par an.

C'est là une manière d'affirmer que le productivisme n'est pas la seule solution afin de nourrir les pays du Sud. Et un pas supplémentaire du Kerala sur la voie de la transition écologique !

Aurélien Boutaud ■

(5) Alexandra W., 1998. "Exceptional Kerala : Efficient and Sustainable Human Behaviour", in James U.V. (Ed.), 1998. *Capacity Buildings in Developing Countries*, Praeger Pub., Westport. pp. 152-174.

(6) "Kerala shows that a high quality of life with minimal impact on the Earth is possible through the accumulation of social rather than manufactured capital", Rees W., "Ecological Footprints and the Pathology of Consumption", in Woolard R.F., Ostry A.S. (Eds), 2000. *Fatal Consumption, Rethinking Sustainable Development*, UBC Press, Toronto., pp. 21-51

(7) Kerala State Organic Farming Policy, Strategy and Action Plan : www.keralabiodiversity.org/pdf/policy.pdf



Trop tard pour un antinatalisme écolo ?

D. R.

Le point de vue écolo sur l'épineux sujet de la démographie est souvent simplifié à l'opposition entre deux courants : on aurait le choix entre d'un côté une conception "deep écologiste" de l'homme comme espèce invasive et destructrice par essence et dont il faudrait limiter le nombre, et de l'autre côté une vision plus politique qui concevrait l'impact des humains sur leur milieu comme étant principalement le fait des modes de vie et de l'organisation sociale. Cette deuxième vision est de loin la plus répandue dans le mouvement écologiste : elle s'ajuste très bien aux revendications des luttes environnementales visant à "changer le système". Et pourtant il n'y a pas lieu de choisir entre ces deux visions : elles sont aussi caricaturales l'une que l'autre.

LA DEEP ECOLOGY N'EST PAS ANTIHUMANISTE, ET LES LIVRES RÉCEMMENT TRADUITS d'Arne Næss nous présentent un auteur plutôt modéré⁽¹⁾. Quant à se focaliser sur les modes de vie en négligeant le facteur multiplicateur de la population, c'est se priver d'un élément essentiel de l'équation⁽²⁾. De plus, la rivalité supposée entre ces deux visions laisserait entendre qu'il est impossible d'imaginer une écologie politique à la fois humaniste et antinataliste. Le 20^e siècle nous a pourtant apporté plusieurs démentis, qui peuvent être autant de sources d'inspiration pour aborder aujourd'hui la démographie à travers le prisme écologiste.

Les néomalthusiens, héritiers irrévérencieux de Malthus

Si Malthus était inflexible sur la morale, les néomalthusiens, eux, étaient bien différents.

Pasteur anglican et théoricien des sciences économiques et sociales, préoccupé par la misère de ses contemporains, Malthus est passé à la postérité pour son *Essai sur le principe de population* (1798). Craignant que la population n'augmente plus vite que ses moyens de subsistance, il préconisait la limitation des naissances par l'abstinence dans les familles misérables.

Mais un siècle plus tard, à l'inverse de Malthus qui s'opposait à toute contraception, les néomalthusiens⁽³⁾ s'emparèrent du contrôle des naissances et de la loi de population pour en faire un levier de libération des femmes et un moyen indispensable de lutte sociale et d'émancipation collective. En France, essentiellement entre 1896 et 1920, ils donnèrent des conférences, créèrent des revues, ouvrirent des consultations et distribuèrent des préservatifs pour défendre le droit au contrôle des naissances et faire connaître "les

(1) "Je pense que l'on est tous d'accord pour dire qu'un père qui n'a pas d'autre choix que de tuer le dernier animal de telle ou telle espèce, de détruire le dernier carré de forêt tropicale pour nourrir un bébé qui autrement serait lui-même détruit par la faim, doit tuer ou brûler. Cela ne fait aucun doute." Arne Naess, Vers une écologie profonde, Wildproject, 2009, p. 241

(2) L'empreinte écologique dépend à la fois de la population, de son niveau de vie et de des techniques utilisées (cf. page XX).

(3) Voir l'excellent livre du démographe Francis Ronsin d'où sont extraites les citations qui suivent : *La Grève des ventres, propagande néomalthusienne et baisse de la natalité en France (XIX^e-XX^e siècles)*, éditions Aubier-Montaigne, 1980. Voir aussi Francis Ronsin et Roger-Henri Guerrand, *Le Sexe apprivoisé*. Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances, La Découverte, 1990



Une loi⁽⁵⁾ de 1920 condamnant "la propagande anticonceptionnelle ou contre la natalité" frappera très durement le mouvement néomalthusien, qui avait su inventer un "malthusianisme d'émancipation", en lançant au passage un pied de nez ironique à la morale de Malthus.

1970 : une occasion manquée

Chez les pionniers de l'écologie politique des années 1970, la question démographique fut également un thème essentiel. Paul Ehrlich est le plus connu avec son titre choc : *La Bombe "P"*⁽⁶⁾. C'est aussi un auteur que l'on met volontiers en avant pour discréditer et caricaturer les théories portant sur la population car plusieurs de ses projections chiffrées se sont révélées fausses. Il a pourtant été un auteur de référence de l'écologie politique du début des années 1970, parce qu'il traitait la question démographique en y incluant l'influence déterminante des niveaux de vie.

Dans l'édition française de *La Bombe "P"*, publiée en 1971 avec le soutien des Amis de la Terre, on trouvait une postface et une préface des deux fondateurs du groupe écologiste Survivre et vivre : Alexandre Grothendieck et Pierre Samuel. "Notre confort, nos autos, notre gaspillage, notre civilisation clinquante reposent sur la misère du reste du monde. A nous donc de réfléchir les premiers aux différentes manières qui nous permettraient de peser moins lourd dans la balance mondiale. En France, notre croissance démographique est relativement faible. Faible certes, mais souvenons-nous que chaque Français qui naît aujourd'hui pèse le poids de cent Asiatiques. Le surpeuplement c'est cela."

Pour René Dumont, qui lui aussi s'appuyait parfois sur les travaux d'Ehrlich, la question démographique devait surtout conduire à une autocritique du Nord. "Le Français de la classe moyenne supérieure, par exemple le professeur d'université comme moi, consomme en moyenne 250 fois plus de matières minérales et de pétrole que le paysan indien. Alors l'arrêt de la croissance de la population est plus urgent encore dans les pays riches, pillards, gaspilleurs du Tiers-Monde, que dans les pays pauvres. Il est urgent, *chez nous*, si nous voulons donner à tout le monde non seulement l'alimentation, mais aussi la verdure, les espaces verts, les plages. Il faut arrêter la croissance de la population française, et la proposition d'une France de 100 millions d'habitants est une proposition à caractère criminel !"⁽⁷⁾

2010 : trop tard pour l'écomalthusianisme ?

Aujourd'hui la question démographique ne semble plus être une question essentielle pour les écologistes. Le sujet est jugé non seulement non pertinent mais aussi tellement glissant qu'on

procédés anticonceptionnels qui permettent d'en faire une arme contre le malheur".

Quel malheur ? C'est le malheur de la femme, exposée aux grossesses répétées et aux avortements clandestins, et le malheur des familles condamnées à la misère par les naissances trop nombreuses. Mais c'est aussi le malheur de la société : au-delà des individus, les néomalthusiens insistent aussi beaucoup sur l'émancipation collective. Ils argumentent que les nombreuses naissances provoquent la surabondance de travailleurs, donc le chômage et la misère, ainsi que la pléthore de soldats, donc la guerre. Des mouvements syndicalistes et anarchistes rejoignent vite les néomalthusiens avec pour ennemis communs l'Eglise, le patronat et la bourgeoisie qui comptent dans leurs rangs les "repopulateurs"⁽⁴⁾ : "les tartuffes bourgeois ne veulent de nombreuses naissances chez les travailleurs que pour être pourvus de chair à plaisir, de chair à travail et de chair à canon".

(4) appelés aussi "lapinistes" par leurs opposants

(5) l'une des "lois scélérates" de restriction de la liberté d'opinion.

(6) "P" comme population. Paul R. Ehrlich, *La bombe "P", 7 milliards d'hommes en l'an 2000*, 1972, Fayard/Les Amis de la terre [1971]

(7) Extrait d'un des spots de campagne de René Dumont pour la campagne présidentielle de 1974.

(8) Voir les commentaires essayés l'an dernier par Yves Cochet après sa proposition de "grève du 3^e ventre" : viser la neutralité de l'Etat en accordant une allocation égale pour chaque enfant, que ce soit le 1^{er}, le 2^e, le 3^e, etc. La France a actuellement une politique d'encouragement à la natalité : le 3^e enfant et les suivants donnent droit à des allocations plus importantes que les deux premiers.

préfère l'éviter. Les accusations d'antihumanisme sont vite lancées à ceux qui s'y hasardent⁽⁸⁾.

C'est en effet un thème délicat et il y a plusieurs écueils à éviter. Il faut se garder en priorité de donner des arguments supplémentaires à ceux qui veulent limiter l'immigration en vertu d'une vision protectionniste et nationaliste de la démographie. Il faut se garder ensuite d'un discours qui stigmatiserait les naissances trop nombreuses *des autres*. L'empreinte écologique des Occidentaux devrait au contraire nous amener à une conception *universaliste* de la limitation des naissances.

Le professeur d'université comme moi, consomme en moyenne 250 fois plus de matières minérales et de pétrole que le paysan indien.

René Dumont,
campagne élections présidentielles, 1974.



A l'intérieur de ces limites, il y aurait la place pour un discours antinataliste et écologiste. Quelques tentatives ont été faites : parmi d'autres gestes écologiques, le WWF proposait en 2007 de reporter volontairement d'un an la naissance des enfants.

De son côté, le mouvement britannique des Villes en transition rappelle que si la population occidentale se stabilisait, nous serions d'autant plus prêts à accueillir des réfugiés climatiques : le groupe de Totnes a imaginé voir en 2012 une

campagne "Two is plenty"⁽⁹⁾ sur la limitation volontaire des naissances.

Enfin, sur un ton plus potache, la "Fête des non-parents, les vrais héros de notre temps", réunit depuis 2009 les non-pères et les non-mères, qui y reçoivent une "médaille du mérite écologique".

Comparé aux avertissements de Paul Ehrlich, cet écomalthusianisme des années 2000 reste très modéré. Mais ce qui a véritablement changé entre-temps, c'est la situation d'urgence que nous vivons et qui réduit notre marge de manœuvre. En 1975, alors qu'il n'y avait que 4 milliards d'êtres humains, il était encore temps d'anticiper les crises et catastrophes à venir en réorientant les politiques démographiques mais aussi énergétiques, agricoles, économiques, etc. Or, une politique démographique n'a pas d'effet immédiat : il faut attendre plusieurs décennies pour en sentir vraiment les effets. Si l'on pense aujourd'hui n'avoir plus que 10 ans pour agir, comme l'affirme le GIEC, alors il est peut-être trop tard pour la limitation des naissances.

La difficile transition vers l'après-pétrole sera désormais l'affaire de 7 milliards d'êtres humains.

Mathilde Szuba ■

(9) On pourrait traduire par "Deux, c'est déjà bien !".
www.totnesedap.org.uk





Croissance, décroissance et démographie

▲ Maldives : ces îles sont menacées par la montée des eaux... mais aussi par la surpopulation et la surconsommation.

Alors que l'on parle de plus en plus de décroissance, les procès en malthusianisme — entendu comme le projet de limiter la natalité des pauvres — se multiplient de la part des tenants de la croissance. Pourtant, dans une situation où les tensions sur les ressources naturelles vont grandissant, on peut légitimement se demander quelle option politique comporte le plus de risques de dérives malthusiennes : le productivisme façon croissance verte ou l'antiproduktivisme à la sauce décroissante ? Essayons d'explorer cette question.

COMME NOUS L'AVONS ÉVOQUÉ EN INTRODUCTION DE CE DOSSIER⁽¹⁾, LA DÉMOGRAPHIE n'est qu'un élément de la problématique écologique parmi d'autres. Au delà du "combien nous sommes", le "combien nous consommons" et le "comment nous produisons" jouent un rôle tout aussi important dans une perspective de résolution (ou d'aggravation !) de la crise écologique.

Deux visions de l'écologie

Or, nous l'avons vu⁽²⁾, la question démographique reste aujourd'hui largement taboue dans les débats portant sur l'écologie et les limites des ressources. Mettons donc pour l'instant l'enjeu de la population (P) de côté. On comprend alors pourquoi la question des limites des ressources naturelles a jusqu'à présent divisé l'opinion occidentale plus ou moins en deux clans, qui s'opposent en grande partie sur la dose des deux autres facteurs de l'équation d'Ehrlich et Holden (voir p.6) qu'il

convient d'appliquer pour résoudre le problème : produire toujours davantage grâce à la technologie (T) ? Ou consommer moins en modifiant notre mode de vie et d'organisation sociale (A) ?

Plus de T : la solution productiviste

D'un côté, l'approche dominante rejette radicalement l'idée d'une réduction de la consommation dans les pays les plus riches. Celle-ci, nous dit-on, entraînerait une baisse du PIB et un chaos social. Et de fait, dans une économie productiviste, la compétition entre agents économiques amène à une course à l'accroissement de la productivité du travail (grâce à la mécanisation, l'informatisation, l'intensification, la "rationalisation" de l'organisation du travail, etc.). Sauf à travailler moins (ce qui est peu compatible avec le projet d'accumulation capitaliste), cette hausse de la productivité

(1) Voir l'article d'introduction de ce dossier, p. 6

(2) Voir l'article de Mathilde Szulba, p. 11

Malthus et le malthusianisme

se traduit donc par une croissance continue des quantités produites, qui elle-même nécessite de stimuler toujours davantage la consommation pour maintenir le taux d'emploi. Raison pour laquelle, depuis les années 1950, l'essentiel des efforts de l'industrie consiste à trouver de nouveaux débouchés et susciter de nouveaux besoins pour écouler la surproduction, seule manière de maintenir un certain niveau d'emploi. Dans une telle mécanique "shaddockienne", la moindre évocation d'une décroissance est aussitôt associée au spectre de la hausse du chômage et des inégalités⁽³⁾.

Les raisons de craindre une telle récession sont donc fondées. Mais le problème tient au fait que la croissance bute aujourd'hui sur une limite physique et écologique. Sur cette base, on peut se contenter de dire, comme le fit George Bush en 1992 au Sommet de la Terre, que notre mode de vie (la variable "A" de l'équation d'Ehrlich et Holdren) "n'est pas négociable". Mais cela signifie alors que le principal levier d'action mobilisable pour modérer notre impact sur l'environnement tient en la variable "T" de l'équation, en imaginant notamment que cette technique salvatrice permettra quasi indéfiniment l'augmentation de la productivité des ressources naturelles. On comprend pourquoi tous les discours productivistes en arrivent systématiquement à invoquer en ultime recours la science et la technique. Luc Ferry, par exemple, le dit avec quelques détours : "je ne suis pas du tout un optimiste scientifique (...) ; je dis simplement que le seul pari qui tienne la route aujourd'hui pour un Européen et singulièrement pour un Français (...) c'est l'innovation scientifique, c'est la croissance verte⁽⁴⁾". Mais c'est sans doute Claude Allègre qui résume le mieux le point de vue productiviste avec son concept d' "écologie productive⁽⁵⁾" : de la géoingénierie censée nous permettre de refroidir le climat ou d'enfouir le carbone dans le sous-sol, en passant par le nucléaire, les nanotechnologies ou encore les OGM, tout est bon aux yeux de l'ancien ministre de l'Éducation nationale pour ne pas menacer cette sacro-sainte croissance qui conditionne le fragile équilibre de la société productiviste.

Moins de A : la solution décroissante

Si les productivistes rejettent l'idée d'une décroissance de la consommation (le facteur "A" de l'équation), il est également vrai que les objecteurs de croissance se méfient de la technique (le facteur T). D'abord parce que celle-ci n'a, jusqu'à présent, pas permis de rendre l'économie plus soutenable sur le plan écologique. Et pour cause, puisque dans un système basé sur la croissance, les économies de ressources générées par les améliorations techniques ont tendance à être annulées par l'accroissement de la consommation. C'est ce qu'on appelle l'effet rebond, parfaitement illustré dans un récent rapport du Commissariat

Dans son Essai sur le principe de population, Malthus part du constat que la population tend à augmenter de façon géométrique alors que les ressources n'augmentent que de façon arithmétique. Il en conclut que cette tendance est l'une des principales raisons de la misère et de la pauvreté. Malthus préconise par conséquent que les familles peu à même de pouvoir nourrir leur progéniture restreignent leur procréation, selon un principe simple : "ne pas mettre au monde des enfants si l'on n'est pas en état de les nourrir".

Par extension, et bien que la pensée de Malthus soit plus complexe, on a fini par appeler malthusianisme toute politique de restriction de la natalité, en particulier lorsque celle-ci vise les plus pauvres.

général au développement durable montrant que les améliorations de rendement des moteurs des véhicules n'ont pas permis de faire baisser la consommation de carburant en France, du fait de l'augmentation de la taille des voitures et de leur niveau d'équipement⁽⁶⁾. Enfin, d'Ivan Illich à Jacques Ellul, en passant par Serge Latouche ou Bernard Charbonneau, la technique a également été dénoncée par les principaux penseurs de l'écologie politique, à cause des menaces qu'elle fait peser sur le mode d'organisation sociale — ce que Jacques Ellul appelait le "système technicien⁽⁷⁾" dans lequel la machine finit par prendre le dessus sur l'homme en obligeant celui-ci à s'adapter à elle⁽⁸⁾.

C'est pour cette raison que, plutôt qu'une hypothétique solution technique, les objecteurs de croissance prônent une sortie du système productiviste se traduisant concrètement par une moindre consommation matérielle dans les pays industrialisés (décroissance du facteur "A") et une réorganisation sociale fondée sur un meilleur partage des ressources — le slogan "moins de biens, plus de liens". Les recettes pour y parvenir sont encore balbutiantes et, surtout, les manières d'agencer ces propositions pour qu'elles fassent système sont encore loin de faire l'unanimité. Mais il s'agit bien de démonter les rouages du productivisme : favoriser une économie de coopération entre les hommes et avec la nature (vs compétition et domination), rendre à la monnaie sa fonction d'échange (vs spéculation et accumulation), relocaliser les outils de production (vs mondialisation), partager les richesses grâce à des mécanismes de

(3) A ce phénomène s'ajoute également ce que les économistes nomment l'effet de ruissellement : idée selon laquelle l'agrandissement du gâteau profite mécaniquement aux plus faibles (il y a plus de miettes), ce qui permet au passage de reléguer la question d'un partage plus équitable du gâteau à plus tard, chacun se trouvant déjà heureux d'augmenter sa part...

(4) Ferry L., 2009. Interview, "Les retours du dimanche", *France Culture*, 20-12-2009 (rapportée sur le site : www.decroissance.org/?chemin=insultes)

(5) Voir notamment Allègre C., 2009. "L'écologie non productive, c'est quoi", *Libération*, 17 juillet 2010.

(6) CGDD, 2010. *CO₂ et activités économiques de la France — tendances 1990-2007 et facteurs d'évolutions*, CGDD, MEEDDM, Paris.

(7) Ellul J., 2004 (rééd.). *Le Système technicien*, Le Cherche Midi, Paris.

(8) Pour Ivan Illich, les techniques peuvent être séparées en deux catégories : celles dites conviviales, qui servent l'homme et la société (nature comprise) sans l'asservir, parce que ces technologies sont ouvertes et autonomes (le vélo...) ; et celles qui au contraire obligent l'homme à s'adapter, individuellement et collectivement, à une forme de système technicien et hétéronome qui finit par dicter sa loi (la voiture : les routes, les autoroutes, l'industrie pétrolière, etc.). Illich I., 1972. *La Convivialité*, Le Seuil, Paris.





▲ Lichtenstein : 4^e plus petit Etat en surface, 35 000 habitants, mais 74 000 multinationales !

ANIMAUX domestiques et démographie

Le poids écologique des populations les plus riches de la planète, occidentalisées, est considérablement alourdi par le poids de leurs animaux domestiques, au premier plan desquels les chats et surtout les chiens. Avoir un gros chien pèse autant que faire 30 000 km par an en voiture, révèle une étude du *New Scientist* du 23 octobre 2009. Sans le poids de nos animaux domestiques, nous pèserions moins sur la planète et sur les conditions d'existence de millions de personnes dans le monde. 60 millions d'amis en France... et combien de milliers de morts au Sud ? En tout état de cause, il vaut sans doute mieux avoir un lapin (herbivore et castré) qu'un chien (carnivore)...

(9) Voir à ce propos les articles parus dans *Les cahiers de l'IEESDS*, 2009. "La décroissance contre Malthus" n°3, juillet 2009

(10) Le "père" de la décroissance proposait une diminution progressive de la population, sans vraiment préciser si elle devait coïncider avec la phase de transition démographique mondiale ou être favorisée par des politiques de planning familial ou autres : Georgescu-Roegen, 1978. "De la science économique à la bioéconomie", *Revue d'économie politique*, vol. 88, n°3, pp. 357-382

(11) Voir à ce propos l'article de Mathilde Szulba, p. 11

(12) Piro P., 2009. "Limiter les naissances ? Yves Cochet s'explique", *Politis*, 11 juin 2009.

(13) Duncan R., 2000. "The Peak of World Oil Production and the Road to the Olduvai Gorge", Communication au *Geological Society of America Summit 2000*, Reno, 13 novembre 2000.

revenus minimum et maximum (vs précarisation et inégalités), favoriser la qualité (vs quantité), travailler moins (vs travailler plus), promouvoir les biens communs et l'autonomisation (vs propriété privée de ce qui est nécessaire à tous), sortir de l'économisme et saper les bases du consumérisme en restreignant la publicité, etc.

Croissance, décroissance et démographie (P)

Ce rapide tour d'horizon est forcément caricatural, mais il permet de comprendre que la question des limites écologiques renvoie à des solutions politiques potentiellement très différentes, dont le point commun est finalement qu'elles laissent assez largement en jachère la question démographique.

Alors pourquoi les écologistes et autres objecteurs de croissance se font-ils encore qualifier de malthusiens ?

Première hypothèse : les objecteurs de croissance auraient tendance à préconiser une réduction de la natalité chez les plus pauvres. Mais force est de constater que la littérature décroissante est aujourd'hui muette sur ce sujet⁽⁹⁾. Georgescu-Roegen lui-même n'évoquait que très vaguement la question dans son ébauche de programme bioéconomique⁽¹⁰⁾. Et les préconisations des écologistes du 21^e siècle s'avèrent pour le moins anecdotiques, comme nous l'avons vu⁽¹¹⁾, puisque le plus "extrême" semble être Yves Cochet qui ne propose pourtant qu'un arrêt des politiques d'incitation à la natalité... dans les pays riches⁽¹²⁾. Soit exactement le contraire de ce que suggérait Malthus, à savoir la maîtrise de la natalité des pauvres.

Autre hypothèse : les décroissants auraient tendance à avoir une vision de l'avenir qui laisse la part belle à des scénarios d'effondrement démographique. Il est vrai que la théorie de l'Olduvai⁽¹³⁾, qui suppose que la raréfaction de l'énergie se traduira par un effondrement de la population, est souvent citée par les décroissants à tendance apocalyptique. Mais accuser de malthusianisme ceux qui mettent en garde contre un danger d'effondrement démographique bien réel, c'est confondre le lanceur d'alerte et le pyromane : cela ne tient pas.

Renversement de la charge...

A y regarder de plus près, les théories décroissantes sont donc à mille lieues du malthusianisme. Mais on peut se demander en revanche si les théories croissancistes n'en portent pas les germes. Car en s'obstinant à considérer que le mode de vie des pays les plus riches n'est pas négociable et doit encore croître, en pérennisant un modèle fondé sur la compétition et la surconsommation d'une partie de la population au détriment d'une autre, le scénario de la croissance capitaliste nous enferme dans un pari technologique qui, s'il échoue à produire toujours plus, pourrait bien nous mener droit vers le scénario imaginé par Malthus : une captation des ressources devenues rares par les plus riches, qui chercheront à maintenir leur niveau de vie au détriment de la survie des pauvres. Les émeutes de la faim déclenchées en 2006, année du pic pétrolier mondial, ne laissent pas envisager autre chose : tandis que le peuple mexicain défilait pour dénoncer le renchérissement des prix du maïs, les agrobusinessmen états-uniens convertissaient massivement leur production alimentaire en agrocarburants — alors présenté comme une technologie verte. Les pauvres comme variable d'ajustement : n'est-ce pas précisément le programme malthusien ?

Aurélien Boutaud ■



Pôle emploi

RÉSISTANCE À LA DÉLATION

Face à la politique de délation des étrangers en situation irrégulière imposée par la direction de Pôle emploi, certains agents sont entrés en résistance. Le REFI, Réseau emploi formation insertion, regroupe des agents qui tentent d'agir en ce sens. Le REFI dénonce le fait que Pôle Emploi se situe régulièrement en dehors de la légalité en ne respectant pas le droit des travailleurs étrangers. En effet ceux-ci ont le droit d'être maintenus sur la liste des demandeurs d'emploi durant trois mois après expiration de leurs titres de séjour. Or à ce jour les systèmes d'information ne sont pas à jour : la cessation d'inscription "à tort" à expiration du titre de séjour a lieu systématiquement. Depuis 2009, les agents de Pôle Emploi sont tenus d'identifier par lampe UV les pièces d'identités

des demandeurs d'emploi. La résistance des agents à ces mesures s'est organisée. À titre d'exemple, huit cents agents de l'ex-ANPE sur les mille deux cents de Midi-Pyrénées, ont refusé d'appliquer cette mesure. A l'occasion d'une note récente diffusée en Midi-Pyrénées le 7 janvier 2011, qui précise que "l'agent qui reçoit le demandeur fait une photocopie de la pièce recevable présentée et en vérifie l'authenticité à l'aide de la lampe UV. Cette vérification s'effectue en dehors de la présence du demandeur, l'agent devra donc se diriger vers un photocopieur situé en retrait à proximité de la lampe UV", les syndicats Sud, CGT et SNU ont décidé d'attaquer cette mesure scélérate au tribunal administratif. "Depuis la création de Pôle Emploi, on nous appelle des collaborateurs... on commence malheureusement à comprendre pourquoi !". Fédération Solidaires SUD Emploi, 38, rue des Frères-Flavien, 75020 Paris, tél. : 01 55 82 18 07, www.sudemploi.org ; REFI, <http://refi.over-blog.org>.

Publicité

■ Hauts-de-Seine : Vive les maires publicides. En septembre 2010, le maire de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) a fait enlever des panneaux Decaux les publicités jeunistes Virgin Radio, qu'il jugeait agressives et dévalorisantes pour les personnes âgées. Vous aussi, si vous êtes excédée par l'envahissement publicitaire sexiste, adressez-vous à votre maire. En effet, "les mairies sont propriétaires des panneaux d'affichage installés sur leur commune".

■ Paris en reprend une couche ! La ville de Paris a voté le 11 février 2011 son nouveau règlement de la publicité. Contrairement à ce que l'on peut croire, ce règlement ne vise pas à limiter l'affichage, mais au contraire à donner des dérogations aux afficheurs. En effet, sans ce règlement, le Code de l'environnement interdirait la publicité dans 80 % de la surface de la capitale, du fait des périmètres de protection. Le nouveau règlement, pris sous la



pression des afficheurs, autorise des milliers de panneaux dans ces zones protégées, des panneaux doubles jusqu'alors interdits, des milliers de panneaux éclairés et déroulants, les immenses bâches publicitaires sur les chantiers... Les Déboulonneurs ont de belles actions devant eux !

■ Besançon remporte la palme. Avec 400 panneaux dégradés en 2010, la capitale franc-comtoise devient la ville ayant subi le plus de vandalisme contre du matériel publicitaire.

D. R.

Grenoble

Femmes SDF : un local depuis 2004

Grâce au soutien des collectivités locales, l'association Femmes SDF, créée en 2000 à Grenoble, implique les femmes concernées et s'appuie sur leur parole pour développer des réponses à leurs besoins. Un local leur est dédié depuis 2004, avec un accueil de jour complémentaire des autres lieux existants. Femmes SDF, 16, rue Aimé-Berey, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 70 35 29.

Ile-de-France

Pass contraception pour les mineures

Depuis janvier 2011, les mineur/es francilien/nes ont un accès facilité, gratuit et anonyme, au choix d'une contraception. Selon le conseil régional Ile-de-France, ce droit, pourtant garanti par la loi du 4 juillet 2001, "est loin d'être effectif pour les mineurs qui dépendent de la couverture sociale de leurs parents". Le Pass est destiné aux élèves, en priorité en classe de seconde ou équivalente, qui en

font la demande auprès d'un professionnel de santé scolaire. L'Ile-de-France s'inspire d'un dispositif initié fin 2009 en Poitou-Charentes, qui avait échoué en raison des polémiques. Ce Pass contraception comprend quatre coupons : pour une consultation gratuite (y compris pour les garçons), deux analyses médicales et trois mois de contraception (seulement ?). Il devrait concerner plus de 150 000 jeunes et vise à freiner le nombre des IVG ou des grossesses non désirées, tout en encourageant à parler de sexualité, y compris du risque de violences.

Résister à la "putanisation des fillettes"

Suite à la publication, en décembre 2010, de photos d'enfants maquillés faisant la promotion de vêtements de luxe dans le magazine Vogue, une pétition "non à la putanisation des petites filles" a été lancée pour demander une limitation législative aux pouvoirs publics français "contre l'érotisation des images d'enfants dans toutes les formes de publicité". La Meute des Chiennes de garde, Maison des associations, boîte n°11, 5, rue Perrée 75003 Paris, en ligne : www.petitionpublique.fr.

femmes



Paris

MAINTENONS LE CENTRE IVG À TENON

Après dix-huit mois d'actions, le collectif 20^e/Tenon pour la réouverture du Centre IVG de l'hôpital Tenon (Paris 20^e) a été reçu par la direction le 15 février 2011 et a obtenu gain de cause. Mais le collectif regrette que l'AP-HP veuille recruter seulement des médecins vacataires et non des praticiens hospitaliers, "ce qui indique qu'elle ne considère pas l'activité dans les centres IVG comme une activité médicale à part entière". Il reste donc mobilisé et demande, entre autres, que les activités du CIVG soient regroupées et rattachées au service de gynécologie dans un nouveau bâtiment de Tenon en construction. La date de réouverture n'est pas encore connue. Collectif national pour les droits des femmes, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 56 36 44, collectifdroitsdesfemmes@gmail.com.



D. R.



énergie

Argent public

Où vont les subventions dans le domaine de l'énergie ? L'OCDE et l'Agence internationale de l'énergie ont publié un rapport mi-février 2011 sur ce sujet. Selon ce rapport, en 2007, 180 milliards ont été alloués au pétrole, 110 au gaz naturel, 25 au charbon, 25 aux énergies renouvelables, 20 aux réseaux d'électricité, 16 au

nucléaire, 15 aux biocarburants, quatre à l'efficacité énergétique. A ceci s'ajoutent neuf milliards pour la recherche-développement : trois pour les énergies conventionnelles, trois pour les énergies renouvelables, trois pour l'efficacité énergétique. 75 % de ces subventions publiques sont distribués par les Etats des pays dits en développement. Le rapport rappelle que l'accord de Kyoto sur les négociations climatiques prévoit la suppression

progressive des subventions aux énergies fossiles... On en est donc encore loin. Cette suppression est toutefois parfois déjà engagée : en Iran où le prix des carburants a été nettement revu à la hausse, en Grande-Bretagne pour le courant électrique individuel, au Brésil concernant les biocarburants. Ces mesures pénalisant les plus pauvres, cela s'accompagne généralement par une aide directe au niveau social.

nucléaire

Belgique

Nucléaire, stop !

Un réseau antinucléaire *Nucléaire, Stop !* vient de voir le jour en Belgique. Un réseau qui a une mission particulière dans la mesure où tous les réacteurs sur le territoire belge appartiennent à la France via la multinationale Suez. *Nucléaire, Stop ! Rue de l'Union, 2, B 7500 Tournai.*

Tchernobyl

Un nuage passe

Où étiez-vous entre le 26 avril et le 9 mai 1986 ? Le lien internet ci-dessous vous permettra de vous faire une idée assez réaliste de ce qui nous est tombé dessus en ce printemps-là. A l'époque, nos dirigeants nous ont affirmé que le nuage n'avait pas franchi nos frontières. C'était vrai au niveau de la frontière espagnole ! Tout pour nous, rien pour l'autre côté. Et quand le nuage se retire, ce n'est pas fini : la radioactivité reste au sol. Le nuage mesuré est celui du Cesium 137... lequel n'aura perdu la moitié de sa radioactivité qu'en 2016 !
www.irsn.fr/FR/popup/Pages/tchernobyl_animation_nuage2.aspx

Paratonnerres radioactifs

Un site participatif a vu le jour pour essayer de recenser les paratonnerres contenant des produits radioactifs. Les explications pour les reconnaître sont sur le site : www.paratonnerres-radioactifs.fr.

Prolifération : Evo Morales et Hugo Chavez s'y mettent !

Les présidents de Bolivie et du Venezuela, leaders de l'altermondialisation, ont-ils un ego surdimensionné comme tous les hommes politiques ? Ne se sentant pas encore assez puissants, ils ont annoncé le 31 octobre 2010, vouloir mettre sur place un programme nucléaire... Evo Morales avec l'aide de l'Iran, Hugo Chavez avec l'aide de la Russie. Les deux revendiquent le droit au nucléaire civil. Pour quoi faire ? Le Venezuela est l'un des premiers producteurs de pétrole, la Bolivie a aussi du pétrole. Mais une bombe nucléaire, ça ça vous assoie un président, non ?

Gaz de schistes

■ **Rendement douteux.** Les gaz de schistes que les Etats-Unis et le Canada exploitent déjà et que l'Europe envisage d'utiliser également, ne sont rentables économiquement que lorsque le pétrole dépasse les 100 \$ le baril... ce qui devrait être le cas de plus en plus souvent. Leur exploitation nécessite une grande quantité d'eau (qui sera ensuite polluée), mais surtout une énorme quantité d'énergie... avec un rendement très modeste.

Dans le *Manuel de transition*, Rob Hopkins rappelle quelles sont les performances des différentes énergies. Ces chiffres évoluent avec le temps... selon la technologie et les difficultés pour exploiter les stocks disponibles. Ainsi, pour le pétrole en 1930, il ne fallait dépenser qu'un seul litre de pétrole pour en extraire 100 ; en 1970, avec ce même litre de pétrole, on ne pouvait plus en extraire que 30 ; aujourd'hui, on n'en extrait déjà plus que 20 en moyenne et seulement 7 dans les champs pétroliers les plus récents (ceux à très grande profondeur). Avec le gaz de schistes, avec l'équivalent d'un litre de pétrole, on en produirait entre 1 et 4 équivalent-litres ! Un rendement qui est presque nul ! Comme c'est déjà le cas pour les agrocarburants. Ces très mauvais rendements ont une conséquence

immédiate : de telles filières seraient fortement émettrices de gaz à effet de serre. Ainsi, l'*Institut de recherche et d'informations socio-économiques* (IRIS) de Montréal, a publié le 17 février 2011, une estimation de ce que cela donne : c'est 25 fois plus émetteur de CO₂ que l'exploitation du gaz naturel.

■ **Etats-Unis : dangers divers !** Le 26 février 2011, *The New York Times* a publié un réquisitoire contre l'exploitation des gaz de schistes, annonçant la mise en ligne de 30 000 pages de rapports secrets de l'Agence de protection de l'environnement (équivalent de notre Ministère de l'environnement). Aux Etats-Unis, en une dizaine d'années, les gaz de schistes sont passés de 0 % à 50 % du gaz naturel consommé aux Etats-Unis : 493 000 puits étaient en activité fin 2010. 9 puits sur dix utilisent l'hydrofracturation : il faut 15 000 m³ d'eau par an et par puits. Cette eau est chargée en produits chimiques à l'origine et donc polluée. Une étude en Pennsylvanie montre qu'en plus elle remonte à la surface radioactive : elle dépasse généralement

500 bq/l (la limite pour la consommation de l'eau est fixée à 0,1 bq/litre !). Une étude réalisée en Louisiane indique que les poissons des rivières sont contaminés. Aujourd'hui de nombreuses réserves d'eau sont polluées. Autre conséquence : la pollution de l'air par les effluents de benzène et de toluène. En 2009, le Wyoming (27 000 puits) a dépassé les normes autorisées dans l'air : la pollution à la campagne y est plus élevée que dans des villes comme Los Angeles ! Au Texas (93 000 puits), les médecins ont tiré la sonnette d'alarme : les enfants présentent déjà 3 fois plus de cas d'asthme que la moyenne nationale.

■ Un moratoire ?

Les médias traditionnels ont relayé abondamment les propos de Nathalie Kosciusko-Morizet annonçant, le 4 février 2011, un moratoire sur les forages d'exploitation concernant les gaz de schistes. D'une part, ce moratoire n'était annoncé que pour la région Ile-de-France, mais en plus, dans le mois qui a suivi, les propos de la ministre de l'écologie n'ont donné lieu à aucune publication officielle... et donc les autorisations accordées notamment dans l'Aveyron, les Cévennes, l'Ardèche et la Drôme sont toujours d'actualité. D'autres régions sont menacées. Pour

le moment, seule la région Picardie a pris position pour s'opposer à ces forages sur son territoire.

■ **Ardèche : grosse manifestation.** Entre 10 000 personnes (préfecture) et 20 000 personnes (organisateur) ont manifesté le 26 février 2011 à Villeneuve-de-Berg contre la possibilité d'ouvrir des exploitations de gaz de schiste dans la région. "Pas la peine d'insister !", "Sarko-schiste, dégaze !" "Vous avez le gaz de ville, vous n'aurez pas le gaz des champs" pouvait-on lire sur les banderoles. Les industriels Schuepbach Energy et GDF-Suez ont obtenu un permis pour explorer 930 km² autour de Villeneuve. Deux autres permis, dits de Nant (Aveyron) et Montélimar (Drôme), ont été accordés en mars 2010 par les services de l'ancien ministre de l'Environnement, Jean-Louis Borloo. De nombreux élus ont décidé de prendre des arrêtés pour interdire toute prospection sur leur territoire. *Siop au gaz de schistes Ardèche, 39, rue Jean-Louis-Soulavie, 07110 Largentière, tél. : 04 75 36 72 83, www.stopaugazdeschiste07.org.*





Nourriture radioactive

Le 24 janvier 2011, le groupe des Verts au Parlement européen a vivement protesté contre un vote visant à relever le niveau de radioactivité autorisé dans la nourriture. Michèle Rivasi, députée verte, biologiste spécialiste de la radioprotection, a expliqué "Les niveaux proposés par la Commission sont beaucoup trop importants. Consommer plus d'un mois certains aliments entraînerait dans ces conditions le dépassement de la dose de un millisivert/an, qui est la valeur limite à partir de laquelle le nombre de cancers augmente de façon inacceptable".

Rennes

Condamnés pour occupation d'un pylône

Des militants du Groupe d'action non-violente antinucléaire avaient occupé un pylône THT à partir du 14 avril 2007 pour dénoncer le chantier en cours de l'EPR à Flamanville. Ils sont passés en procès pour cela puis ont fait appel. Ils sont passés devant la cour d'appel le 13 janvier 2011 et le verdict a été rendu le 21 février : ils sont dispensés de peine mais condamnés à verser à RTE (Réseau transport d'électricité) 6000 € de dommages et intérêts (RTE qui avait dû couper la ligne pendant l'action estimait ses pertes à 830 000 € !). Soutiens à : AP-SAJ, Association pour la solidarité et l'aide juridique, 6, cours des Alliés, 35000 Rennes, infos sur <http://ganva.blogspot.com>.



D. R.

Non aux chasseurs dans les écoles

En 2010, une convention a été signée entre les ministères de l'écologie et de l'éducation nationale encourageant les interventions des fédérations de chasse dans les établissements scolaires. Une quarantaine d'associations ont créé un collectif *Non aux chasseurs dans les écoles* pour demander que ces interventions cessent. Une campagne de cartes postales est en cours. On peut y participer en joignant l'ASPAS, Association pour la protection des animaux sauvages, BP 505, 26401 Crest cedex, tél. : 04 75 25 1000.

Var

Protection des tortues d'Hermann

Le Var est l'une des dernières régions où vivent encore des tortues d'Hermann. Mais les projets immobiliers et industriels mettent à mal les dernières zones sauvages. En 2008, Walter Henneau voit se mettre en place une "plate-forme multimodale" de 63 hectares près de chez lui. Il alerte les autorités sur la présence des tortues, mais n'obtient aucune réponse. Il se rend alors sur le chantier où il réussit à récupérer une trentaine de tortues qu'il porte au Village des tortues. L'association qui gère ce village lui propose de chercher à acheter des terres pour créer des zones de protection. Il trouve deux parcelles d'environ 7000 m², mais l'association ne peut financer l'achat. Il passe outre et les achète lui-même 3000 € chacune. Il se rembourse en partie par l'abattage des résineux qui gagnent sur l'écosystème d'origine et en consommant le bois pour se chauffer. Si d'autres personnes veulent ainsi créer des réserves volontaires (pour les tortues ou autres), il peut les conseiller pour les procédures à suivre : Walter Henneau, Les Cades, chemin de Béou Seren, Les Croisiers-Est, 83460 Les Arcs.

Sacs en plastique interdits

Depuis le 1^{er} janvier 2011, les sacs en plastique distribués en caisse de magasin sont interdits... en Italie.

Nantes / Notre-Dame-des-Landes

■ **Vinci adepte de la peinture verte.** Le groupe Vinci qui a décroché la concession du futur aéroport n'hésite pas à en faire un peu trop dans l'accompagnement écologique du projet. Ainsi, les salariés de l'aéroport devraient pouvoir se fournir sur place en paniers bios grâce à la création d'une AMAP. L'aéroport dont les toitures seront végétalisées, comportera des bâtiments à énergie positive. Comme il faut beaucoup de place autour des pistes, les immenses terrains seront prêtés à des associations d'insertion pour en faire des jardins partagés (faut juste mettre des casques anti-bruits, mais probablement que ces derniers seront fabriqués par une filière équitable !). Enfin, les voyageurs seront invités à "compenser" le carbone émis en versant leur aumône à une association spécialisée. Les Amis de la Terre qui ont mis en ligne ces documents de Vinci, ironisent en demandant pourquoi Vinci, qui gère déjà 4384 km d'autoroutes et 6 aéroports régionaux ne commence pas à le mettre en pratique pour ces réalisations ! C'est vrai quoi, des crèches parentales sur les bandes d'arrêt d'urgence, cela aurait un petit côté social intéressant !

■ **Le Monde soutient-il l'aéroport ?** Le 15 février 2011, le Monde a accordé une large tribune aux élus qui autour du maire de Nantes défendent encore la création de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Bizarrement, les textes envoyés ensuite par ceux qui contestent l'aéroport n'ont eu droit qu'à une publication sur le site internet. Deux poids, deux mesures... Le fait que Vinci, constructeur et gérant du futur aéroport soit aussi un des plus gros annonceurs publicitaires n'a sans doute pas influé le choix de rédaction du quotidien !

■ **La communauté de communes décide d'engager un recours contre le projet.** Même si c'est bien tardif, la communauté de communes Erdre et Gesvres directement touchée par le projet a voté le 23 février 2011 un recours devant le tribunal administratif pour dire son opposition à ce projet d'un autre temps. Europe-Ecologie Les Verts a de son côté attaqué en justice la délégation de service passée entre l'Etat et Vinci le 30 décembre 2010. Espérons que les nombreux recours juridiques seront traités avant le début du chantier programmé en 2012... après les élections présidentielles.

■ **Blocages du chantier.** Régulièrement, les opposants se donnent rendez-vous sur le terrain pour bloquer pendant quelques heures les études des géomètres. Ils sont alors repoussés par les gendarmes. S'il n'est pas possible — l'espace est immense — de bloquer les travaux, il s'agit à chaque fois de rappeler dans les médias l'absurdité de ce projet. Ces actions alternent avec les conférences publiques et les fêtes de soutien. Une randonnée est organisée sur le site le 22 mai et le 11^e rassemblement annuel se tiendra du 7 au 10 juillet. ACIPA, BP 5, 44130 Notre-Dame-des-Landes, tél. : 06 71 00 73 69, <http://acipa.free.fr>.

■ **ZAD : Zone d'aménagement différé ou Zone à défendre ?** Depuis la tenue du camp action climat pendant l'été 2009, certains ont choisi d'occuper les fermes expropriées par le projet. Ils sont quelques dizaines installés sur 16 lieux et ils espèrent progressivement faire grossir les troupes pour pouvoir mieux intercepter les tentatives de venir sur le site par les entreprises. Contact : <http://zad.nadir.org>.



Marie Clémis

▲ Action à l'aéroport de Nantes pendant le Camp action climat, été 2009.

Rencontre des Ami-e-s de Silence

Les ami-e-s de Silence et leurs enfants se rencontreront du 20 juillet au 3 août 2011 à la coopérative associative Les Gouttes d'O, dans les Alpes-de-Haute-Provence, entre Digne et Nice.

Dans ce camp autogéré et auto-construit nous souhaitons partager nos expériences et nos savoirs (alternatives, non-violence, habitat, énergie, alimentation...) dans la convivialité, la simplicité volontaire et la bonne humeur. Pour cela, vous pouvez prévoir dès à présent votre contribution. Pensez à des ateliers liés à une pratique de la décroissance et du

vivre ensemble. Amenez vos bricolages, vos savoir-faire en matière d'écologie, d'autonomie, de récupération... Vos chapiteaux, abris mobiles, outils, matériaux et instruments de musique seront les bienvenus. Les rencontres sont végétariennes, sans alcool, l'approvisionnement est bio et local. Pour vous inscrire en cuisine collective, dans la limite de 200 places, envoyez votre règlement avant le 21 juin 2011.



▲ Rencontre 2010.

Informations supplémentaires et bulletin d'inscription : Marie-Christine, tél. : 05 65 60 71 18, Véronique, tél. : 04 78 23 25 12, Marianne, tél. : 04 67 72 63 94, <http://amisilence.apinc.org/>

A bientôt donc pour de magnifiques rencontres à construire collectivement. En souhaitant qu'elles soient pour les ami-e-s enfants une expérience du vivre ensemble avec les valeurs qui nous rassemblent.

Espéranto

Une langue au bac !

Espéranto-France et SAT-Amikaro, deux des principales associations espérantistes en France, ont lancé, sous le parrainage d'Albert Jacquard, une pétition pour demander que l'espéranto, langue parlée à travers le monde par de nombreuses personnes, reconnue comme "moyen de favoriser les échanges intellectuels internationaux" par l'UNESCO, comme langue admise en tant qu'option au baccalauréat. SAT-Amikaro, 132-134, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris, tél. : 01 44 24 50 48, www.esperanto-sat.info et Espéranto-France, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél. : 01 42 78 68 86, <http://esperanto-france.org>.

Médias

■ **L'école en 2020.** La revue *N'autre école*, revue de la fédération CNT des travailleurs de l'éducation, a réalisé un numéro sur ce thème, l'occasion de prolonger les tendances observées actuellement. Exercice savoureux. On appréciera tout particulièrement la fausse publicité pour l'Université Pasqua de demain, entièrement axée sur

le sécuritaire ! 4 €. *N'autre école*, CNT-FTE, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, www.cnt-f.org/nautreecole.

■ **Les monnaies locales dans les failles de l'économie.** La revue *Territoires* dans son numéro de février 2011 présente un tour d'horizon de la question, en collaboration avec le colloque qui s'est tenu le même mois à Lyon. *Territoires*, Adels, 1, rue Sainte-Lucie, 75015 Paris, tél. : 01 43 55 40 05, www.adels.org.

Ille-et-Vilaine

Soutenir Confluences

Confluence est une association qui depuis 2002 fabrique des yourtes et des dômes géodésiques et accompagne l'installation en yourte. Dans ce cadre, plusieurs personnes habitent en yourtes depuis 2005 dans la région de Rennes et en Bretagne. Deux d'entre elles se sont installées à l'été 2010 dans la commune de Saint-Senoux, dans un projet d'accueil et d'écologie (proximité d'une gare pour éviter la voiture, électricité solaire, insertion dans la commune, plantation de blés anciens et de plantes médicinales...), sur un terrain loué aux Scouts de France et qui va être vendu. Pour

Mary Byrd Davis

Mary Byrd Davis est décédée le 13 février 2011 aux États-Unis, à l'âge de 74 ans. Elle avait publié en 1988 avec *Silence* et un éditeur californien *The Ecologist's guide to France*. Elle a ensuite mené une enquête très détaillée qui a donné le livre *La France nucléaire : matières et sites* dont l'essentiel est aujourd'hui en ligne sur le site internet : www.francenuc.org. Pour rédiger ce livre, Mary Byrd Davis avait procédé à un dépouillement systématique des publications officielles françaises qu'elle complétait par l'étude de documents déclassifiés aux États-Unis. Elle avait également interviewé un très grand nombre de personnes. Bien peu de ses interlocuteurs imaginaient que cette petite femme frêle et discrète, aux allures d'institutrice en retraite, était l'une des meilleures spécialistes du programme nucléaire français !

Lutherie

Éloge de la lenteur sur un air de violon

Produit de pointe à la Renaissance, il serait difficile de trouver un violon classique au côté de smartphones dans une revue high-tech. Il est pourtant bien dans son temps tant il s'inscrit dans l'écologie de par les matériaux qui le composent et sa méthode de fabrication qui reste inchangée depuis 400 ans. Le métier de luthier est intemporel car il nous apprend à aimer le temps.

Tout d'abord, il faut s'outiller. Non pas acheter des outils premier prix dans un grand magasin de bricolage mais trouver de vieux outils pour en faire de nouveaux car leur acier est meilleur et plus dur grâce à l'épreuve du temps. Cela leur confère un tranchant sans pareil.

L'apprentissage du métier, c'est ensuite l'école de la patience et de la dextérité. Il faut répéter mille fois les mêmes gestes, regarder mais aussi attendre les temps de collage et de séchage du vernis. Apprendre des méthodes de fabrication anciennes, c'est travailler comme avant l'apparition des premières horloges, lorsque l'on vivait au rythme des saisons. Découvrir, utiliser et développer ses sens est

un autre aspect du métier. Il faut apprendre à voir des détails que l'on ne remarque pas auparavant, écouter le bruit de coupe des outils sur le bois, sentir les odeurs de colle et de vernis, toucher et palper ce qu'on ne peut pas voir.

Enfin il y a le bois. C'est une matière noble devant laquelle nous devons rester humbles et tout faire pour qu'elle ne s'épuise pas. Pour faire un bon violon, il faut du bois venant d'un arbre âgé de plus de cent ans. Celui-ci doit avoir poussé très régulièrement et très lentement. Il devient de plus en plus difficile de trouver du bois adéquat pour la fabrication des violons. Ne parlons pas des archets qui sont faits en bois de Pernambouc, trouvé essentiellement dans une province du Brésil, espèce en voie d'extinction classées Cites. Aujourd'hui la majeure partie de la profession participe à un programme mondial pour la sauvegarde de cette espèce.

Un violon est un objet à 99,9% biodégradable. Il peut cependant, tel un Stradivarius, durer plus de cinq cents ans voire mille ans. Aussi faut-il prendre le temps de bien le fabriquer !
Yann Poulain



Guillaume Gambin

pouvoir racheter le terrain, il leur manque 12 500 € avant la fin du mois d'avril. Cela fait 500 dons de 25 €. Vous pouvez leur envoyer des dons à : *Association Confluence, Le Clos de la Grée, 35580 Saint-Senoux, tél. : 02 99 67 69 09, <http://dome.nomade.free.fr/Confluence.htm>.*

Fondation Pierre Rabhi

Après avoir agi pendant une cinquantaine d'années sur le terrain pour développer l'agroécologie et l'autonomie alimentaire, Pierre Rabhi, 72 ans aujourd'hui, vient de mettre en place une fondation qui œuvre "pour la sécurité, la salubrité et l'autonomie alimentaire des populations". Pour cela, elle soutient principalement des projets de déploiement de l'agroécologie à travers le monde. Elle privilégie les modèles à taille humaine afin de nourrir sainement les humains, préserver et régénérer le milieu naturel, et "contribuer à réconcilier l'histoire de l'humanité avec les impératifs établis par la nature depuis ses origines". Elle soutient le développement et l'essaimage



D. R.

des savoirs et savoir-faire agro-écologiques, elle accompagne des projets de sensibilisation, de formation et de transfert de compétences au Nord comme au Sud. Elle permet le déploiement de prototypes, la mise en réseau d'acteurs sur le terrain, la recherche et l'innovation. La fondation collecte des dons pour financer tout cela : *Fondation Pierre Rabhi, Montchamp, 07230 Lablachère, tél. : 04 75 39 33 98, www.fondationpierreabhi.org.*

Faut-il normaliser l'économie sociale et solidaire ?

Le gouvernement envisage de mettre en place une certification "économie sociale et solidaire" comme cela a été fait par exemple pour le logo AB. Certes, il est important de définir des limites à respecter pour avoir le droit de se revendiquer de ce secteur (il existe déjà une loi qui interdit par exemple de trop grands écarts de salaire), mais vouloir tout normaliser risque de figer les initiatives. Le collectif *Minga* qui regroupe des acteurs qui essaient d'aller vers un commerce plus équitable, rappelle dans un communiqué du 21 janvier 2011, qu'à l'origine ce secteur économique s'est développé pour favoriser la création d'emplois par des chômeurs, ce qui nécessite de nombreuses innovations, des tâtonnements, des échecs et des réussites. Et qu'une norme n'a pas sa place pour favoriser la créativité. *Minga* rappelle les détournements de sens observés dans le cas de l'agriculture biologique, de l'éco-habitat (avec la haute qualité environnementale), le flou des éco-quartiers, la volonté de normalisation par certains des Amap... La normalisation est le contraire de la pluralité démocratique et entraîne une dépolitisation des acteurs. *Minga, 1, quai du Square, 93 200 Saint-Denis, tél. : 01 48 09 92 53, www.minga.net.*

Cantines scolaires

Comment favoriser le local et le bio

Le code des marchés publics impose aux gestionnaires des cantines scolaires de passer par des appels d'offres pour obtenir les fruits et légumes qui composent les repas des enfants. Et la règle est que l'on doit prendre le meilleur prix. Comment peut-on alors favoriser légalement le bio et le local qui ne sont pas forcément les moins chers ? La Fédération nationale de l'agriculture biologique a étudié la question et la réponse passe par la définition précise des lots ("alotissement" en terme juridique). La FNAB conseille de faire des lots différenciés selon les denrées, avec des clauses en lien avec le développement durable. Il est ainsi possible de demander que les produits soient livrés peu emballés (pour respecter la diminution des déchets), que les emballages soient consignés (ce que ne font que les petits producteurs), que les fruits et légumes soient de saison (en spécifiant lesquels mois par mois), en précisant des noms de variétés locales (pour éviter les variétés passe-partout). La Fnab n'indique pas de critères sociaux, ce qui est bien dommage. Elle indique que cette démarche est généralement efficace pour les petites communes, mais insuffisante pour les villes où les quantités sont trop importantes pour qu'un producteur seul puisse répondre à un lot. Ces producteurs peuvent alors se mettre ensemble pour créer une plate-forme d'approvisionnement que cela existe déjà en Auvergne, dans la Drôme, dans le Gard... *Fnab, tél. : 01 43 38 38 69, www.fnab.org et www.repasbio.org.*

Pour créer une Assurance mutuelle d'activité d'un réseau économique

Armand Tardella est l'initiateur du Sel de Saint-Quentin-en-Yvelines, système d'échange local qui a expérimenté le principe de la monnaie fondante : au lieu que votre épargne rapporte des intérêts, celle-ci perd de la valeur si l'on

n'échange pas. Très curieux des phénomènes monétaires, Armand Tardella a essayé ensuite de penser ce que pourrait être un système d'échange global qui garantisse une mutualisation des ressources et évite que des personnes se retrouvent au chômage sans ressource. Il a réfléchi à ce qu'il appelle Amare, Assurance mutuelle d'activité d'un réseau économique, une sorte de mutuelle. Mais pour créer une telle structure, il faut un capital minimal estimé aujourd'hui à 10 millions d'euros. Depuis une dizaine d'années, le projet n'arrive pas à démarrer par manque de ce capital. Armand Tardella souhaite donc arriver à trouver une solution. On peut le joindre par le site www.jemenremetsavous.fr.

éducation

Palmes académiques

Retour à l'envoyeur

Proviseurs, directeurs d'école, inspecteurs, conseillers pédagogiques ou d'orientation, etc., en février 2011, ils sont près de cent membres de l'éducation nationale à avoir renvoyé leurs palmes académiques à Luc Chatel, leur ministre en exercice. Ils remettent en cause par ce geste symbolique fort "une politique où la logique comptable et la notion de rendement ont pris le pas sur toute réflexion pédagogique et sociale". Suppression de postes, des IUFM, de

la carte scolaire, "trop c'est trop" ont-ils voulu dire au gouvernement. Jean-Pierre Lepri, directeur de la publication de *Silence* et inspecteur retraité de l'éducation nationale, fait partie de ces "renvoyeurs qui ont déjà reçu le soutien de nombreux mouvements tels que le Réseau des enseignants du primaire en résistance.





décroissance

▼ Un jardin collectif à La Havane.



de ses fruits et légumes ; certaines villes moyennes arrivent même à 80 %. Il ne s'agit toutefois pas d'autonomie alimentaire des villes : rappelons qu'il faut 50 fois plus de surface que les potagers pour assurer les besoins en céréales, le double si ces céréales servent à élever des animaux pour la viande. Enfin, socialement, cela se passe plutôt mal : les jeunes refusent de travailler dans l'agriculture, métier jugé trop pénible et mal payé. Résultat : deux tiers de la nourriture est aujourd'hui importée, achetée grâce aux devises provenant du tourisme. (Imagine, janvier et février 2011)

Cuba

Transition forcée ?

Du fait de l'embargo maintenu depuis de très longues années par les Etats-Unis, Cuba a dû se débrouiller pour rechercher son indépendance alimentaire... et ceci avec peu de pétrole. Le résultat est énergétiquement intéressant : une ville comme La Havane (2,2 millions d'habitants) produit 50 %

Manuel de transition

Un best-seller en Grande-Bretagne !

Le manuel de transition en anglais, paru en 2008 discrètement, est en train de devenir un best-seller. Dans un long article sur le mouve-

ment de la transition outre-Manche, publié dans The Guardian du 6 février 2011, on peut y lire "and last year The Transition Handbook came fifth in MPs' lists of summer reading..." [Et l'année dernière, le Manuel de transition était classé dans la liste des cinq livres les plus lus par les parlementaires].

Brésil

Une favela entre en transition

En décembre 2010, une première initiative de Transixion a été lancée dans la communauté de Brasilândia, favela de 247 000 personnes, quartier de São Paulo. Elle a été préparée depuis mai 2010 par des groupes écologistes, des artistes et des travailleurs de la santé, des éducateurs et l'aide des autorités locales. Sept groupes de travail réunissant 85 personnes ont vu le jour. Sept jardins communautaires sur des

▼ Brasilândia, quartier de São Paulo.



parcelles en friche ont été ouverts. Une équipe de tournage a vu le jour pour filmer les actions et les présenter au grand public. Une bourse de troc a vu le jour. Un projet de boulangerie communautaire et une entreprise de couture sont en projet. Des groupes travaillent sur la notion de "Zéro déchet", "Eau et préservation", "Sécurité alimentaire". Une campagne est en préparation pour créer un couloir biologique d'arbres allant du centre du quartier à la forêt. (source : www.transitionfrance.fr)



politique

Denis Robert gagne contre Clearstream !

Denis Robert, journaliste, a publié, à partir de 2002, de nombreux ouvrages sur l'affaire Clearstream et les échanges d'argent par cette "banque des banques" luxembourgeoise. Il a ainsi révélé que c'est par cette société que passaient des financements occultes de nos services secrets, mais aussi des financements de partis politiques... Clearstream a multiplié les procès (une vingtaine en tout), et jusque là l'entreprise avait gagné. Obligé d'aller jusqu'en Cour de cassation, Denis Robert a finalement bénéficié d'un jugement favorable le 3 février 2011. La Cour reconnaît que le travail journalistique, même s'il peut comporter des erreurs mineures, est globalement honnête et le blanchit de trois condamnations antérieures concernant le livre *Révélation\$* et le documentaire *La*

boîte noire. Le cour d'appel de Lyon doit maintenant rouvrir les procès pour déterminer les dédommagements que Denis Robert doit recevoir pour les préjudices encourus pendant ces années de procédures.

Qui est Patrick Ollier ?



Patrick Ollier est officiellement le ministre chargé des relations avec le Parlement. C'est aussi le compagnon de Michèle

Alliot-Marie, ministre des affaires étrangères. Mais c'est aussi le fondateur en 2003 du groupe d'amitié parlementaire avec la Libye. C'est lui qui avait supervisé la venue de Khadafi en France en décembre 2007. C'est encore lui qui a essayé de négocier la vente d'un réacteur nucléaire à la Libye.

Petites phrases

"Nous avons vu les manifestants scander «salmiya, salmiya» — nous sommes pacifiques — encore et encore. Nous avons vu une armée qui n'allait pas tirer sur la population qu'elle a juré de protéger. Et nous avons vu des médecins et des infirmières courir dans les rues pour soigner les blessés, des bénévoles fouiller les protestataires pour s'assurer qu'ils n'étaient pas armés. C'est là le pouvoir de la dignité humaine ; on ne saurait jamais la refouler. Les Égyptiens nous ont inspirés, et ils l'ont fait en infligeant un démenti à l'idée que la violence est le plus sûr moyen d'obtenir justice ; car en Égypte, c'est la force morale de la non-violence — non pas le terrorisme, non pas la tuerie aveugle, mais la non-violence, la force morale — qui a fait ployer l'arc de l'histoire vers la justice, une fois de plus. Et bien que les images et les sons qui nous sont parvenus aient été entièrement égyptiens, nous ne pouvons nous empêcher d'ouïr les échos de l'histoire : ceux d'Allemands abattant un mur, d'étudiants indonésiens descendant dans la rue, de Gandhi conduisant son peuple vers la justice".
Barack Obama, suite au départ de Moubarak, le 11 février 2011.

Le journaliste Jean Guisnel du *Point* affirme que c'est encore lui qui avait en charge les négociations pour les ventes d'armes avec la Libye. A l'époque, la ministre de la Défense était... Michèle Alliot-Marie ! C'est encore le même Patrick Ollier, cette fois comme président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, qui, le 31 mars 2010, a présenté un rapport à l'Assemblée nationale très défavorable pour les éoliennes et les énergies renouvelables en général... et qui indirectement vise à protéger le nucléaire. C'est encore lui qui, le 10 octobre 2008, avait proposé

un amendement lors du vote de la loi Grenelle 1 concernant les performances énergétiques des futurs bâtiments : ceux-ci seront économes... l'amendement précisant "hors chauffage électrique", ce qui vide la loi d'un de ses rares intérêts. Bref, un fidèle représentant du lobby militaro-nucléaro-industriel. Le 25 février 2011, il déclarait dans le *Journal du Dimanche*, "si elle part, je pars". Le 27 février 2011, Michèle Alliot-Marie quitte le gouvernement. Patrick Ollier lui reste... il doit être nécessaire qu'il reste pour mener ses activités de lobbyiste.

Les Suisses conservent leurs armes chez eux

L'initiative lancée par différents mouvements depuis les antimilitaristes jusqu'aux socialistes demandant que les armes soient plus sévèrement contrôlées et que les armes de guerre soient stockées dans les arsenaux militaires a échoué. Le vote du 13 février 2011 n'a recueilli que 43,7 % des voix (avec un taux de participation de 48,8 %). L'initiative a eu une majorité de voix dans les cantons de Genève (61%), Bâle-Ville (58,9%), Vaud (53,7 %), Neuchâtel (53,2 %), Jura (52 %) et Zürich (50,4 %), traduisant un soutien plus fort chez les urbains que chez les ruraux.



Proche-Orient

Hypocrisie à tous les étages...

Les révélations de Wikileaks sont cruelles pour le Proche-Orient. On y apprend qu'Israël a "consulté" l'Égypte avant l'opération *Plomb durci* qui, fin 2008, a tué 1330 personnes dans la bande de Gaza. On y apprend qu'Israël a été appuyé par le roi d'Arabie saoudite pour demander aux États-Unis une intervention militaire contre l'Iran. On y apprend que les monarchies arabes locales laissent ouverte une ligne de crédit pour Al Quaida... Ceci sans réaction de Washington.

Facilitation des ventes d'armes

Il est déjà très difficile de savoir qui vend des armes à qui et surtout d'intervenir à tant pour débattre de l'opportunité de telles ventes d'armes. Eh bien, cela ne va pas s'arranger ! Après un débat à l'assemblée nationale, le 1^{er} mars 2011, qui aura duré deux heures, montre en main, le gouvernement aura fait passer une petite modification des règles : les ventes d'armes au sein de l'Union européenne pourront maintenant se faire librement avec seulement un contrôle a posteriori. Les députés n'ont pas semblé très intéressés par la question. *Observatoire des transferts d'armement, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 36 93 03, www.obsarm.org.*

Moruroa pourrait s'effondrer

Entre 1975 et 1996, 137 essais nucléaires ont été réalisés dans le sous-sol de l'atoll de Moruroa, dans le Pacifique. Bien sûr, en théorie, tout a été prévu pour que la radioactivité reste bloquée dans les profondeurs. Mais dans la pratique, cela ne se passe pas comme prévu : Marcel Julien de La Gravière, délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense (DSND), a rendu public un rapport le 15 février 2011 montrant l'apparition de failles importantes : 670 millions de m³ de la falaise nord-est de l'atoll pourraient s'effondrer. Outre un risque de tsunamis, le principal problème serait la libération d'une importante radioactivité.



Pierre J.



La politique française

Pourquoi des bombes ? L'argumentaire officiel et les non-dits. Et les tabous de nos subconscients...

Chaque président de la République gère la contradiction du rôle de sa bombe. Dans un même discours (Cherbourg, 2008), Nicolas Sarkozy affirme que "notre dissuasion nucléaire est strictement défensive" et d'autre part qu'elle pourrait être utilisée comme "avertissement nucléaire (...) contre un adversaire qui se méprendrait sur nos intérêts vitaux". Jacques Chirac en 2006 avait précisé que "nos approvisionnements stratégiques font partie de nos intérêts vitaux". Un tir nucléaire pour garantir notre pétrole ?

Un aspect fondamental de la bombe française est sa disponibilité permanente de tir. En décembre 2009, le chef d'état-major de l'armée de l'air a déclaré "depuis 45 ans nous sommes en état d'alerte, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24" ; et ceci "même si aucune menace d'agression directe ne pèse aujourd'hui sur la France", comme le reconnaît le Livre Blanc de 2008. La contradiction est donc totale, nous n'avons pas d'ennemi mais nous sommes prêts en permanence à un tir d'anéantissement.

Le PS et l'UMP, qui ont assumé la présidence de la République, sont favorables à cette doctrine de dissuasion nucléaire. Le rapport parlementaire de décembre 2009, rédigé par ces deux partis, l'affirme et le justifie... et trouve même des mérites à la "prolifération" en affirmant que "la détention des armes nucléaires rend responsable le comportement de son détenteur sur la scène internationale".

A quoi sert donc la bombe ?

Le rôle "officiel" n'a rien de réel. Le président Giscard d'Estaing, dans

le second tome de ses mémoires, l'avoue, même dans le cas d'une attaque de chars soviétiques, il n'aurait jamais pris la décision d'employer l'arme nucléaire.

L'arme sert tout d'abord à renforcer l'ego de son peuple. Le Général de Gaulle, le 13 février 1969, l'a déclaré lors de la première explosion nucléaire française "depuis ce matin, la France est plus forte et plus fière". Plus fondamentalement, il s'agit de créer une situation de domination. Le président de la République est dominant, avec un droit de vie et de mort sur des peuples, dont le sien. La France est dominante avec un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, justifié, pense-t-elle, par sa bombe. D'une certaine façon, la bombe est l'ersatz d'empire colonial que la France a perdu. Enfoncée ainsi dans le subconscient, la bombe est difficile à remettre en question...

Et la "sécurité" ?

La bombe permet enfin d'éviter le débat sur la "sécurité" que chaque peuple demande. Un pays assure-t-il sa "sécurité" par la menace d'insécurité maximum de tous ses voisins ? Si la France n'a pas connu de guerre depuis 60 ans, n'est-ce pas grâce à l'ONU et à l'Union européenne ? L'organisation pour la sécurité commune en Europe (OSCE), qui a vocation à la prévention et la gestion des conflits, n'a qu'un budget dix fois plus faible que l'OTAN... Recherche-t-on vraiment la "sécurité" ? La bombe interdit le débat... n'est-ce pas finalement son ultime rôle ?

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr

Electromagnétisme

■ **Monaco baisse ses seuils d'exposition.** Le 8 décembre 2010, la principauté de Monaco a adopté une nouvelle norme pour la téléphonie mobile limitant le seuil d'exposition des personnes à quatre volts par mètre. Même si cela est insuffisant (les associations demandent 0,6 volt/mètre), il est remarquable que ce seuil puisse s'appliquer à Monaco alors que depuis des années, les opérateurs affirment que cela est impossible en France. Selon que vous serez riche ou misérable...

■ **Compteurs Linky nocifs ?** De nouveaux types de compteurs électriques sont testés par ERDF notamment à Tours et Lyon 4^e depuis fin 2010. Ils utilisent la technique du CPL (courant porteur en ligne) qui permet aux agents de relever les compteurs à distance, depuis la rue. L'*UFC-Que Choisir* critique un bâclage du temps d'expérimentation de ce dispositif par les autorités, et dénonce un surcoût à la charge du consommateur. L'association Next-up dénonce elle le risque de troubles sanitaires graves. L'association a recueilli de nombreuses plaintes de personnes se plaignant de troubles (maux de tête, fatigue, acouphènes...) suite à l'installation de ces compteurs : fuite de câbles blindés, les émissions seraient importantes au passage du fil. Les compteurs Linky : une nouvelle pollution électromagnétique ?



D.R.

Comment les grands labos contrôlent l'AFSSAPS

Selon un pointage réalisé par l'*UFC-Que Choisir*, sur 1564 membres à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, seuls 29 % n'ont jamais travaillé pour un laboratoire pharmacologique. Sachant que certains ont travaillé pour plusieurs labos, cela donne : 22 % ont travaillé chez Sanofi-Aventis, 20 % chez Roche, 15 % chez GlaxoSmithKline, 14 % chez Pfizer, 13 % chez Novartis, 7 % chez Bayer, 7 % chez Servier... On comprend alors pourquoi il est difficile d'avoir des informations fiables sur les médicaments.

L'Aspartame officiellement nocif !

L'Aspartame, ce succédané du sucre que l'on retrouve dans tous les produits "light" est soupçonné d'avoir de graves conséquences sur la santé. Les forums à ce sujet sur internet sont très nombreux et les études médicales s'accumulent. La dernière en date, une étude danoise rendue publique en janvier 2011, menée sur 60 000 femmes enceintes, montre que boire un verre de soda "light" par jour augmente de 27 % les risques d'accouchement prématuré. Avec trois sodas, on monte à 35 %, au-delà de quatre, on monte à 78 %. L'Aspartame est un produit appartenant à Monsanto, la même firme qui essaie de nous imposer ses OGM.



OGM

Etats-Unis

Cours d'eau contaminés

Des protéines insecticides issues du maïs BT ont été retrouvées dans de nombreux cours d'eau dans les Etats du centre des Etats-Unis et ceci alors que les mesures ont été réalisées à six mois des récoltes. L'étude publiée en septembre 2010 dans une revue de l'Académie des Sciences fait évidemment le lien avec le fait qu'en 2009, plus de 85 % des maïs cultivés sont OGM. Les auteurs de l'étude demandent au gouvernement de faire des études pour voir si l'on retrouve la protéine dans la faune et la flore sauvages. (Inf'OGM, novembre-décembre 2010)

Faucheurs relaxés

Suite au fauchage des onze hectares de maïs OGM Monsanto 810 à Charcé-Saint-Ellier (Maine-et-Loire) en 2007, trois prévenus avaient été condamnés en janvier 2010 à 1 € symbolique d'amende pour avoir refusé le prélèvement

d'ADN. Le 22 février 2011, la cour d'appel d'Angers les a relaxés. Celle-ci a relevé que la loi du 25 février 2008 définissant le délit spécifique de destruction de champ transgénique n'impliquait pas d'obligation de prélèvement ADN. Elle a jugé "disproportionné" le fait de les soumettre à un tel prélèvement.

Europe : moins d'OGM cultivés...

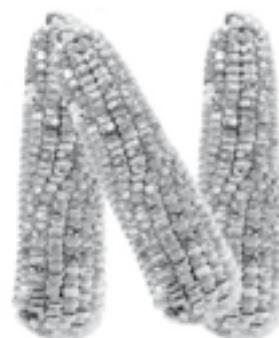
Selon un rapport des Amis de la terre de février 2011, la culture de plantes génétiquement modifiées est en baisse constante en Eu-

rope : - 23% en termes de surface cultivée en 2010 par rapport à 2008. Aujourd'hui, seulement 0,06 % des terres cultivées de l'Union européenne sont dédiées aux OGM, c'est-à-dire au maïs MON810 de Monsanto, et la pomme de terre Amflora de BASF. Cependant, ce que les agro-industriels ne peuvent pas faire en Europe, ils le font vraisemblablement ailleurs pour le moment... jusqu'à ce que tous les peuples les refusent.

...mais plus d'OGM importés

Le 22 février 2011, l'Europe a validé le projet de loi autorisant

0,1% d'OGM non-autorisés et non-testés dans l'alimentation animale, principalement du soja et du maïs importés des USA, de l'Argentine et du Brésil. A l'origine de ce choix : la pression des lobbies agro-alimentaires qui voyaient régulièrement d'énormes cargaisons de soja retourner sur le continent américain pour cause de contamination par des OGM. Le manque à gagner était trop insupportable... les industriels auront eu raison des considérations sanitaires qui avaient poussé l'Europe, sous la pression de ses citoyens, à la tolérance zéro en la matière.





+4°C ?

Les spécialistes estiment qu'au-delà d'une hausse de +2°C en un siècle, les conséquences sur la faune et la flore seront catastrophiques. Donc tout devrait être fait pour rester en dessous de cette limite. Après le sommet de Cancun (Mexique) qui s'est tenu début décembre 2010, et en l'absence d'engagements plus sérieux que ceux de Kyoto, des spécialistes du climat ont annoncé en marge du sommet que l'on s'oriente pour le moment vers une hausse supérieure à +4°C en seulement cinquante ans.

+ 450°C ?

James Hansen, climatologue, dans un article paru dans la revue *Science*, rappelle que la température actuelle de la planète est un équilibre fragile. Il estime que la pollution atmosphérique enclenchée depuis un siècle et demi par la révolution industrielle pourrait arriver à provoquer une "cassure" dans le mouvement de balancier entre périodes glaciaires et interglaciaires... ce qui aboutirait à terme à un dérèglement général comme on suppose que cela s'est passé sur Vénus, la température s'en volant alors très rapidement pour atteindre jusqu'à... 450°C.

Evolution du climat

Selon une étude publiée le 27 octobre 2009 par la NOAA, Administration des Etats-Unis qui gère les questions atmosphérique et océanique, le retrait des glaces de l'Arctique en 2009 se classe en 3^e position après les mesures effectuées en 2007 et 2008. Cet apparent retrait n'est toutefois pas significatif car les scientifiques notent également que l'extension ne provient que de glace de l'année, l'eau a continué à se réchauffer en profondeur, les glaces du Groenland ont fondu plus vite que les années précédentes, les eaux de ruissellement en Sibérie ont augmenté de volume (signe du dégel du sol). Au niveau mondial, en septembre 2009, la température moyenne des océans a atteint un nouveau record (les premières mesures dates de 1880). Au niveau terrestre, septembre 2009 aura été le 2^e le plus chaud après 2005. C'est au niveau de l'Arcti-

que (pôle Nord) que le réchauffement est le plus rapide, alors que l'Antarctique (pôle Sud) connaît lui un léger refroidissement. Le typhon Ketsana qui a frappé les Philippines, le Cambodge, le Laos et le Vietnam le 26 septembre 2009 est le second plus violent jamais enregistré.

Trou de la couche d'ozone

Alors qu'en principe, nous avons stoppé au niveau mondial les émissions de gaz détruisant la couche d'ozone, les polluants présents dans la haute atmosphère continuent de monter et d'atteindre la couche d'ozone. Selon le rapport annuel fourni par l'Organisation mondiale de la météorologie, le trou observé du 4 au 6 décembre 2010 au-dessus du pôle Sud a dépassé en volume pendant ces trois jours les tailles records observées de 2003 à 2009. Le problème est donc loin d'être résolu, même si on n'en parle pratiquement plus.

Concentration de gaz à effet de serre

Selon les chiffres publiés le 23 novembre 2009 par l'Organisation météorologique mondiale, le taux de concentration moyen dans l'air a atteint en 2008 le record de 385,2 ppm (partie par million) soit une hausse de 2 ppm en un an. Cette hausse s'accélère : elle n'était que de 1,5 ppm par an dans les années 1990. Nous sommes partis de 280 ppm en 1750, avant l'industrialisation. Les concentrations en méthane sont aussi en hausse à 1,797 ppm (en hausse de 0,007) contre 0,7 avant l'industrialisation. Le CO₂ serait responsable de 65,5 % de l'effet de serre, le méthane de 18,2 %.

Camargue

Zone protégée...

Le Conservatoire du littoral, conformément à sa mission, vient d'acheter 4500 hectares de zone humide en Camargue (commune d'Arles). C'est le plus gros achat réalisé par l'établissement public... mais pas forcément le plus durable : c'est le plus menacé par la montée des eaux.

Si la FRANCE changeait de politique...

L'association Survie qui dénonce la politique française, a anticipé les annonces de la France suite au remaniement ministériel de fin février 2011 qui a vu le remplacement de Michèle Alliot-Marie par Alain Juppé aux Affaires Etrangères. En effet, le président français a déclaré le 27 février 2011 suite aux révolutions tunisienne et égyptienne que "nous ne devons avoir qu'un seul but : accompagner, soutenir, aider les peuples qui ont choisi d'être libres" et qu'"il nous faut tout faire pour que l'espérance qui vient de naître ne meure pas". Les mesures du nouveau gouvernement devront donc être, en toute cohérence : le rappel en France des centaines de coopérants militaires et policiers présents au Cameroun, au Gabon, au Togo, au Maroc, à Djibouti, à Madagascar, au Burkina Faso, au Tchad, en Centrafrique, en Mauritanie, etc. ; la fermeture définitive et complète des bases militaires françaises au Gabon, au Sénégal, au Tchad, à Djibouti et à Abu Dhabi ; le gel des avoirs financiers et la saisie des Biens Mal Acquis de tous les dictateurs sur le territoire français ; la suspension de l'aide budgétaire bilatérale au Cameroun et au Tchad si Paul Biya et Idriss Déby ne renoncent pas à se représenter aux élections prévues cette année ; un audit public des services de Bercy sur les investissements des multinationales françaises à capitaux publics implantées dans des Etats où les droits humains ne sont pas respectés... Sinon, Sarkozy aura menti de manière éhontée. *Survie, 107, boulevard Magenta, 75010 Paris, 01 44 61 03 25, <http://survie.org>.*



▲ Sommet France-Afrique de Nice, 31 mai et 1^{er} juin 2010. Sarkozy au centre à côté de Moubarak !

Colonialistes de l'année

Lors de la semaine anticoloniale 2011, un sondage en ligne de 3000 votants a permis de désigner les "colonialistes de l'année". Ce sont Michèle Alliot-Marie et Brice Hortefeux qui se sont vus remettre le «casque colonial» pour l'ensemble de leur "œuvre colonialiste". Cette première pour son "soutien aux dictateurs" et sa "justification des conflits d'intérêts faisant rougir même Eric Worth". Le second comme "représentant d'un colonialisme décomplexé".

Occupation

Le 21 février 2011, des militants du Collectif pour la libération du Gabon, de Jeudi Noir et de Sortir du colonialisme ont occupé à Paris un hôtel particulier appartenant à Omar Bongo. Expulsés violemment par la police, ils ont été

emmenés au commissariat du 11^e arrondissement. Cette action avait pour but de condamner le soutien aux dictateurs et la continuation de la politique néocoloniale en Afrique, et de demander le gel des avoirs de Kadhafi, Bongo et tous les dictateurs encore en place ou déjà renversés.

Marcher pour la bonne cause...

En juin 2010, pour sa première édition, la randonnée solidaire d'Oxfam (trailwalker Oxfam pour faire français !), a réuni 88 équipes soit 352 marcheuses et marcheurs, qui ont réussi à collecter plus de 180 000 euros. Une deuxième édition est d'ores et déjà programmée, toujours dans le Morvan, les 11 et 12 juin 2011. Renseignements : *Oxfam France, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél. : 01 56 98 24 40, www.oxfamfrance.org.*



agenda

santé

politique, société

fêtes, foires, salons

éducation

films, spectacle, culture

dans la rue

habitat

nord / sud

Bio bio formation

décroissance

femmes

paix

énergies

environnement

vélo

Alsace - Les formations d'écotidienne

Vannerie paysagère, 2 avril à 9h30, à Sparsbach,

Initiation à la construction en bottes de paille / enduits terre, 9 avril à 10h, à Sparsbach,

Fabriquer ses meubles en carton, 10 avril, à 8h30 à La Wantzenau, près de Strasbourg,

Construire ou rénover en chanvre, 15 avril à 9h sur un chantier d'accueil,

Mieux vivre avec fleurs de Bach, 16 avril à 14h, à Sparsbach,

Fabriquer ses produits d'entretien ménagers, 22 avril, à 14h, au CINE de Busserre à Strasbourg

Préparer son jardin bio, 23 avril, à 10h, à Sparsbach,

Fabriquer et appliquer ses enduits de terre crue, 29 avril, à 10h, à Sparsbach.

Programme détaillé : *Écotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Genève : 4^e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : Paul Roulland, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.

Toulouse : Elles, jusqu'au 22 avril, au centre social Reynerie, exposition d'œuvres d'artistes, de photos en hommage aux femmes et jeunes filles du quartier. Centre social de la Reynerie, 5, rue de Kiev, 31100 Toulouse, tél. : 05 34 60 83 70.

Besançon : Bio & co, 1 au 3 avril, parc des expositions Micropolis, 250 exposants répartis sur 17 villages. *Bio & co*, 17, avenue Charles-Siffert, 25000 Besançon, tél. : 03 81 55 73 68, www.salonbioeco.com.

Vélorution, à Chambéry à 18h, place du Palais-de-Justice ; à **Marseille** à 19h, place Jean-Jaurès.

Saint-Etienne : Planète couleurs, 1 au 3 avril, à l'espace Faurler, festival du film des curieux voyageurs, thème de l'année : Engagez-vous ! rengagez-vous ! autour d'initiatives de volontariat. Une trentaine de films présentés, un village des "globe-rêveurs" avec 80 exposants autour d'initiatives solidaires. *Renseignements* : www.planete-couleurs.com, tél. : 04 77 25 01 82.

Aisne : rencontre avec Normand Baillargeon, à 20h, à l'Athénée libertaire de Merlieux, débat autour des livres *Petit cours d'autodéfense intellectuelle* et *L'ordre moins le pouvoir*. Entrée libre. Groupe P. Kropotkine, c/o Athénée libertaire, 8, rue de Fouquierolles, 02000 Merlieux, kropotkine02@no-log.org.

Arles : Images mouvementées, du 1^{er} au 3 avril au cinéma le Méjean, thème de l'année : "De la terre à la Terre, résistance si fertile" avec *Le temps des grâces* (vendredi 1^{er} à 18h, samedi 2 à 21h) ; Nos enfants nous accuseront (vendredi à 21h, dimanche 3 à 15h + débat avec le maire de Barjac), *Small is beautiful* (samedi 2 à 18h + Débat avec Aurélie Trouvé, dimanche 3 à 18h). *Attac pays d'Arles*, *Maison de la vie associative*, boulevard des Lices, 13200 Arles, <http://local.attac.org/13/arles>.

Lille : je mange donc je suis, à l'Hybride, 18, rue Gosselet, présentation du film de Vincent Bruno, débat avec Oxfam et Terres de Liens sur la faim et de l'accès à la terre. *Oxfam-France*, 19 ter, rue de l'Hôpital-Militaire, 59000 Lille, tél. : 03 20 54 40 31.

Vélorution, à Paris, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ;

à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch, à **Rouen**, à 14h, parvis de la Cathédrale ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec des sympathiques banderoles ! Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : <http://velorution.org>.

Drôme : autoconstruction d'un cuisiner solaire, 2 et 3 avril à Die. CFPPA, avenue de la Clairette, 26150 Die, tél. : 04 75 22 04 19, www.cfppa-die.educagri.fr.

Lyon : contre-Grenelle 3, au centre culturel Charlie-Chaplin, à Vaulx-en-Velin. Thème : décroissance ou barbarie. Au programme : que faire face à l'effondrement énergétique, à la tyrannie technologique, à l'effondrement environnemental, alimentaire, social, sanitaire, face à la capitulation des médias, face à l'effondrement culturel, psychique, face aux menaces contre la paix civile et les libertés, face à la crise politique. *Casseurs de pub*, 52, rue Crillon, BP 36003, 69411 Lyon cedex 06, www.contre-grenelle.org.

Drôme : jardin potager et agriculture, visite du potager et des cultures maraîchères, présentation des méthodes de culture, *Les Amanins*, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Paris : Festival partir autrement, 2 et 3 avril, à l'Esplanade Reuilly, Paris 12^e. Extraits du programme : Samedi à 11h : Avenir climat ; 16h30 : Pomme qui roule ; 18h : Haïti, le pays du dehors ; 22h15 : voyager mieux avec moins... Dimanche à 15h : les réseaux d'hospitalité à travers le monde. *ABM, Aventure du bout du monde*, 11, rue de Coumiers, 75014 Paris, tél. : 01 45 45 29 29, www.abm.fr.

Aude : sortie plantes sauvages comestibles et médicinales : 3 avril près de Carcassonne, 10 avril à Talairan, 17 avril à Lagrasse, etc. *L'Ortie, Lasserre-du-Moulin*, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, lortie.asso.fr.

Aveyron : Alterna'bio, au jardin public de Saint-Affrique, bio, habitat sain, énergies renouvelables, associations,

etc. *Alterna'bio*, BP 283, 12402 Saint-Affrique cedex, www.alternabio.org.

Périgord : permaculture, 4 au 16 avril à l'Ecocentre. Cours certifiants. *Ecocentre du Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie*, tél. : 05 53 52 59 50, <http://ecocentre.org>.

Nantes : semaine d'ateliers à Notre-Dame-des-Landes, du 4 au 10 avril, avec les habitants permanents qui occupent le site, construction de cabanes dans les arbres, entraînement à l'action, jardinage, radio-libre, découverte des plantes sauvages comestibles, mécanique vélo, et un concert. <http://zad.nadir.org>.

Bordeaux : L'Espoir, à 18h, à l'Institut Cervantès, 57, cours de l'Intendance, projection du seul film réalisé par André Malraux en 1937 sur la guerre en Espagne. *Université Populaire de Bordeaux*, 1, rue Vital-Carles, 33000 Bordeaux, <http://universitepopulairebordeaux.asso-web.com>.

Ariège : fabrication d'adobes, 5 et 6 avril à Mirepoix, fabrication moules et briques... *Ecorce, Petite Fournet et Barbéou*, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.

Hauts-de-Seine : Les arrivants, à 20h30 au cinéma Jeanne-Moreau, 22, rue Paul-Vaillant-Couturier, à Clamart. La vie dans un centre d'accueil pour les immigrés. Débat avec la réalisatrice Claudine Bories. <http://attac92clamart.free.fr>.

Paris : le travail bénévole, à 19h45 au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Paris 11^e, présentation de l'ouvrage "Le travail bénévole" en présence de l'auteure Maud Simonet. *Quilombo*, 23, rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 71 21 07, www.librairie-quilombo.org.

Hauts-de-Seine : Le nez grophobe, à 20h, à la Maison de la vie associative, 28, rue Victor-Hugo à Malakoff

(M^oMalakoff-Plateau de Vanves), *Ligue des droits de l'Homme*, 28, rue Victor-Hugo, 92240 Malakoff, <http://ldh92sud.over-blog.com>.

Paris : les métiers ont-ils (encore) un sexe ? à 18h, à la Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand, Petit auditorium, hall Est, quai François-Mauriac, Paris 13^e, débat proposé par l'association *Femmes et sciences*, 9, rue Vésale, 75005 Paris, tél. : 01 47 70 85 35, www.femmesetsciences.fr.

Toulouse : entraînement média, 7 et 8 avril avec le syndicat Sud, comment gérer les relations avec les médias quand on fait une action militante ? *Les désobéissants*, Xavier Renou, tél. : 06 64 18 34 21, www.desobeir.net.

Nièvre : éco-habiter solide en milieu rural, 7 et 8 avril au Centre de recherche archéologique de Glux-en-Glenne. Comment avoir des loyers modérés en milieu rural ? Quels outils financiers pour un habitat écologique et solidaire ? Comment appréhender l'étalement urbain ? Comment développer des filières courtes et écologiques autour d'un habitat durable et digne ? *Relier, Réseau d'échange et de liaison des initiatives en espace rural*, 2 rue Michelet, 12400 Saint-Affrique, tél. : 05 65 49 58 67, <http://reseau-relier.org>.

Lyon : résistance populaire non armée palestinienne, à 20h, Maïson des passages, 44, rue Saint-Georges, Lyon 5^e (M^oSaint-Jean), débat avec l'AFPS et le MAN, présence d'un couple palestinien-israélien qui présentera un projet dans la région d'Hébron. *MAN-Lyon*, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 67 46 10.

Nord-Pas-de-Calais : cyclo-tour paysans enquête de terres, 8 au 23 avril. Passage par Arras (8), Auberchicourt (9), Nomain (10), Herseaux (11), Lille (12), Wavrin (13), Merville (14), Norrent-Fontes (15), Ambricourt (16), Ergny (17), Desvres (19), Louches (20), Pitgam (21), Herzele (22). *CycloTour*, tél. : 03 20 56 22 01 ou 06 22 13 32 33, www.cyclopaysannpdc.net.

25 ans de l'accident de Tchernobyl

Carcassonne : planète en péril, du 1^{er} au 26 avril, collecte de poésie et de textes autour de la question de Tchernobyl en vue de la publication d'un recueil collectif par l'association *Poésie Terpsichore, Marie-Andrée Balbastre, Le Cadrans*, 4, rue de l'Orbiel - 11600 Conques/Orbiel, www.poésie-terpsichore.eu.

Eure : information du public, 2 avril à 9h sur le marché de Bernay, 9 avril à 9h sur le marché de Vernon, 9 avril au marché d'Evreux, 9 avril à 9h sur le marché de Louviers, distribution de tracts pour informer sur les dangers du nucléaire. *Sortir du nucléaire 27, Jean-Claude Mary*, 4A, rue Toume-Bride, 27200 Vernon, tél. : 02 32 21 09 74.

Amiens : Sortir du nucléaire, 3 avril à 11h, à la Biocoop, diffusion d'un court-métrage sur la sortie du nucléaire et débat. *CLAN Picard, Françoise Maréchal*, tél. : 06 03 71 84 16, clan.picard@yahoo.fr.

Lille : quelles énergies pour notre génération ? 7 avril à 19h, au Nouveau Siècle, place Mendès-France, premier débat sur la centrale de Gravelines, sa production et ses risques. *Virage-Energie Nord-Pas-de-Calais*, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 08 72 97, www.virage-energie-npdc.org.

Lyon : Politiques européennes en matière de nucléaire, 7 avril à 18h, à Science Po Lyon, 14, avenue Berthelot, Lyon 7^e, conférence de Michèle Rivasi. *Anciela*, 73 avenue Jean XXIII, 49000 Angers, tél. : 06 37 61 99 41, www.refae.org.

Lille : quelles énergies pour notre génération ? 11 avril à 19h, au Nouveau Siècle, place Mendès-France, deuxième débat sur les alternatives au nucléaire. *Virage-Energie Nord-Pas-de-Calais*, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 08 72 97, www.virage-energie-npdc.org.

Eure : soirée film-débat, 13 avril à 20h, salle Jules-Janin, 6, boulevard Jules-Janin, à Evreux, projection d'un film et débat. *Sortir du nucléaire 27, Jean-Claude Mary*, 4A, rue Toume-Bride, 27200 Vernon, tél. : 02 32 21 09 74.

Metz : café-diplo, 14 avril, Groupe mosellan des Amis du monde diplomatique, *Christopher Pollmann*, 8, place Saint-Martin, 57000 Metz, tél. : 03 87 76 05 33, <http://aamd57.free.fr>.

Haute-Loire : visite d'une maison autonome, 17 avril à Saint-Didier-sur-Doulon, portes ouvertes chez André et Christelle, *Groupe Brivardois Sortir du nucléaire, André Larivière, La Fagette*, 43440 Saint-Didier-sur-Doulon, tél. : 04 63 31 50 12.

Haute-Loire : changeons d'ère, sortons du nucléaire, 23 avril, sur le marché de Brioude, distribution de brochures et informations. *Groupe Brivardois Sortir du nucléaire, André Larivière, La Fagette*, 43440 Saint-Didier-sur-Doulon, tél. : 04 63 31 50 12.

Paris : exposition des portraits de liquidateurs, le 23 avril, de 11h à 19h30 sur le parvis des droits de l'Homme, place du Trocadéro, 260 portraits de liquidateurs et 11 panneaux présentant le travail avec les enfants de l'institut Belrad en Biélorussie. *Independent Who, Christophe Elain, chris.elain@wanadoo.fr*, tél. : 01 46 78 33 66 ou 06 14 54 69 43, www.independentwho.info.

Gironde : pique-nique devant la centrale du Blayais, 25 avril à 12 h. *Tchemoblaye, Cinéma Utopia, place Camille-Jourdan*, 33000 Bordeaux, tél. : 05 57 95 69 33.

Genève : exposition des portraits de liquidateurs, le 26 avril, de 15h à 18h, 260 portraits de liquidateurs et 11 panneaux présentant le travail avec les enfants de l'institut Belrad en Biélorussie seront présentés depuis le carrefour des Morillons (entrée de l'OMS) jusqu'à la place des Nations (entrée de l'ONU). *Independent Who, Christophe Elain, chris.elain@wanadoo.fr*, tél. : 01 46 78 33 66 ou 06 14 54 69 43, www.independentwho.info.

Eure : déambulation des liquidateurs, 26 avril, marche déguisée dans le centre d'Evreux, venir habillé en blanc. *Sortir du nucléaire 27, Jean-Claude Mary*, 4A, rue Toume-Bride, 27200 Vernon, tél. : 02 32 21 09 74.

Gard : festival Luttes et résistances, 8 au 10 avril, à la salle Stevenson, à Saint-Jean-du-Gard. Thème de l'année : Hors-la-loi ? Association Abraham Mazel, mairie, 1, rue de Thoiras, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 85 33 33.

Lyon : colloque "résistances et désobéissances dans les services publics", à la salle des associations du 4^e arr., 28, rue Denfert-Rochereau. Colloque organisé par le Man-Lyon en partenariat avec le Réseau des enseignants du primaire en résistance, Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui et le Réseau Emploi-Formation Insertion, à Lyon. **Vendredi 8**, à 20h film *Le temps de la désobéissance* et débat avec J.-M. Muller. **Samedi 9**, colloque avec E. Weissman, A. Refalo, des témoignages de résistances, une table-ronde avec des représentants syndicaux... Inscription (15 €) et contacts : Man-Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, tél 04 78 67 46 10.

Vosges : construire en paille porteuse, à 10h, rue des Aulnes, à Fraize. Association vosgienne d'autoconstruction, 20, rue des Deux-Frères-Bliétrix, 88580 Saulcy-sur-Meurthe, tél. : 03 29 55 33 56, www.asso-avec.fr.

Eure : Orties Folies, 9 et 10 avril à La Haye-de-Routot (entre Rouen et Le Havre), festival national autour de l'ortie et des plantes sauvages et de tous leurs usages. Association des Amis de l'Ortie, chez M. J. Lamane, 25, rue Pierre-Loti, 16000 Angoulême, www.lesamisdelortie.fr.

Nantes : Amis de la Terre, à 14h, lieu à définir, assemblée générale des Amis de la terre du département. Amis de la Terre, 12, rue Bonnamen, 44000 Nantes, amisdelaterre44@gmail.com, Antoine : 06 81 58 29 58.

Lille : cuisine sauvage, 15h, rue du Guet, sous le marronnier, découverte des plantes sauvages, des fleurs qui se mangent, recettes de maraudeurs, glaneurs et chefs cuisiniers. PPIEG, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 40 21 80, <http://jardin-ecologique.org>.

Ardèche : permaculture, 11 au 15 avril, dans les jardins du mas de Beau-leu. Terre et humanisme, mas de Beau-leu, BP19, 07230 Lablachère, Virginie tél. : 04 75 36 65 40, virginie@terre-humanisme.org.

Bretagne centre : chantier collectif, 11 avril au 15 mai, à Siffiac (Morbihan), chantier participatif pour construction mur en bauge, enduits terre intérieurs, cloisons intérieures en matériaux divers - terre, choux, paille, chanvre, copeaux - chape de terre crue huilée, végétalisation de la toiture. Le gîte et le couvert sont offerts aux bénévoles. Hébergement en tente / caravane ou en dur (garages en bois), toilettes sèches, douche (chaude) à disposition. Promenades, baignades (si pas trop frileux) et musique sont au programme. Anne, tél. : 02 97 27 61 45 ou didierrhassan56@orange.fr.

Vaucluse : éducation et non-violence, 12 et 13 mars, à Grambois, comment prévenir et réguler les conflits dans la relation éducative. Ifman-Méditerranée, 4, avenue de Saint-Bonnet, 04350 Malijai, tél. : 04 86 89 22 86, www.ifman.fr.

Drôme : éco et auto-construction, paille, terre, bois, pierre et énergie humaine, présentations de l'histoire des bâtiments du centre, Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Lille : congrès national de la Confédération paysanne, 13 et 14 avril au Nouveau siècle, 8, place Mendès-France. Soirée festive le 13 au soir à la Halle aux Sucres, 32, avenue du Peuple belge. Confédération Paysanne Nord Pas De Calais, 40, avenue Roger-Salengro 62223 Saint-Laurent-Blangy, tél. : 03 21 24 31 53.

Lyon : expédition de S.Illence, 14 et 15 avril. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30.

Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert. **Lille : coopération et finance**, à 19h au Café-Citoyen, place du Vieux-Marché-aux-Chevaux, organisé par Le Pas de Côté, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 52 18 48.

Loire : au-delà des cli-chés, la Turquie, à 20h15 à l'Espace José-Cuadros, MJC de Saint-Chamond, film et soirée-débat, entrée gratuite. MJC de Saint-Chamond, 2A, avenue de la Libération, 42400 Saint-Chamond, tél. : 04 77 22 74 48.

Clermont-Ferrand : congrès de la FUB, 15 au 17 avril, congrès annuel de la Fédération des usagers de la bicyclette. Accueil par Vélo-Cité 63, 21, rue Jean Richépin 63000 Clermont-Ferrand, www.velocite63.net.

Ain : panser l'école ou la repenser ? 15 et 16 avril à Hautville. Groupe Ecole moderne de l'Ain, David Noally, Cressieu, 01300 Chazy-Bons, <http://gem01.marcelle.org/>, tél. : 06 87 33 84 13.

Ariège : montage d'un projet, 16 et 17 avril à Verniolle, comment concilier aspects humains et financiers dans un projet d'habitat... Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.

Vosges : Relançons Bio, 16 et 17 avril, rencontre de la bio, du développement durable et de la solidarité. Thème de l'année : l'eau (phytoépuration, toilettes sèches, récupération des eaux de pluie...). Groupement des agriculteurs biologiques des Vosges, tél. : 03 83 54 29 60, <http://relangebio.fr>.

Somme : festival de l'oiseau et de la nature, 16 au 25 avril, 21^e édition. Films, sorties nature, art animalier, expositions photos, village associatif. Festival de l'oiseau et de la nature, 20, rue Chevalier-de-la-Barre, 80142 Abbeville cedex, tél. : 03 22 24 02 02, www.festival-oiseau-nature.com.

Chambéry : portes ouvertes à l'école Steiner, sur la ferme bio "Aux quatre saisons", à Challes-les-Eaux, présentation du jardin d'enfants (3 - 6 ans) et des classes de primaire. Visite des activités pédagogiques développées en lien avec la ferme, présentation des méthodes pédagogiques. Ecole Steiner des 4 saisons, 441, chemin des Baraques, 73190 Challes-les-Eaux, tél. : 04 79 44 80 89, lafermeaux4saisons@gmail.com.

Drôme : forum entreprendre sans prendre, conférences avec B. Barras (Ardelaine), B. Poncin (Oxalis et Nef) et M. Valentin (Amanins), sur l'entreprise de demain, Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Belgique : foire internationale du livre alternatif et libertaire, à Gand, entrée gratuite, De Centrale, Kraankindersstraat 2, B 9000 Gent, www.spin.be/aboekenbeurs.

Var : Souleù, 16 et 17 avril à La Farlède, Foire pour une terre solidaire : bio, artisans, commerce équitable, solidarité locale et internationale, droits humains, environnement. Nombreuses animations festives. Conférences de C. Gouget, G.-E. Seralini, P. Desbrosses. Association Souleù, résidence "Les climâtes", bât A, 699, chemin du Partégat, 83210 La Farlède, tél. : 06 88 62 24 88, www.souleu.org.

Partout : journée internationale des luttes paysannes, en mémoire de dix-neuf paysans brésiliens massacrés le 17 avril 1996, journée d'actions animée par le regroupement de syndicats Via Campesina (en France : Confédération paysanne).

Rhône : marché aux fleurs, parc de la marie, à Grigny, artisanat, apiculture, animations... Mairie, service communication, 3, avenue Jean-Estragnat, 69520 Grigny, www.mairie-grigny69.fr.

Aube : un dimanche à la campagne, 17 avril à Villadin, portes-ouvertes à l'épicerie-boulangerie bio, conférence de Jean-Marie Pelt, musique et spectacles de rue, démonstrations... Nature et paysans, Guillaume Enfernt, tél. : 03 25 24 93 32.

Territoires en transition



Clermont-Ferrand : dérèglement climatique et pic pétrolier, 2 avril à 17h au café-lecture Les augustins, conférence-débat avec les Amis du Monde diplomatique, Marie-Andrée Viguié 23, rue Gilbert Romme 63000 Clermont-Ferrand, tél. : 04 73 90 75 52.

Partout : action nationale dans les aéroports, 3 avril, distribution de tracts aux passagers expliquant que l'avion est le plus sûr moyen de détruire la planète. Des actions similaires se tiendront dans les aéroports de Paris (Charles-de-Gaulle et Orly), Strasbourg, Biarritz, Bordeaux, Bruxelles, Marignac... et sans doute ailleurs. Parti de la Résistance, 59, rue Orfila, 75020 Paris, tél. : 01 82 09 12 25, www.parti-de-la-resistance.fr.

Lille : le complexe consommé-industriel, 4 avril à 20h, débat à la Rose des Vents, boulevard Van-Gogh, à Villeneuve-d'Ascq. Amis du Monde diplomatique, 100, rue Neuve prolongée, 59226 Lecelles, tél. : 03 27 41 96 68, amdndord@yahoo.fr.

Bruxelles : loveMEATender, le 7 avril au Cinéma Vendôme, chaussée de Wavre, 18, projection en avant-première de ce film qui présente le lien entre production industrielle de viande et conséquences sur la planète. Projection suivie d'un débat avec le réalisateur Manu Coeman, Yvan Beck de Planète Vie et un représentant du gouvernement et un autre des Nations unies, Terre et Conscience c/o Tetra asbl, avenue Parmentier 92, 1150 Bruxelles, tél. : 32(0)2 771 28 81.

Belgique : les éoliennes citoyennes, 7 avril à 20h, à la maison culturelle d'Ath, rue du gouvernement, conférence-débat avec Jean-François Mich. Nature-et-Progress Pays des Collines, Jean-Paul Jorion, chemin de la Justice, 167, B 7800 Ath, tél. : 068 28 57 73.

Ille-et-Vilaine : rencontre sur la transition en marche, 15 avril à 19h, Maison du Ronceray, 110, rue de la Poterie à Rennes. Contacter Alexis Robert, tél. : 02 99 07 87 83 (laisser message en cas d'absence) ; ou Yves Liot, yeunliotbreizh@gmail.com.

Lyon : Changeons la vi(II)e, 16 avril sur le campus de la Doua (Villeurbanne, tram 1, arrêt Insta Einstein), 10 h : conférence au grand auditorium avec Pierre Rabhi ; 13h : buffet bio, local, équitable, 14h : ateliers participatifs, tables-rondes, autofabrication, films, jeux de plein air ; 20h : spectacle inspiré présenté par Dialogue sur Terre. Renseignements, tél. : 09 54 18 54 64, <http://changeonsdeville.eu>.

Jura : permaculture et forêt comestible, 17 au 22 avril, à la ferme de Penloup, à Pimorin, près de Lons-le-Saunier, stage fait par Franck Nathalie, chercheur en agroforesterie. Renseignements : Séverine Popek, tél. : 01 48 92 57 47, popek.severine@gmail.com.

Genève : entrons en transition ! 18 avril, de 19h à 21h à la Maison des associations, salle Zazie Sadou, retour des groupes de travail, exercices pratiques... Ecoattitudes, tél. : 022 348 59 51, www.ecoattitude.org.

Saint-Brieuc : la permaculture, clé de la transition, 21 avril, lieu à déterminer. Armelle au 06 47 31 94 21 ou Isabelle au 06 19 69 86 53.

Marseille : faim de pétrole, une autre histoire de l'énergie, 21 avril, à 20h30, salle Artemis à la Cité des associations, 93, La Cannebière (Marseille 1er). Après le pic pétrolier, il va falloir changer nos habitudes ! Conférence suivie d'un atelier de survie dans un monde où l'énergie va devenir plus rare. SCOP Le Pavé, La Godais, 35490 Gahard, tél. : 02 99 45 73 48, www.scoplepave.org.

Bruxelles : conférence internationale sur le pic de pétrole, 26 avril au 3 mai, le 26 au parlement wallon, du 27 au 29 à l'Albert Hall, le 3 mai au parlement européen. 9^e rencontres de l'ASPO, Association pour l'étude du pic de pétrole et du gaz, Service de Chimie des Matériaux Nouveaux, Université de Mons, place du Parc, 20, B-7000 Mons, tél. : 32(0)65 37 38 67, <http://www.morris.umh.ac.be>.

Lens : Café décroissance, 28 avril, à partir de 19h au café L'Estrade, rue Spriet, 62300 Lens, rencontre mensuelle du collectif d'objecteurs de croissance de Lens et environ. Contact : www.objecteursdecroissance62.fr.

Trièves : randonnées et résilience, 29 mai au 5 juin puis 2 au 9 juin, pour 6 à 12 personnes, randonnée dans le Trièves avec quatre jours de marche, trois nuits en gîte, avec un accompagnateur pour présenter le pays et les initiatives en cours en lien avec la transition. Pascal Lluch, 38710 Saint-Jean-d'Hérans, tél. : 04 76 34 67 07 ou 06 31 15 10 36, www.randopays.com.

Trièves en transition, 3 et 4 juin, rencontre nationale des groupes de transition sur le Trièves à l'occasion du lancement officiel de l'initiative de transition locale. 4 et 5 juin : ateliers pratiques pour faire connaissance, échanger les informations, approfondir nos connaissances, discuter de la transition en France... <http://aprespetrole.unblog.fr>.



Tours : plafond de verre, qui le construit, à 18h30 au "16 congrès", 27, boulevard Heurteloup (angle place de la Gare). Café des femmes, <http://cafe-desfemmes.over-blog.fr>.

Bordeaux : le pas de côté, à 20h (et tous les 18 du mois), au Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, rencontre mensuelle du collectif décroissant bordelais. Gratuit et ouvert à tou-te-s. <http://bordeaux.decroissance.info>.

Drôme : créer un projet éco-touristique, 18 au 22 avril à Die. CFPPA, avenue de la Clairette, 26150 Die, tél. : 04 75 22 04 19, www.cfppa-die.educagri.fr.

Hautes-Alpes : la terre et ses utilisations en construction, 18 au 22 avril, à Eourres. Sens et autonomie, Le Village, 05300 Eourres, tél. : 04 92 49 65 93, <http://sensetautonomie.wordpress.com>.

Bretagne centre : chantier collectif, 18 au 29 avril, à Siffiac (Morbihan), réalisation de cloisons intérieures en terre crue/terre-fibres et végétalisation de toiture, sur une petite maison en bois, dans un écohameau. Bouffe bio et camping. Chantier accompagné par un artisan de l'écoconstruction. Chloé, tél. : 02 97 27 64 28, chloe.do@free.fr.

Haute-Savoie : l'héritage du conseil national de la résistance, à l'auditorium de Warens, à Passy, la sécurité sociale, présentation de M. Etiévent, écrivain et historien. Université Populaire de Sallanches-Passy,

M. H. Mainardi, 605, rue de Savoie 74700 Sallanches, tél. : 04 50 58 04 25 ou 04 50 93 81 96.

Nantes : comment choisir ma banque ? à 19h30, au bar Le clou qui ressort, 5, rue Saint-Léonard (centre-ville), café-débat sur les impacts sociaux et environnementaux des banques françaises, avec la chargée de campagne des Amis de la Terre France. Amis de la Terre, 12, rue Bonnamen, 44000 Nantes, amisdelaterre44@gmail.com, Antoine : 06 81 58 29 58.

Aude : ossature bois, 20 au 22 avril à Festes, initiation aux techniques de charpente... Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.

Angers : le parcours d'un jardinier, réconciliation avec la nature, à 18h30 à la MAPT, maison de l'architecture, des territoires et du paysage, conférence d'Eric Sabot, de l'entreprise Label Vert(e). MAPT, 312, avenue René-Gasnier, 49000 Angers, tél. : 02 41 22 99 99, www.mapt-angers.eu.

Seine-Maritime : la nature comestible, à Montmain, reconnaissance, cueillette et préparation de plantes sauvages comestibles, Savoir-faire & Découverte, La Caillère, 61100 La Caille, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Grenoble : construire un four solaire, 23 et 24 avril, Christophe André, Entropie, tél. : 09 52 92 31 55, entropie.asso@yahoo.fr.

Orne : cultiver votre jardin aromatique et médicinal, avril à La Ferté-Macé, visite d'un jardin, règles de bases à respecter, comment accompagner le développement des plantes, gérer les insectes, *Savoir-faire & Découverte*, La Caillère, 61100 La Carneille, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Corse : découverte des plantes, 25 au 29 avril, stage d'observation de cinq jours dans le sud de l'île, avec A. Launay, chargé de cours de phytothérapie à la faculté de médecine de Paris XIII (Bobigny); J.-M. Florin, botaniste, coordinateur du Mouvement de culture biodynamique (Colmar), directeur de la section agricole du Goetheanum de Dornach (Suisse); I. Guyot, botaniste, chargée de mission au Conservatoire du littoral (Bastia); J.-C. Thibault, ornithologue au parc naturel régional de Corse. *Association Hélichryse*, La

Commanderie, 06 750 Valderoure, tél. : 04 93 60 39 88, helichryse.com.

Montpellier : Fête des luthiers, du 25 avril au 1^{er} mai. Concerts, exposition, joutes sonores, découverte du métier, marché des luthiers, conférences. *Association LuMSA*, 10, rue du Bayle, 34000 Montpellier, tél. : 04 67 60 87 11, contact@lumsa.fr, www.fetedesluthiers.com.

Lille : soirée jeux coopératifs, à 20h, à la MRES, 23, rue Gosselet. *Le Pas de Côté*, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 52 18 48.

Aisne : rencontre avec Dominique Manotti, de 18 à 21h, à l'Athénée libertaire de Merlieux, débat autour de ses polars sociaux et apéro-dinatoire. Entrée libre. *Groupe Pierre Kropotkine*, c/o Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux, kropotkine02@no-log.org.

Finistère : 4^e Foire Alternative et Bio de Trégunc, 29 avril au 1^{er} mai à la Halle des Sports. 120 exposants. Producteurs bio, commerçants, artisans, associations, conférenciers, et artistes. Conférences : J. C. Pierre "Voyage au pays du futur", M.-J. Fourès "la pharmacopée familiale" ; atelièrs, J.-F. Dugourd "Les Ressourceries, alternatives aux déchetteries", G. Amard "L'eau : retour à une régie publique". Tables rondes : BRF et Agro-foresterie. *Association Paresse, Programme alternatif pour une relocalisation de l'économie et une société solidaire et émancipatrice*, http://paresse.over-blog.net.

Seine-Saint-Denis : créer son jardin potager écologique, 30 avril et 1^{er} mai à Neuilly-Plaisance, deux jours pour faire son choix de plantes, de compostage, comprendre le travail "doux" de la terre, l'apport des auxiliaires, paillages, récupération d'eau... *Savoir-faire & Découverte*, La Caillère, 61100 La Carneille, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Isère : cette année, je démarre un potager bio, 30 avril et 1^{er} mai, stage concret sur le site de *Terre Vivante*, domaine de Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Périgord : les clefs du jardin naturel, 30 avril et 1^{er} mai, à l'Ecocentre. Microclimats, rôle de l'eau, les haies, calendrier des cultures. *Ecocentre du Périgord, Froidefont*, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél. : 05 53 52 59 50, http://ecocentre.org.

Nord : troc aux plantes, à 14h, chacun apporte ses boutures, ses semences, ses bulbes, ses plants... au CPIE, dune au Lierre, rue Jean-Delvallez, 59123 Zuydcoote, tél. : 03 28 26 86 76.

Paris : vélorution nocturne, à 21h30, place de la Bastille, Réapproprions-nous la nuit parisienne à bicyclette, en roller, en fauteuil roulant, en skate, à pied ! Illuminons Paris de nos dynamos ! Faisons retentir nos sonnettes ! Réveillons Paris ! <http://velorution.org>.

annonces

Gratuites. Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais.** Les dates de clôture sont indiquées page 3, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle.** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées.** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection.** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

■ Pour des raisons de confidentialité, les annonces ne sont disponibles que pour la version papier.



D.R.

Faire (re)naître des jardins en ville

L'association Lien ÉlémentTerre, à Saint-Nazaire, propose un cadre de rencontres qui permet la mise en relation de personnes disposant d'un jardin en ville, dont elles ne s'occupent pas, avec d'autres personnes à la recherche d'un espace de jardinage. L'association encourage la transmission de savoir-faire et l'entraide, redonne aux citadins le goût du jardinage et des saisons, participe à une alimentation saine, incite à des modes de culture respectueux de la nature...

▲ Mise en place d'un potager sur une parcelle de 300 m²

OUTRE UNE ACTIVITÉ DE JARDINAGE, L'ASSOCIATION LIEN ÉLÉMENTERRE AGIT ÉGALEMENT sur le plan communal afin de promouvoir la plantation d'arbres fruitiers, de plantes aromatiques en ville et la transformation d'espaces laissés "en friche" en terre cultivable... L'association pose ainsi la problématique de la production alimentaire pour les citadins et celle de la terre et des végétaux comme "biens communs".

Histoire d'une jeune pousse

L'idée est née autour d'un apéro : "... et si...!?". Nous cherchions alors un espace pour jardiner en centre-ville de Saint-Nazaire, dans la perspective de plus d'autonomie alimentaire. De l'autre côté, une vue aérienne de Saint-Nazaire et le constat que beaucoup d'espaces urbains privatifs insoupçonnés (derrière ces longues façades bétonnées) ou publics, pouvaient se prêter au jardinage...

Objecteurs de croissance et citadins nazairiens depuis 2003, nous nous sommes réellement mis au jardinage en 2007, en partageant 300 m² avec un couple de copains, dans un jardin associatif à 10 minutes en voiture de chez nous. Cet éloignement nous a contraints à cesser au bout d'un an. Puis un jour, l'idée a germé, toute simple, si simple...

La forme associative fut adoptée, afin de proposer un cadre rassurant, avec un collectif de gestion déclaré en association (sans président, secrétaire, ni trésorier officiels, manière de ne pas personnaliser les fonctions). Ce collectif est le garant dudit cadre, deux personnes ayant en charge le contact initial avec les futurs adhérents, temps important d'écoute et de rappel de la philosophie du projet.

Le climat sociétal actuel étant plus à la crainte de l'inconnu qu'à la rencontre spontanée, il ne nous semblait pas évident que des personnes laissent "l'autre entrer chez soi" dans cet espace privé, cocon intimiste, témoin des histoires de vie... Contre toute attente, les choses se déroulent très simplement, la réunion mensuelle aidant à la rencontre, à l'ouverture et à la création spontanée des "binômes", (demandeurs/proposants) souvent par affinité... On note une véritable générosité dans la mise à disposition de ces jardins ; dix sont ainsi cultivés à ce jour.

Une simple adhésion annuelle de 10 € pour un particulier et de 15 € pour une famille, permet à la fois aux chercheurs de jardins et aux proposants, de participer au projet. Cette somme permet de couvrir les charges de l'association, telles que l'assurance, les photocopies.



▲ Chantier collectif avec 13 personnes pour remettre en état le potager d'Odette, octogénaire. Plusieurs passants se sont arrêtés intrigués par tant de monde au même endroit. L'occasion d'évoquer le projet associatif.

Les échanges s'inventent dans la gratuité...

Ce cadre associatif assure un échange non-monnaire, basé sur des accords individuels entre les personnes qui composent les "binômes", "trinômes"... dans le respect mutuel des personnes, des lieux, des ressources naturelles, du matériel et de l'entente initiale (ex. : partage des récoltes, taille d'arbustes...). D'autres échanges, non quantifiables mais ô combien essentiels, s'opèrent alors, tels que la présence, "le papotage au potager"... Il n'est plus là question de calcul, l'essentiel est ailleurs !

Le cadre est clair : il ne s'agit en aucun cas de "faire de l'entretien". Il existe des professionnels pour cela. L'appel de plusieurs personnes pensant qu'ils pourraient bénéficier de services gratuits, nous a permis de préciser à nouveau le projet.

Parce que nous sommes tous riches de quelque chose

Notre envie n'était pas de proposer une association "clef en main" que l'on consomme, ni d'avoir anticipé tous les cas de figure (ce qui nous semble d'ailleurs impossible), mais d'inviter chaque adhérent à se lancer dans l'aventure humaine de la rencontre, du dialogue, de l'écoute... Le dialogue est à notre sens la clef de la réussite et les conflits qui peuvent naître sont souvent riches d'enseignements. Il n'y a donc ni charte, ni règlement intérieur, afin que lorsque la rencontre s'opère, les personnes aient la liberté d'établir les bases de l'entente. Liberté est donnée à chacun de combler ce manque et de proposer au besoin un document. Nous les incitons ainsi à être co-créateurs de ce projet, en les invitant à y réfléchir et à y participer activement : "l'association deviendra ce que chacun en fera".

Notre projet est bâti sur deux socles essentiels : l'échange et la rencontre. Le contexte ouvert et convivial de chaque rencontre mensuelle,

occasion d'une auberge espagnole riche en goût, permet de pouvoir s'exprimer en confiance, donnant lieu à l'émergence d'idées d'activités (visites de jardins, ateliers cuisine, confection de confitures, sortie botanique, échange ou don de plantes, de graines...)

Un terreau fertile pour reconnecter les citadins à la terre et à eux-mêmes

Ce dispositif associatif permet de répondre à des *besoins sociaux* tels que la sortie de l'isolement, le développement de relations inter-générationnelles... On compte, parmi les 41 adhérents actuels, de nombreuses personnes seules et âgées, pour lesquelles le jardinage est prétexte à rencontres.

Il répond à des *besoins culturels* tels que la volonté d'apprendre à jardiner, et ce à tout âge. Alain, jardinier "amateur expert", organise régulièrement des visites du jardin où il officie, dispensant avec passion et générosité son savoir-faire aux adhérents désireux d'apprendre ou de se perfectionner.

Ce cadre permet également de répondre à des *besoins d'émancipation individuelle*. Cela concourt tout d'abord, à la reconquête d'une part d'autonomie alimentaire pour nombre d'entre nous. Certain-e-s adhérent-e-s ont ainsi repris confiance en eux, notamment grâce au sentiment "d'utilité sociale retrouvée" (pour la personne qui offre son terrain ou pour celle qui rend service en cultivant une terre délaissée et en la mettant en valeur). Et quelle fierté de manger des tomates que l'on a soi-même plantées et dont on a pris soin !

Un réseau alternatif local

Nous sommes entrés en contact, par le biais d'une adhérente, avec le Centre de culture populaire, regroupement original de comités d'entreprises du bassin nazairien. C'est ainsi que trois d'entre nous sommes allés présenter l'association sur le temps de pause du midi aux salariés de la

société SIDES (construction de véhicules de la sécurité civile) puis ceux de MAN Diesel (construction de moteur d'avion). Saint-Nazaire a tendance à gommer cette mémoire des jardins ouvriers avec distribution de graines à la sortie des usines.

Depuis plusieurs mois, *Lien ÉlémentTerre* collabore en outre avec l'une des maisons de quartier de la ville, près des chantiers navals, à la constitution d'un collectif intitulé *Riches ensemble* dont l'objectif est de rendre visibles au grand public, d'autres modes de vie à Saint-Nazaire. Y figurent : le Système d'échange local ; Snalis, association remettant en état du matériel informatique pour le vendre à prix modique ; le groupe nazairien des Objecteurs de croissance ; le collectif ludique nazairien ; PHARE, association pour la création d'un habitat coopératif ; et l'animatrice du blog *saintnazaire.net*, l'information autrement. C'est d'ailleurs grâce à ce blog que les journalistes ont eu vent de notre association. Bref c'est déjà "Saint-Nazaire en transition" sans en avoir l'imprimatur ! Nous avons organisé début janvier 2011 "un marché de l'inattendu" après la grande déconnade consumériste pour développer le troc, le don et mettre un brin de poésie dans ce dur monde.

Par ailleurs, Alain Toublan, l'auteur de *Jardins en Loire-Atlantique*, repère par la presse *Lien ÉlémentTerre* alors que germe déjà en lui et quelques autres une idée de réseau des associations de jardiniers. Notre expérimentation concrète fut exposée lors d'une première rencontre, ouvrant sur d'autres manières de considérer le jardin et de conjuguer l'amour de la terre et des plantes à celui des hommes. La dynamique lancée par cette rencontre a participé à la naissance, fin novembre 2010, d'un réseau d'associations de jardiniers amateurs de Loire-Atlantique, *Lien de jardins* avec une centaine d'associations déjà contactées. Un des objectifs de ce réseau est de rendre visible cette demande sociale et culturelle de reconnexion à la terre auprès des instances politiques.

Nourrir le réseau alternatif pour le faire grandir !

Lien ÉlémentTerre a choisi de s'inscrire dans un réseau solidaire dès le départ, en domiciliant son compte à la NEF. Nous sommes entrés très rapidement en contact avec l'association *Kokopelli* qui nous a offert un kilogramme de graines adaptées à notre région. Pour les adhérents il allait de soi que nous ne serions pas des jardiniers de la croissance avec les intrants et pesticides chimiques à foison, à poison devrions-nous écrire. Une grande majorité des adhérent-es se retrouvait autour de l'idée d'un jardinage biologique respectueux de la terre et des hommes. Il est d'ailleurs surprenant de constater que nous nous sentions toujours obligés d'affubler ce type de jardinage d'un adjectif justificatif... et si nous disions plutôt de l'autre type de jardinage qu'il s'agit d'un "jardinage chimique", histoire de remettre les choses dans le bon ordre ?

Notre association a fait partie des 50 projets retenus lors de l'opération organisée par le conseil général de Loire-Atlantique *Une idée pour plus de solidarité* afin de promouvoir des projets innovants. A suivre !

Semons des graines !

Les enjeux soulevés par l'association répondent à de multiples besoins ou attentes qui sont dans "l'air du temps"... Nous avons juste humé cet air. Mais soyons humbles, d'autres associations créatrices de lien social autour du jardin existaient déjà, ou éclosent actuellement partout en France et à travers le monde. Le grand intérêt des médias qui nous ont sollicités témoigne de cet engouement, tout autant que celles diverses des habitants des communes alentour, qui nous ont poussés temporairement à "élargir le périmètre d'action", initialement concentré sur Saint-Nazaire.

Notre souhait n'est cependant pas de nous étendre géographiquement, nous devons en effet poser des limites à notre croissance pour permettre la rencontre, axe essentiel de ce projet. Cette démarche est une alternative concrète qui concourt à la relocalisation de nos vies et propose une autre manière de Bien Vivre ensemble dans une ville... Faire (re)naître des jardins en ville est également une manière de résister à l'urbanisation croissante et à la pression immobilière... David contre Goliath ?

La pérennité de la crise économique et sociale, le besoin du "retour à la terre", le vieillissement de la population, sont autant de raisons de donner naissance à ce type de projet dans de nombreuses autres villes. En témoignent les sollicitations d'habitants sur La Chapelle-sur-Erdre, Toulouse, Rennes, Dijon... et pourquoi ne pas créer un réseau national visible des habitants en quête de jardin... ?

Au sein de *Lien ÉlémentTerre* nous sentons comment la cohérence entre nos valeurs et leur mise en acte donne du sens à nos vies !

Christina et Thierry Brulavoine ■

Pour en savoir plus :

- Lien ÉlémentTerre, 9, rue de Saillé, 44600 Saint-Nazaire, Tél. : 02 40 53 60 16 ou 02 40 45 53 15 <http://lienelementterre.perso.sfr.fr/>
- www.spirale.attac.org



◀ Stand de l'association.



D.R.

“I want to ride my bicycle I want to ride my bike...”

La chanson du groupe *Queen* pourrait être à la fois l'hymne national hollandais et le cri de détresse des Français désireux d'enfourcher plus souvent leur vélo. Alors qu'aux Pays-Bas, on parcourt en moyenne 848 km par an, en France, le chiffre dégringole à... 75 km. Volonté politique, culture, relief... Comment expliquer ce constat ? Après 4 mois aux Pays-Bas, j'analyse ici la pratique du vélo des Néerlandais comparée à celle des Français, et décrypte les alternatives à mettre en place pour améliorer notre situation.

IMAGINEZ : VOUS METTEZ POUR LA PREMIÈRE FOIS LES PIEDS AUX PAYS-BAS. LA PREMIÈRE CHOSE QUE vous demande l'étudiante néerlandaise qui vient vous prendre à la gare, c'est "Est-ce que tu as un vélo ?". Car oui, là-bas, le vélo est la première chose que tout étudiant doit acquérir à son arrivée. Le seul pays au monde qui compte désormais plus de vélos (18 millions) que d'habitants (16 millions) affiche une quote-part vélo dans les déplacements quotidiens de 26 % en moyenne. Dans les villes, ce chiffre atteint 35 %. Si la quantité de vélos est impressionnante, la variété l'est aussi : les Pays-Bas ont un niveau de cyclisme élevé, croissant, et leurs

cyclistes sont équitablement répartis dans tous les segments de la société. Les femmes pédalent autant que les hommes ; en France, ces derniers sont majoritaires parce qu'adeptes du vélo sportif. Ensuite, on fait du vélo à tous les âges : une personne de plus de 65 ans utilise le vélo pour 24 % des déplacements en moyenne ! Il n'y a pas non plus de grande différence selon les revenus, le nombre de déplacements par semaine et par personne variant seulement de 5 pour les revenus supérieurs à 30 000 € par an⁽¹⁾ à 9 pour les personnes n'ayant pas de revenus propres (majoritairement les étudiants).

(1) Les documents utilisés pour cet article sont disponibles sur Internet : *Le Vélo aux Pays-Bas*, édité par le Fietsberaad, Centre d'Expertise du Vélo aux Pays-Bas (www.fietsberaad.nl) et *Making Cycling Irresistible*, J. Pucher et R. Buehler, juillet 2008.

Le secret des Bataves

Mais quel est leur secret, à nos chers Bataves ? La plupart des gens à qui j'ai posé la question ont aussitôt répondu : "C'est un pays plat". A cela, j'aime bien répliquer "C'est un pays où il pleut tout le temps". Après tout, en France, la pluie a tendance à freiner le malheureux qui ose s'aventurer sur son vélo. Au pays du Gouda, on pédale qu'il vente, qu'il pleuve, qu'il neige, croyez-en mon expérience. Alors pourquoi un relief plus accentué leur ferait peur ? Le relief est loin d'être un facteur limitant. Trêve de suspense, un petit flash-back s'impose.

Entre 1950 et 1970, l'apparition de la voiture entraîne un repli impressionnant de la bicyclette dans la plupart des villes européennes, y compris les Pays-Bas : la quote-part vélo passe de 80 % à 23 % à Amsterdam et de 62 % à 15 % à Anvers. En France, on passe de 15 % à 5 %.

A Anvers ou Manchester, où l'usage du vélo est inférieur à 10 %, le déclin de la quote-part vélo dans les déplacements s'est poursuivi sans interruption du fait d'une politique pro-voiture dans les années 1970 (infrastructures automobiles à grande échelle et banlieurisation massive). En face, les grandes villes néerlandaises n'instaurent aucun système de transport en commun "supplantant le vélo" et la circulation cycliste reste une composante habituelle de la politique de circulation. L'acceptation du cycliste comme un usager "normal", disposant des mêmes droits que l'automobiliste, a été un facteur crucial dans ces villes. C'est aussi la prise de conscience de l'impact environnemental lié à l'utilisation excessive de la voiture qui a motivé ces multiples réformes de politique urbaine. Transport, occupation du territoire : tout a été mis en œuvre pour favoriser le vélo, la marche et les transports publics. La forte densité de population, qui oblige les urbanistes à organiser la ville de façon à ce qu'elle soit le plus compacte possible, explique pourquoi les distances sont plus courtes aux Pays-Bas (70 % des déplacements sont inférieurs à 7,5 km) et donc plus faciles à parcourir à vélo.

Enfin, il fallait aussi décourager l'utilisation de la voiture, en la rendant plus chère et moins pratique. Une puissante volonté politique, à un moment où la plupart des villes européennes ne juraient plus que par la voiture, explique une bonne partie des taux élevés d'utilisation du vélo aux Pays-Bas, au Danemark et en Allemagne. Le vélo est vu comme un moyen de transport, et pas une fin. Un néerlandais n'utilise pas son vélo parce que c'est bien c'est "écologique" ou "ça fait brûler des calories" mais tout simplement parce qu'il ne peut pas s'imaginer vivre sans !

L'écologie est loin d'être la motivation principale d'utilisation du vélo (voir interview d'Arthur Drost). L'image du vélo est depuis longtemps positive, et toutes les classes sociales font du vélo. Tous les jours, c'est courant de croiser des mères



de famille avec un enfant assis sur un petit siège devant le guidon, et un autre à l'arrière, les porte-bagages remplis de courses. Ou l'homme d'affaire en costard enfilant son poncho imperméable lorsqu'il se met à pleuvoir. Je peux vous assurer que même lors de pluies monstrueuses, faire du vélo n'est pas stressant, parce que tout est fait pour assurer une sécurité maximum aux cyclistes.

Des atouts sous le guidon

Alors, quels sont les avantages du vélo ? Autrement dit, pourquoi les politiques auraient-elles intérêt à favoriser son usage ? La quantité d'arguments est impressionnante. Déjà, question urbanisme : occupant peu de places dans la circulation comme dans les parkings, c'est le "dégrippant" des flux urbains. Il permet de gagner du temps aux heures de pointe, et... de l'argent grâce à la petite reine (étudier aux Pays-Bas demande un budget transport assez réduit !). Secundo, "le vélo, c'est la santé". Sachez que l'Organisation Mondiale de la Santé évalue à 5,6 milliards d'euros l'impact du vélo sur la santé : si un français parcourait 350 km par an à vélo, le trou de la sécu serait bouché. Tertio, et c'est l'argument qui m'a le plus impressionné, l'économie locale est stimulée. Certes, les cyclistes font moins d'achats par visite, mais ils reviennent plus souvent. Au total, un cycliste dépense dans un commerce de proximité plus qu'un automobiliste. Ensuite, la clientèle se déplaçant à vélo a plus facilement accès aux divers petits "noyaux" d'activité dans les quartiers, ce qui explique que les petits magasins survivent. Pour finir, avec la marche à pied, le vélo est la façon la plus écologique de se déplacer : pas d'émissions, pas de bruit.

Le développement du vélo augmenterait-il le nombre d'accidents ? Non : en 1980, on compte, aux Pays-Bas, 426 cyclistes décédés pour 9,9 millions de km parcourus en vélo dans l'année. En 2005, alors que le nombre de kilomètres parcourus



D. R.

monte à 14,4 millions, les décès chutent à 181 ! Ce constat s'explique par le comportement des usagers de la route, la diminution du recours à la voiture et l'attention donnée au vélo par les décideurs (et pas par le port du casque...).

Respecter les cyclistes

Quel choc, à mon retour dans ma petite station balnéaire près de Lorient, en Bretagne ! Après avoir vu de véritables marées de vélos au pays du Gouda, je ne vois plus que quelques coureurs cyclistes bien entraînés. Bien décidée à continuer le vélo après 4 mois intensifs pendant lesquels mes fesses ont peu à peu pris la forme de la selle, j'enfourche mon VTT pour aller faire quelques courses. Au bout de 20 minutes, j'ai déjà le dos en compote et j'ai failli me faire tailler un short par un automobiliste sans doute stressé. Il me manque, le sentiment de liberté que je ressentais en pédalant au pays des tulipes ! L'espoir renaît en arrivant à Bordeaux. Déjà, les rues ne sont plus occupées par des coureurs cyclistes mais par des adeptes du vélo "de déplacement". De mon école d'ingénieur au centre ville, le trajet est plutôt agréable : les pistes cyclables sont séparées de la route.

En fait, la situation en France est plutôt encourageante. La faible proportion de déplacements effectués en vélo (5%) s'explique par une grande variabilité entre les villes (de 3% à 12%), et la très faible utilisation en milieu rural. La communauté urbaine de Bordeaux est ambitieuse : 15% de déplacements devront être effectués à vélo en 2020... Soit la quote-part cycliste de Rotterdam. Alors, est-il utopiste de penser que la France peut égaler les Pays-Bas ? De passer de 5 % à 26 % de déplacements à vélo ? Non ! Avec plus de la

"Je m'imagine difficilement la vie sans vélo"

Arthur, 22 ans, était l'un de mes colocataires aux Pays-Bas. J'ai voulu connaître son point de vue question vélo, parce qu'il a le profil typique de l'étudiant hollandais.

Quelle distance parcoures-tu à vélo ?

Il y a 4 ans je faisais 100 km par semaine pour aller au lycée, ce qui est très courant ici, auxquels j'ajoute les 50 km pour aller à la chorale. J'ai arrêté cette activité et en plus maintenant l'université est beaucoup plus proche, donc je ne fais plus que 50 km par semaine.

Saurais-tu m'expliquer pourquoi tu fais autant de vélo ?

Juste parce que c'est normal. Tout le monde fait du vélo aux Pays-Bas. Prendre le bus c'est cher, et il n'y a pas de ligne directe pour aller à la fac. Et ça prend plus de temps !

Si tu avais une voiture, est-ce que tu la prendrais pour aller à l'Université ?

Non. Ça demande tellement d'énergie pour déplacer une telle carrosserie, le coût financier et environnemental est trop important.

Si ton pays n'était pas aussi plat, est-ce que tu ferais autant de vélo ?

Quelle question ! Ça sort de la manière de penser d'un Hollandais... Je pense que oui, mais la culture du vélo s'est construite à partir de tellement d'éléments... Le relief en fait partie.

Fais-tu du vélo quand tu vas à l'étranger ?

Quand j'étais en Equateur, j'en faisais de façon touristique et sportive. Le vélo y est si peu développé que les voitures n'y font pas du tout attention.

Selon toi, par où faut-il commencer pour améliorer la situation en France par exemple ?

Donner de l'espace aux vélos. La sécurité en fait.

moitié des déplacements faisant entre 500 mètres et 3 kilomètres, le vélo a une marge de manœuvre très importante pour se développer. A condition d'avoir, en haut, des décideurs motivés pour qu'en bas, faire du vélo ne soit plus le parcours du combattant. Je dis ça, car c'est une réalité : la sécurité est le premier pilier d'une politique cyclable digne de ce nom. C'est ce qui permet, notamment, aux plus jeunes et aux plus vieux de pédaler sans modération (ce sont les plus fragiles). C'est ce qui permet, aussi, de ne pas porter de casque, car le vélo ne doit pas être un "sport dangereux". Si faire du vélo est stressant, alors les gens, souvent déjà stressés dans leur travail, éviteront cette pratique.

Aux Pays-Bas, comme les distances parcourues à vélo sont courtes, les programmes de promotion de sécurité du vélo sont menés au niveau de la municipalité, afin de respecter les conditions particulières dans le contexte local. A écouter Alexandre Laignel, chargé d'étude au Club des villes cyclables, les mesures prioritaires se résument par le triptyque "Sécurité-Facilité-Intermodalité". La problématique de la cohabitation des différents modes de transport doit être au cœur de la conception de la ville. La politique cyclable de Strasbourg, très forte, résume les mesures prioritaires à prendre :

1) La création de pistes ou bandes cyclables larges, visibles et entretenues. Ce n'est toutefois pas la solution miracle : l'apaisement des vitesses de circulation est une solution plus simple en centre ville, avec des zones 30 et des zones de rencontre où les usagers les plus lents (piétons puis cyclistes) ont la priorité.

2) Un stationnement sécurisé : tout comme la voiture, on a besoin de garer un vélo ! Il faut construire plus de râteliers en centre-ville pour les arrêts de courte durée, mais aussi des garages sécurisés en gare pour favoriser l'intermodalité), comme le parking de Sainte-Aurélie, qui propose 850 places vélo.

3) La création d'un Code de la Rue, alternative au Code de la Route, fruit d'une vision pro-voiture, et des initiatives associatives sur la location vélo. Le VLS (Vélo en Libre Service) s'adapte aux demandes de la ville du 21^e siècle : horaires de nuit, découplage entre "usage" et "possession" du vélo, ce qui répond également au problème du stationnement pour l'utilisateur. 80 % des villes de plus de 500 000 habitants possèdent un tel système, qui permet de repopulariser la pratique du vélo en ville.

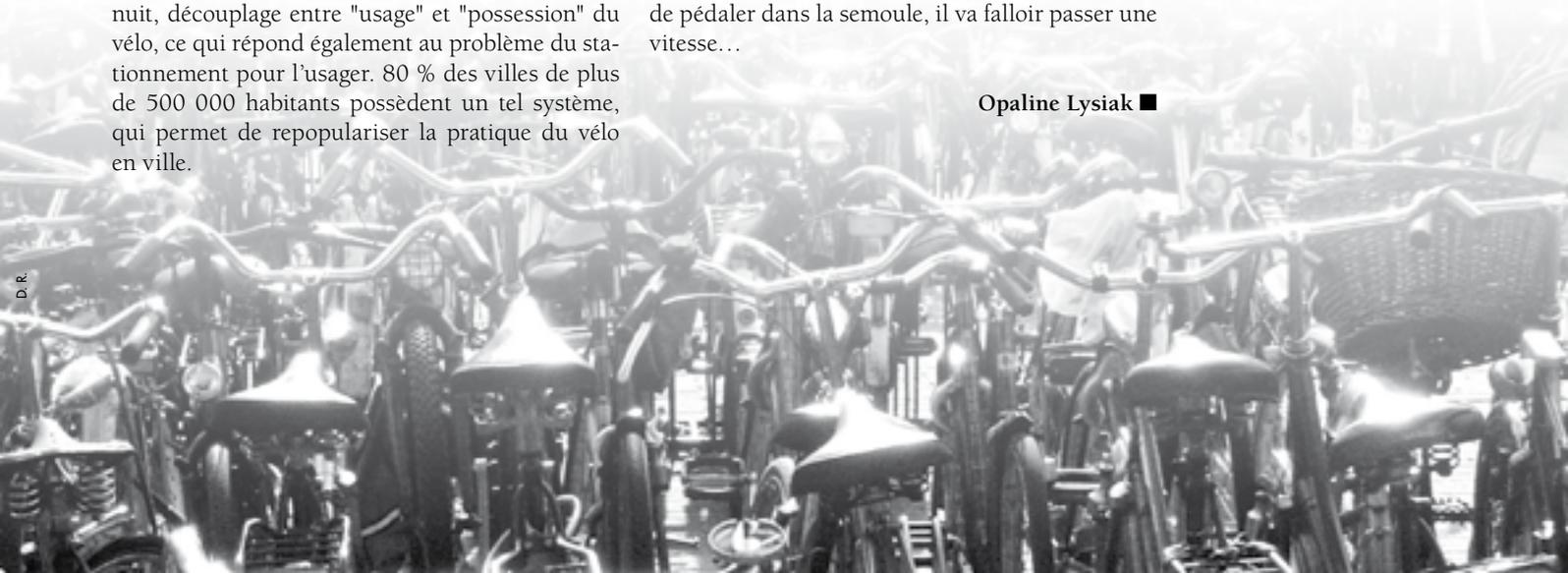


Mesures "carotte", mesures "bâton"

D'autres points, très développés aux Pays-Bas, sont à explorer. Afin de diminuer le nombre d'arrêts en vélo, des ronds-points prioritaires aux cyclistes devront se mettre en place, tout comme l'évitement des feux tricolores par une piste cyclable séparée de la route sur les grandes avenues. Au-delà des infrastructures cyclables, c'est la compacité des villes qu'il faut repenser : aux Pays-Bas par exemple, la construction de nouvelles résidences se fait dans un rayon de 3 km maximum du centre des moyennes et grandes villes. Lors de la construction de nouveaux quartiers, il faut systématiquement aménager des raccourcis uniquement accessibles aux piétons et cyclistes pour raccourcir les distances. Enfin, la partie éducative ne doit pas être négligée : en recevant, dès le plus jeune âge, un entraînement sérieux à la pratique du vélo, les enfants se rendront plus naturellement à l'école en vélo. Toutes ces mesures "carotte" (rendre le vélo irrésistible) ne seront véritablement efficaces qu'en association avec des mesures "bâton" : c'est en pénalisant la voiture, en diminuant drastiquement le nombre de places de parking en ville et en rendant la circulation désagréable, que le vélo sera vraiment favorisé. Ces propositions doivent être, évidemment, coordonnées. Entre les villes, à différentes échelles, entre les multiples acteurs, une approche multi-facettes est nécessaire. Une fois la marche enclenchée, le nombre de cyclistes augmente, l'effet "boule de neige" s'ensuit. Pour que la France rattrape le peloton de tête et cesse de pédaler dans la semoule, il va falloir passer une vitesse...

Toutes les photos sont prises dans Amsterdam.

Opaline Lysiak ■





Le roman comme espace de liberté

Olav Hergel, journaliste danois, a publié son premier roman *L'otage* paru en France en 2008. La fiction permet-elle d'aborder différemment certaines questions politiques ? Entretien.

À vous lire et au vu de votre parcours professionnel, nous avons l'impression que le roman est le dernier espace de liberté pour réellement parler de politique.

Olav Hergel : Comme journaliste il n'est pas permis d'avoir une opinion politique, entre autres sur la question des réfugiés. Mais comme écrivain de fiction tout est permis. J'ai écrit une nouvelle avec comme personnage principal une journaliste. J'ai choisi une femme pour que l'on ne puisse pas m'identifier au personnage. Et je pouvais lui faire écrire tout ce qui aurait été supprimé par les médias danois.

Si vous avez par exemple des articles sur les réfugiés et s'ils sont critiques vis-à-vis du gouvernement, ils ne trouveront pas leur place dans les journaux. Comme les journaux n'en parlent pas, et ne pouvant changer les médias, j'ai décidé d'écrire un roman.

Vous témoignez d'un conflit important au Danemark sur les questions d'immigration et la guerre en Irak. Vos personnages nous présentent différentes positions, plus ou moins humanistes.

À propos de l'immigration, c'est un vrai challenge pour l'Europe occidentale car il y a un conflit de classe et de civilisation. Dans cet environnement, il y a de la criminalité, mais aussi des Roméo et des Juliette qui n'ont pas le droit de vivre ensemble. Ce sont des choses très dures qui existent en France comme au Danemark.

Quant à la guerre en Irak, la question serait de savoir combien de vies humaines peuvent être sacrifiées à la démocratie. Je ne sais pas.

J'ai interviewé tellement de réfugiés irakiens au Danemark, que je me suis rapidement dit que, quel que soit le coût pour se débarrasser de Saddam Hussein... il fallait le faire. Il y a tellement de personnes qui viennent au Danemark, fuyant la mort et la police secrète. Cette guerre coûte des vies, de nombreuses vies, des millions de vies, et on commence alors à se demander "combien de vies vaut la démocratie ?". Mais je ne peux pas vous donner de réponse, ou plusieurs comme dans le livre, car à un moment je pourrais être d'accord avec le fait que nous avons à les mettre dehors, et la minute qui suit je pourrais en douter. Mais j'avoue qu'au tout début je pensais que les Américains faisaient ce qu'il fallait. Cette guerre est-elle une victoire ? Nous ne pouvons le dire aujourd'hui, peut-être pourrons nous le dire dans vingt ans.

Ce que j'ai apprécié chez vos personnages c'est qu'ils n'ont pas de position tranchée, ils se remettent en question. Il y a tout un passage où Rike dit qu'elle était pour la guerre et que maintenant elle ne sait plus. Tout au long de l'ouvrage vous présentez tous les personnages comme des êtres humains avec des certitudes, mais au final avec beaucoup de doutes. Était-ce une volonté de laisser ouvertes des portes en se disant que chacun peut changer d'avis ?

C'est principalement un roman sur le doute. Vous avez des doutes sur ce que vous pensez être bien. Une chose importante est que nous avons perdu la conception de l'individu. Nous voyons les réfugiés comme un problème et nous perdons ainsi une des valeurs importantes du monde occidental : l'être humain en tant qu'individu. Mon personnage principal, si vous le voyez comme un individu à part entière, il s'agit d'un jeune homme qui a besoin d'aide. Si vous le regardez avec un regard politique, c'est un terroriste. Ce qu'il n'est pas. Dans le roman, chacun doit voir l'autre en fonction de ce qu'il fait et non de ce à quoi il ressemble.

Une des forces du roman c'est de faire douter, de faire comprendre que les apparences sont trompeuses. Ce roman ressemble également à un guide d'action sur la manière d'utiliser les médias. C'est un guide sur la communication et la manipulation.

En effet, le Parti du Peuple Danois est très bon pour créer l'événement. Dans la même ligne que le Front National (en France), le Parti du Peuple Danois généralise la question des réfugiés et de l'Irak.

Mais les électeurs de ces partis ne sont pas pires que les autres personnes. Ils votent ainsi car ils pensent que c'est ce qu'il y a de meilleur pour leur pays. Dans cette discussion, il n'y a pas de sens commun, de juste milieu. Les personnes sont cataloguées dans une catégorie, ce qui rend les discussions très difficiles. Et les médias n'aident pas car ils produisent des premières pages, des gros titres sans aucune tentative de nuancer.

Quels ont été les retours, au Danemark, de la part de l'extrême droite et l'extrême gauche, puisque vous parlez également des anarchistes de Christiania ?

Dans un sens je n'aime pas Christiania, cela ne devrait pas exister car ils vivent des impôts payés par d'autres personnes. D'un autre côté c'est un lieu libre qui symbolise la société danoise. Je pense que ce qui caractérise la société c'est qu'il y a de plus en plus de règles, qui sont utiles, mais des endroits comme Christiania apportent de l'air frais même si c'est illégal. Mais il s'agit également d'un des endroits les plus touristiques au Danemark, il est donc difficile de prendre une position claire.

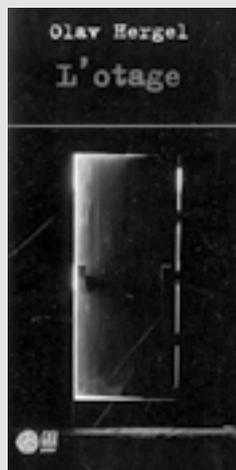
Sinon, je ne dis pas que les membres du Parti Danois sont racistes car cela est faux. Je ne pense pas qu'ils le soient. Ils n'aiment pas l'Islam mais ils ne détestent pas les musulmans. Certains oui, mais vous pouvez être contre l'Islam sans être contre l'existence des individus. J'ai eu de nombreuses discussions avec des membres du Parti Danois lors de débats publics.

Le prêtre dont il est question dans le livre existe réellement, j'ai eu un débat télévisé avec lui, tout

L'otage

Olav Hergel
Traduction Laurence W. E. Larsen
Ed. Gaïa
2008 - 363 p. - 22 €

Cet ouvrage se trouve dans la droite ligne des polars scandinaves : profondeur psychologique des personnages, enquête des plus poussées et adroites, scénario très fouillé et surtout ressemblant en tous points à un pamphlet politique. L'action se déroule au Danemark. Un des protagonistes, journaliste, se bat au quotidien contre les dérives des dirigeants



des médias, prêt à tout pour faire du chiffre. Tous ses personnages transpirent l'humanité, ses doutes et ses convictions, ses erreurs et ses faiblesses. C'est ainsi que chacun d'eux saura vous surprendre de par des positions quelquefois contradictoires. Tout cela sur fond d'immigration irakienne, de géopolitique, de capitalisme, etc. Un véritable fondu-enchaîné sur la société danoise actuelle. Le deuxième roman de Olav Hergel intitulé L'étranger devrait paraître dans les prochains mois. JP.

le monde le connaît au Danemark. Il était très fier car dans le livre il devient "bon" mais il est surtout très sec de ton. Mon livre est contre le parti, mais pas contre les individus qui le composent.

Votre livre est un appel à la paix et un message d'espoir puisque chaque personne a la possibilité d'évoluer, de changer d'avis.

Tout à fait. Ce prêtre du Parti du Peuple Danois, par exemple, accueille les sans abris chez lui pour leur offrir à manger, sans les héberger. Une des grandes questions du livre serait : que feriez-vous personnellement si un réfugié frappait à votre porte, si vous vous retrouviez face à face avec lui, en dehors des considérations politiques ? Vous devrez alors avoir un positionnement personnel et moral.

Interview réalisée le 28 novembre 2010
par Jocelyn Peyret
pour Radio Dreyeckland Libre (RDL, 103.7 FM)
lors du Salon du Livre de Colmar.

Comment j'ai ravagé la Côte d'Ivoire à coups de tablettes de chocolat

▲ Coopération de chocolat en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, on n'y comprend rien. Et puis c'est loin de nous, rien ne nous relie à ce pays. Une affaire d'Africains en somme. Voilà ce à quoi je pensais, hier, en déambulant dans mon supermarché. En prenant machinalement une tablette de chocolat, un détail m'a frappé : la silhouette d'éléphant sur le paquet. L'éléphant, le symbole de la Côte d'Ivoire. Ça m'a fait comme un déclic. Le cacao, le voilà le fil qui nous relie à la crise ivoirienne ! Et si, pour raconter cette crise, on partait de ma tablette de chocolat ? D'une banale tablette de chocolat, comme nous en consommons chacun une vingtaine par an en moyenne. Raconter la Côte d'Ivoire, simplement, par l'histoire du cacao.

CETTE HISTOIRE, ELLE COMMENCE AVEC LA COLONISATION, L'ACCAPAREMENT DES RICHESSES africaines. À chaque colonie est assignée une ressource à exporter, pour la Côte d'Ivoire ce sera le cacao. Un immense chantier agricole, à la force des baïonnettes. Travaux forcés, déplacement de populations, déforestations, bientôt les dynasties Nestlé, Suchard, Van Houten, Menier ou Cémoi puisent dans les fèves ivoiriennes. Ma tablette de chocolat apparaît sur les étales, y'a bon banania aussi.

1960, un siècle plus tard, De Gaulle accorde les indépendances. Changement de cap en Côte d'Ivoire ? La fin du cacao, le développement de cultures vivrières, l'éducation, l'autonomie

industrielle, une monnaie africaine, l'émancipation de la tutelle française ? Jacques Foccart, le Richelieu du Général, voit les choses autrement. De sa cellule africaine de l'Élysée, il sélectionne les nouveaux présidents. En Côte d'Ivoire on choisit Houphouët-Boigny, proche de l'ex-administration coloniale, féru de culture française, et surtout, grand producteur de cacao. Le chocolatophile parfait.

L'élève modèle de la Françafrique

Houphouët, c'est bientôt l'élève modèle de la Françafrique. La Côte d'Ivoire reçoit le kit

néocolonial complet : Franc CFA, accords militaires avec l'armée française, tapis rouge pour Bouygues, Bolloré et Elf, parti unique, police politique et services secrets encadrés par le SDECE. Et bien sûr, intensification des exportations de cacao. La Côte d'Ivoire se hisse au premier rang, avec plus de la moitié de la production mondiale. Au centre de la filière, règne Houphouët et sa Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Produits Agricoles, la "Caistab". Cet État dans l'État centralise puis exporte 100% des fèves des 5 à 6 millions de petits producteurs ivoiriens et au passage prélève des taxes : une manne financière pour l'oligarchie en place. Les cours du cacao sont élevés, l'argent coule à flots. Palais présidentiels, villas parisiennes, chantiers pharaoniques, toutes les frasques présidentielles sentent le cacao. La réplique de Saint Pierre de Rome à Yamoussoukro, ses 160 mètres de haut et son milliard de francs, c'est ma tablette de chocolat.

Pendant vingt ans, ce modèle néocolonial tourne à plein régime. Seule ombre au tableau, la contestation. À la fin des années 70, les campus grondent. L'universitaire Laurent Gbagbo est l'une des figures des manifestations étudiantes. Il dénonce l'autocratie d'Houphouët et la domination française. En 1982, il crée un parti clandestin, le Front Populaire Ivoirien. Au fil des luttes, Gbagbo se forge une aura d'opposant historique à Houphouët et tisse des liens avec la gauche française. De 1982 à 1988 il s'exile en France. Il se rapproche de certains socialistes dont Guy Labertit, l'un des messieurs Afrique du PS. Si François Mitterrand, vieil ami politique d'Houphouët, ne voit pas Laurent Gbagbo d'un bon œil, ce dernier tisse cependant des liens solides avec Henri Emmanuelli, Roland Dumas ou encore Jean-Christophe Cambadélis. En France, Gbgabo découvre sans doute les plaisirs du chocolat, car en Côte d'Ivoire on exporte les fèves mais on ne les transforme pas. Ma tablette de chocolat, là-bas, est un produit de luxe.

Sortie interdite

Les années 80, c'est le grand tournant : surproduction mondiale de cacao, demande stagnante. En quelques années les cours s'effondrent. De 3000 \$ la tonne la fève dégringole à 1000 \$. La crise des matières premières touche toute l'Afrique. En Côte d'Ivoire, c'est la banqueroute, la dette explose, le prix de ma tablette de chocolat, lui, ne bouge pas.

Au Burkina Faso voisin, Thomas Sankara, le "che" africain, s'appuie sur la crise du coton pour mettre fin aux cultures exportatrices et à son corollaire, la dépendance alimentaire. "Il y en a qui demandent : mais où se trouve l'impérialisme ? Regardez dans vos assiettes. Quand vous mangez les grains de mil, de maïs et de riz importés, c'est ça l'impérialisme, n'allez pas plus loin !" Le Burkina se lance dans d'immenses chantiers de cultures vivrières, de reforestation et d'autonomisation industrielle. L'aventure dure quatre ans. En 1987, Sankara est assassiné, avec le soutien des réseaux Foccart.



▲ Gbagbo Laurent



▲ Ouattara Alassane

La Françafrique reprend ses droits. Et bientôt, le coton OGM envahit le pays.

Houphouët, c'est l'anti-Sankara. Il se tourne vers le FMI et la Banque Mondiale. Les institutions néolibérales acceptent de renflouer les caisses à condition d'appliquer un Plan d'Ajustement Structurel. En 1990, elles imposent un premier ministre made in USA : Alassane Ouattara. Économiste formé aux États-Unis, ancien directeur Afrique du FMI et futur directeur adjoint, c'est le DSK africain. Un homme qui fréquente la haute société. Son épouse, française, gère les nombreux biens immobiliers d'Houphouët. Sarkozy, qui a marié le couple Ouattara à Neuilly, est un ami de la famille. Premier ministre, Ouattara coupe dans les budgets sociaux et privatise à tour de bras : un festin pour les multinationales et surtout pour les français. Télécoms, eau, électricité, pétrole, gaz, logistique, fruits tropicaux, secteur bancaire, BTP, ils raflent tout ou presque. Au passage, Ouattara fait emprisonner le contestataire Gbagbo et relance les exportations de cacao.



Pour en savoir plus :

■ CADTM, Comité pour l'abolition de la dette du tiers-monde, 345, avenue de l'Observatoire, 4000 Liège, Belgique, tél. : 0032 (0)4 226 62 85, www.cadtm.org.

■ CADTM France, 17, rue de la Bate, 45150 Jargeau, france@cadtm.org.

■ Survie, 107, boulevard de Magenta, 75010 Paris, tél. : 01 44 61 03 25, <http://survie.org>.

1993, Houphouët meurt. Son dauphin Henri Konan Bédié lui succède. Il poursuit la politique du FMI, l'huile pour éteindre le feu. Le pays s'enfonce encore davantage dans la crise économique et sociale. Pour se maintenir au pouvoir, Bédié joue la carte ethnique et lance le concept d'ivoirité. Une idéologie xénophobe décrivant une échelle identitaire allant des Ivoiriens "multiséculaires" aux Ivoiriens "de circonstance". Ouattara, d'origine burkinabé, est évincé du pouvoir. Dans son délire raciste, Bédié stigmatise les populations du Nord, dont les patronymes sonnent guinéens, maliens ou burkinabés. En arrière-fond, on retrouve ma tablette de chocolat : les déplacements de population sous l'ère coloniale pour lancer la filière cacao, puis l'appel d'air de main d'œuvre dans toute la sous-région sous l'ère Houphouët.

Luttes d'influence et démocratie

1999, coup d'État militaire : le chef de la junte, le général Guéi, promet des élections. Elles ont lieu en 2000, mais Guéi manipule la constitution pour disqualifier Bédié et Ouattara. Gbagbo se présente, promet la sécurité sociale, la fin de l'hégémonie française, l'école gratuite pour tous. À la fin du scrutin, les militaires empêchent la proclamation des résultats. Gbagbo prend les devants et s'annonce vainqueur. Bras de fer dans la rue et dans les médias. Gbagbo finit par l'emporter. Un remake de 2010, dix ans plus tôt.

Gbagbo au pouvoir ? Un cauchemar pour Chirac. La Françafrique veut immédiatement remettre en selle Bédié. Mais 2000, c'est la cohabitation. Jospin s'oppose à toute intervention. Ce n'est que partie remise. Dès 2002, la gauche aux oubliettes, une rébellion armée pro-Ouattara éclate au Nord du Pays. En vertu des accords militaires signés sous Houphouët, Gbagbo demande l'aide de la France. Chirac refuse puis déclenche l'opération Licorne : 5000 soldats français coupent le pays en deux et gèlent le front. La diplomatie française décide de maintenir Gbagbo en place, mais sous une épée de Damoclès. La rébellion contrôle le Nord, Gbagbo le Sud. Par les accords de Marcoussis en 2003, puis de Ouagadougou en 2007, la France impose l'entrée des ouattaristes dans le gouvernement. Une stratégie de pompier pyromane dont l'objectif est clair : maintenir les intérêts français. Succès total. Tout en fustigeant la France, Gbagbo déroule le tapis rouge et signe

des contrats du siècle pour Bolloré, Total, Sagem, Bouygues et Vinci. En 2008, il élève Vincent Bolloré au rang de Commandeur de l'ordre national du mérite ivoirien.

A noter sur vos tablettes...

Et le cacao dans tout ça ? Depuis 2000, ma tablette de chocolat arme les deux camps. Gbagbo, qui contrôle 90% des plantations, a remplacé la Caistab par une multitude d'institutions opaques, toutes inféodées au régime. Au Nord, les rebelles exportent le cacao au marché noir, essentiellement par le Togo. Comme pour le diamant en Angola, le coltan au Congo, la fève alimente la guerre et les paysans trinquent. Sur une tablette à 2 euros, les petits producteurs ne touchent que quelques centimes et les seigneurs de guerre, quelques dizaines. Le reste, c'est pour Cargill, ADM, Tropicana, Unilever, Cémoi, Nestlé ou encore Bolloré qui contrôle le rail, le port d'Abidjan, et transporte l'essentiel des exportations. Sans oublier la nébuleuse d'holdings et de boursicoteurs en tout genre qui spéculent allègrement sur la crise. Depuis le déclenchement du conflit, les cours du cacao remontent.

La suite, vous la connaissez. Décembre 2010, les élections présidentielles. La Commission Électorale Indépendante, où les rebelles sont surreprésentés, ne trouve pas de consensus. Sous la protection et les encouragements des ambassadeurs français et américains, le président de la CEI annonce la victoire de l'ami Ouattara. Un passage en force aussitôt validé par la France, les États-Unis et l'ONU, et repris en boucle par TF1, France Info et compagnie. Sur place, un pays au bord de la guerre civile, deux camps disposant chacun d'une assise populaire et de ressources armées. Tous les ingrédients d'un affrontement dramatique.

À chacune de ces étapes, on retrouve ma tablette de chocolat. Comme le pétrole, l'uranium, le coltan, le cacao est une ressource maudite. Tout au bout de la chaîne, nous, les consommateurs occidentaux, nous alimentons ce système macabre, banalement, sans le savoir, en achetant notre chocolat. Quelle solution ? Arrêter d'en manger ? Ne consommer que du cacao bio et équitable ? Ce serait si simple. L'histoire de la crise ivoirienne, c'est l'histoire du cacao. Mais l'histoire du cacao, c'est avant tout l'histoire de la Françafrique. Le plus grand scandale de la République. Un système politique qui demande avant tout une réponse politique : dénoncer ce que fait l'État et l'armée française en notre nom, soutenir les résistances africaines, s'organiser pour que cela change. Des associations comme Survie, le CADTM et d'autres s'y emploient. Elles ont besoin de notre soutien.

Au final, nous mangerons peut-être moins de chocolat, mais il aura un goût moins amer, je vous le garantis.

Samuël Foutoyet est l'auteur du livre "Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée", Ed. Tribord, 2009.

Samuël Foutoyet ■

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

COURRIER



Internet exclusif

Vous avez informé de l'initiative "Prêter son jardin" (S!lence n°387 p.20). D'abord on se réjouit. Mais comme presque pour tout, c'est réservé à qui a internet. Et ceux qui n'ont pas accès à internet ?

Nous les non-internétés sommes de plus en plus totalement exclus même des choses prétendues écologiques et solidaires ou alternatives. L'internet n'est ni écologique, ni alternatif à l'ordre "dominator" et dévastateur, ni et encore moins solidaire. L'internet n'est que devenu un ordre totalitaire, une dictature féroce qui exclut, et sépare les humains, rejette les plus pauvres... et en dévastant la planète en plus (tout en prétendant ineptement ou mensongèrement la préserver).

Et donc pour les jardins c'est comme le reste : soit on a beaucoup d'argent pour en trouver un à louer ou acheter, soit on doit avoir internet (et donc aussi pas mal de sous) pour hors monétaire contacter entre possédant un jardin et aspirant à un jardin. Tant pis pour les autres, tant pis pour moi et tous ceux qui comme moi n'ont accès ni à la terre ni à l'internet.

C'est bien triste tout ça et désespérant. Y a-t-il encore une ouverture ?

Hélène Lardon
Rhône



Hôtel écologique ?

Dans S!lence n°385 p. 20 vous mentionnez un article vantant un hôtel écologique. Je ne souhaite nullement remettre en cause votre article mais deux questions me viennent à la lecture de ce dernier.

Ecover est-il une marque de produit réellement écologique ? (voir à ce propos le site http://raffa.grandmenage.info/post/2006/01/16/Les_produits_d_entretien__les_marques_qui_puent_pas__)

Et plus interrogatif encore est la zone wifi du rez-de-chaussée, comment les ondes électromagnétiques ne se propagent-elles pas dans les chambres ?

Emmanuel Fusier
Loire-Atlantique

S!lence : Cet hôtel semble avoir déjà fait plusieurs pas ; il peut encore en faire d'autres. Quand on voit le mot "écologique", posons-nous des questions.

Internet exclusif (bis)

Dans le numéro 387 de S!lence, sept petites annonces ne communiquent pour tout contact qu'une adresse électronique, sur les vingt publiées, soit un tiers... Il y a là une importante matière à réflexion sur la part grandissante et banalisée d'internet dans les milieux "alternatifs" et écologistes". La à exclure de cet outil, désastreux à bien d'autres égards, ne devrait plus être à démontrer, mais s'il en fallait encore des preuves, on pourra toujours les trouver dans les pages de S!lence, et pas seulement dans les annonces, mais aussi dans un nombre croissant de brèves, d'informations ou d'articles. Alors qu'une adresse réelle, bien terrestre, c'est déjà une invitation, une marque de confiance, presque une porte ouverte, cela suscite également la curiosité du géographe qui sommeille en chacun de nous... On vit, on habite sur un sol, pas sur un réseau volatile dont la triste virtualité, la fausse légèreté ne sont que des leurres. Même un numéro de téléphone (fixe il va de soi) c'est déjà la promesse d'une voix. Décidément, je me sens de plus en plus seul, cerné de toutes parts par les jugements, l'incompréhension, les questions idiotes : "quoi, vous n'avez pas d'ordinateur ?" Mais comment font vos enfants, comment faites-vous ?". C'est vrai, pour répondre aux annonces de S!lence, on ne peut pas.

Michel Poulard
Côtes-d'Armor

S!lence : Comme pour le téléphone portable (voir S!lence n°388 p.41) nous essayons au maximum de signaler des adresses "réelles" dans nos pages, pour les raisons que vous évoquez. Parfois hélas, et de plus en plus souvent, on ne nous communique rien d'autre que des adresses ou des sites sur internet. Nous allons poursuivre nos efforts pour éviter ce mode d'exclusion.

Et merde !

J'ai particulièrement apprécié votre dossier sur la merde (n°387).

J'ai seulement trouvé dommage que vous ne mentionniez pas le problème du papier toilette qui est un désastre écologique et un confort plus que discutable...

Carine Phung
Isère

S!lence : et merde ! On a oublié de faire un papier sur le sujet...



Suite à votre article bio business (dossier "Sortir de la bio industrielle", S!lence n°384), je rajouterais le bio-labo, c'est-à-dire le flou, le doute, le mystère de l'origine des arômes naturels bio. Personne dans les instances de la bio n'est capable de le dire (Biocoop, Ecocert, les artisans les utilisant). Il y a ceux qui disent aussi que c'est un secret (Gaïa thé) ; le fabricant, lui, se tait (Aromateom). Donc je dis que ces arômes ont pour origine des micro-organismes cultivés en incubateurs, donc issus de biotechnologies = OGM. Si quelqu'un peut en apporter la preuve du contraire qu'il me le dise.

Jean-Michel Manfroi
3, rue Pierre-et-Marie-Curie - 49500 Segné
Maine-et-Loire

COURRIER

RÉCESSION

Je suis désolé de vous annoncer que je suis obligé de prendre un petit budget pour mon abonnement. En effet, les travaux de rénovation de mon manoir et de construction de ma piscine ont été plus coûteux que prévu. De plus, le prix du carburant pour mon hélicoptère a augmenté de manière éhontée ces derniers mois. En revanche, pour vous soutenir, je vous propose un reportage dans *S!ence* sur "Les villes en transition vues du ciel".

Yann A.-B.

Citoyen du monde

1^{er} avril 2011

Pourquoi les éoliennes ne sont pas écologiques.

Suite à l'article de Jean Aubin "Eolien, retour sur une polémique", dans *S!ence* n°387 p.34 : (Il est entendu que nous parlons ici des "éoliennes industrielles", ces énormes machines de plus de 100 m de haut).

La consommation d'électricité a triplé en France entre 1973 et 2008 et le chauffage représente à lui seul actuellement 30% de cette consommation (sous la poussée d'EDF afin de vendre l'excédent électronucléaire).

Les aérogénérateurs fonctionnent avec un vent de 10 à 15 km/h jusqu'à 90 km/h. Au-delà ils sont arrêtés parce que trop dangereux.

En 2009 le parc éolien français a fourni 7,8 Twh à partir de 4400 Mw de puissance installée. Sur 8760 heures que compte une année, cela revient à 20% de sa puissance maximale. On appelle ce chiffre le facteur de capacité. Il ne veut rien dire en soi si on ne le compare aux autres modes de production. Le nucléaire tourne à 70%, l'hydroélectrique à 50%, l'éolien offshore à 40% et le photovoltaïque seulement à 8,6% ! (chiffres RTE, réseau de transport d'électricité). Ces chiffres restent à peu près les mêmes au cours des ans quel que soit le nombre de machines ou de panneaux solaires. On ne peut modifier ni le vent ni le soleil.

Si l'on prend la production électrique totale du pays, les éoliennes n'en représentent que 1,6% et, si la production d'énergie "renouvelable" augmente de 3% / an celle de l'électricité conventionnelle augmente plus encore. Ceci pour dire qu'au train où vont les choses nous n'aurons jamais assez d'éoliennes pour seulement compenser l'augmentation de la consommation.

Nous savons, grâce aux chiffres danois et allemands, qu'il faut des centrales thermiques pour remplacer l'absence de production les jours sans vent et que les émissions de CO₂ dans ces pays n'ont pas diminué avec les éoliennes pour cette raison.

Après les chiffres parlons pollution proprement dite, sans parler des inconvénients sonores et visuels dont nous avons déjà longuement débattu.

La fabrication des éléments constitutifs des éoliennes (56% fabriqués en Chine par la main-d'œuvre que l'on sait) nécessite des matériaux et des traitements nocifs : polyester, vinyle, époxy, polyuréthane sous formes diverses - peinture, résine, colle - pour protéger les mâts et les pales. Dans le but d'alléger les aimants des générateurs les constructeurs ont recours aux métaux du groupe des terres rares (dont la Chine possède le quasi monopole, les mafias chinoises devrait-on dire). Leur extraction réclame l'emploi de puissants acides qui polluent les rivières et détruisent les rizières et les exploitations piscicoles (*Courrier International* du 23 avril 2009). Par ailleurs une éolienne de 1,4 Mw contient plus de 4 tonnes de cuivre dont les gisements du Pérou et du Chili ont déjà chassé de leurs terres des villages entiers de paysans.

Le photovoltaïque n'est pas mieux loti, nous y reviendrons si nécessaire.

Mais le point essentiel qu'il faut bien comprendre c'est que l'éolien constitue la dernière démarche menant à l'occupation totale du territoire par l'industrie là où on peut encore la refuser. La réduction des gaz à effet de serre passe par la relocalisation des moyens de production et donc l'abandon des grosses installations industrielles dont le seul but est de produire de plus en plus ; retour sur investissement oblige. C'est pourquoi nous nous opposons à toute implantation d'éoliennes.

Pour remplacer tous les réacteurs nucléaires il faudrait installer 100 000 éoliennes de 2MW, soit une tous les 5 km² ! (carré de 2,23 km de côté) Bonjour les dégâts.

Sources : Le sens du vent, Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables. D'Arnaud Michon.

Bruno Pradès.

"Transparence"

Les Moulins, 11500 Saint-Ferriol.

S!ence : L'éolien n'est pas parfait. Il n'échappe pas à la question de l'industrialisation, les autres énergies non plus. Il faut donc commencer par aller vers moins de pollution, moins de consommation. Mais ensuite quand on aura atteint un niveau faible de consommation d'énergie, il faudra choisir les modes les moins polluants pour la produire... et les éoliennes ont quand même de sérieux arguments face au nucléaire (on ne peut en faire des bombes ! pas de déchets non recyclables, pas de Tchernobyl) et aux énergies fossiles (peu d'émissions de gaz à effet de serre). Pour que seuls l'hydraulique et le bois suffisent, il faudrait une descente énergétique d'environ 80 %.



Combien CONSOMME LA SNCF ?

J'avais assisté à une intervention de Michel Bernard en 2009 à la foire Ecobio d'Alsace à Colmar et il avait affirmé que la SNCF assurait sa propre fourniture d'électricité, en grande majorité hydroélectrique. A l'époque, je n'avais pas cherché plus loin et avais intérieurement salué cette recherche d'autonomie de la part de la SNCF. Cette semaine, je reçois un courrier du réseau Sortir du Nucléaire où un encart "Prix Pinocchio "Greenwashing" N°3 SNCF Zéro Carbone" (Cf. : www.prix-pinocchio.org/rubrique.php?id_rubrique=7) affirme le contraire : la SNCF se fournit à l'extérieur". Par contre, ils se verdissent en achetant des bons de compensation... Voilà, c'était juste au cas où Michel Bernard continuerait de donner une bonne image induite à la SNCF... Il faut créer une SNCFE (avec un E pour "Ecologie"), à l'image de ce que la Nef est pour les services bancaires ! Amicalement,
Raphael Rousseau
par courriel

Réponse de Michel Bernard : la SNCF a produit l'essentiel de son électricité jusqu'en 2005. Date à laquelle elle a vendu sa filiale "Société hydroélectrique du Midi" (SHEM). La SHEM exploite 51 barrages hydroélectriques principalement dans les Pyrénées et le Massif central. En 2005, la SNCF a vendu 40 % des parts de la SHEM à Suez-Electrobel, puis le reste en 2007. La SHEM avec 778 MW disponibles depuis les années 1920 a longtemps plus que couvert les besoins en électricité de la SNCF... mais ce n'est plus le cas aujourd'hui, notamment depuis l'arrivée du TGV qui consomme plus que les autres trains (environ le double en kilo-équivalent pétrole qu'un TER de dernière génération). Mais la SNCF reste une petite consommatrice d'électricité : 1,46 % de la consommation totale en 2007. Par comparaison, la SHEM en produit environ 1 %.

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie

Hervé Kempf

Le Seuil, coll. L'histoire immédiate

2011 - 183 p. - 14 €



"Il est nécessaire que quelques personnes ayant de l'autorité (...) dirigent les affaires", "mettre la démocratie de côté pour un moment", "un putsch légitime est nécessaire" : les puissants osent affirmer, avec sincérité, la nécessité de "mettre la démocratie de côté".

Si le peuple n'emprunte pas le chemin que ses dirigeants ont tracé, il est déconsidéré, ses votes ignorés. À la fois désarmé et complice, il se laisse mollement mener. Télévision, culture du désir et de l'achat, individualisme, fatalisme... participent à la soumission. Allons, nous sommes quand même en démocratie. Tout est dans ce "quand même".

Les oligarques, eux, ne se soucient plus des frontières : pour eux, l'internationalisme est une évidence. L'idée ambitieuse de Kempf est d'appliquer cette recette à la lutte : nous devons conjuguer à l'échelle internationale écologie et engagement politique, sous peine de voir triompher la dictature bienveillante. Kempf présente trois scénarios plausibles dont seul le troisième, celui de l'écologie anti-productiviste, permettra de conjuguer démocratie et survie. EP.

Les semeurs du vivant L'aventure de Terre du Ciel

Alain Chevillat

Ed. Terre du Ciel

2010 - 254 p. - 19 €



Bien illustré, ce livre retrace la vie de l'auteur, une vie faite d'engagement dans le domaine de l'écologie et de la spiritualité, avec différentes initiatives : revues, rencontres, centre culturel du Domaine de Chardenoux (que nous avons présenté dans notre n°370)... Le livre a l'avantage de se lire très facilement et de faire réfléchir à nos choix de vie. Il a l'inconvénient de manquer de recul, comme toute écriture autobiographique. MB.

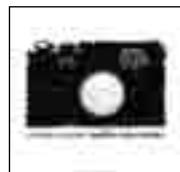
Les gardiens de l'Amazonie

J. L. Bulcão et Antoine Olivier

Ed. Autres Brésils

(21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris)

2010 - 112 p. - téléchargeable sur www.autresbresils.net



Antoine Olivier, Français, vit au Brésil. Bulcão, Brésilien, vit à Paris. Les deux sont allés à la rencontre des cueilleurs de produits de la forêt amazonienne dont nous avons parfois l'usage ici, par le biais

du commerce équitable. Ce recueil de sublimes photos présente les Seringueiros qui collectent le latex qui sert ensuite à fabriquer localement des préservatifs ; la cueillette des fruits de guarana dont on trouve des jus chez nous ; les cueilleurs d'açaï, près de Belem, un fruit qui se mange comme cela, mais qui peut aussi fermenter pour faire une sorte de vin et les casseuses de noix babaçu dont l'amande est comestible et la coque sert à faire du charbon de bois. On regrettera l'incitation à acheter ces produits lointains, surtout lorsque comme pour le cas de l'açaï, la pulpe de fruit pour être transportée doit l'être sous forme congelée. Anti-écologie au possible. MB.

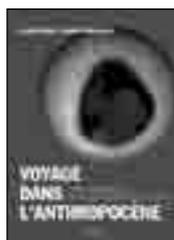
Voyage dans l'anthropocène

Claude Lorius et Laurent Carpentier

Ed. Actes Sud

2010 - 196 p. - 19,80 €

L'anthropocène est la tranche géologique influencée par l'activité humaine. Claude Lorius, célèbre glaciologue, a établi, en 1957, le lien entre l'évolution du taux de gaz carbonique dans l'air et les activités humaines, à partir de mesures faites dans les glaces de l'Antarctique. Avec l'aide de spécialistes, et de nombreuses anecdotes, il présente ici comment il a été démontré que c'est bien l'activité humaine qui est à l'origine du réchauffement climatique, comment aujourd'hui tout s'accélère, et combien il est difficile d'imaginer ce qui va se passer ensuite, aussi scientifique que l'on soit. Mais que l'espoir est toujours présent. Michel Rocard, dans la postface, appelle à la sagesse : nous avons protégé au niveau international l'Antarctique. Au moment où les grandes firmes veulent exploiter l'Arctique, saurons-nous protéger aussi le pôle Nord (et ainsi le climat) ? MB.



L'apocalypse différée, ou A nous la catastrophe !

Dario Fo

traduit de l'italien par D. Vittoz

et illustré par l'auteur

Ed. Fayard,

2010 - 224 p. - 18 €

Dans un style où dominent les dialogues, Dario Fo imagine à sa manière, subversive et humoristique, les conséquences de la pénurie de pétrole en Italie. On s'amuse beaucoup, les références à la politique italienne n'étant pas sans échos de ce côté-ci des Alpes. Un livre hybride entre essai, roman et théâtre, où dominent la fantaisie et l'imagination, deux aliments de la liberté qu'il importe de cultiver pendant la catastrophe que nous vivons, histoire d'éviter le dogmatisme "vert"... MPN.



Ce à quoi nous tenons Propositions pour une écologie pragmatique

Emilie Hache

Ed. Les empêcheurs de penser en rond/

La Découverte

2011 - 247 p. - 19,50 €



Quelles relations la morale peut-elle entretenir avec les sciences et la politique, et plus largement l'écologie ? Le moralisme, pétri de certitudes, se révèle aveugle aux ambivalences et à la complexité du vécu. Mais en explorant des situations comme "victime du sida", "animal de laboratoire", etc., et en examinant des notions comme le "juste prix" ou "l'hypothèse Gaïa", Emilie Hache montre comment une attitude pragmatique aide à ne pas séparer l'action de ses conséquences, en même temps qu'elle élargit le collectif à prendre en compte. Ainsi peut-on améliorer les situations mêlant humains et non-humains, pour mieux composer les compromis du monde commun. Un texte stimulant, écrit avec simplicité, quoique avec des références précises pour qui veut penser plus loin. MPN.

Même à mon pire ennemi

Louis Beretti

Ed. L'Insomniaque

2010 - 126 p. - 13 €

"Crois-moi l'escroquerie, y a que ça de vrai. Pour la reprise individuelle, comme vous dites vous les anarchistes, prendre le fric dans les banques ou ailleurs, c'est du pareil au même..." explique le vieux Paul dans



la cellule de Louis, tombé pour des braquages avec sa bande dite "Le gang des poissonniers". Allergiques au travail, le vol va devenir leur moyen de subsistance dans l'après-68, puis ce sera des braquages jusqu'au dernier qui les conduira à Fresnes.

La prison qu'il ne souhaite pas "même à mon pire ennemi" sert de cadre à ce récit où l'auteur trace un portrait de la détention qui n'est pas celui d'un politique, mais d'un braqueur social. Désir de faire des études pour changer d'air, demande de liberté conditionnelle, rage, souffrances rythment cinq années en prison. "Longues nuits d'angoisse. C'est au lit qu'on cogite. Images du passé. On ressasse dans le silence qui colle aux draps d'un lit de misère. La reprise individuelle, les envolées lyriques on prend la mesure de son impuissance". Il n'y a rien de trop de ce récit, juste l'histoire entre parenthèses d'une arrestation et d'une détention. Rien d'autre. CG.

Nous avons également reçu...

■ **Ça ira mieux demain**, collectif, éd. Drugstore, 2010, 112 p. 12,50 €. Recueil de dessins d'Aurel, Chapatte, Gros, Jiho, Lasserpe, Maëster, Pessin, Plantu, Tignous et Vidberg. Une année 2010 en dessins grinçants.

■ **Panda dans la brume**, Tignous, éd. Drugstore, 2010, 64 p. 13,90 €. Série de gags assez faciles sur la vie des pandas, aujourd'hui espèce menacée, qui ne vivent plus en liberté qu'en Chine. Une partie des bénéfices est collectée pour le WWF.

■ **Le manifeste du saumon sauvage**, Rodolphe Christin, éditions Err, 2011, 66 p., 8 €. Un matin, Marc ne se présente pas à son bureau. Marc a toujours été un peu original, mais là, ce qu'il s'apprête à faire est irréversible et l'emmènera sur des territoires qui désertent la logique rationnelle libérale. Une nouvelle écologiste sur la liberté perdue et retrouvée.

■ **L'univers expliqué à mes petits-enfants**, Hubert Reeves, éd. Seuil, 2011, 135 p., 7 €. Dès 13 ans. Astrophysicien célèbre, Hubert Reeves est aussi un grand-père qui sait expliquer à sa petite fille de manière simple et imagée l'état des connaissances sur l'univers... et une réflexion sur les limites de cette connaissance. Heureux lecteurs, nous sommes témoins de cette conversation, limitée mais accessible et agréable.

■ **Une place dans la cour**, Gaël Aymon et Caroline Modeste, éd. Talents Hauts, 2011, 59 p., 7,90 €. Dès six ans. Dans la cour de récré, c'est les garçons d'un côté, les filles de l'autre. Alors quand Ulysse, le nouveau, vient jouer avec les filles, cela jette le trouble dans la répartition de l'espace et des rôles bien ancrés. Entre les moqueries et les bagarres, il faudra du courage à sa petite bande mixte pour prouver qu'on peut faire ce qu'on aime sans honte.

■ **Evolution, extinctions, le message des grenouilles**, Alain Dubois et Anne-Marie Ohler, éd. Le Pommier, 2010, 212 p. 9,90 €. Les amphibiens sont encore largement inconnus... et disparaissent du fait des bouleversements humains faits à la planète. Les auteurs abordent donc la question de la biodiversité, vue du côté des grenouilles. Il faut protéger les têtards avant qu'il ne soit trop tard.

■ **Vers une énergie durable**, Daniel Clément et Pierre Papon, éd. Le Pommier, 2010, 364 p. 12,90 €. Une approche scientifique de l'énergie qui regorge de données historiques et de données actuelles, c'est le côté positif du livre. Par contre, la présentation scientifique et totalement détachée des enjeux politiques (peut-on parler des énergies sans analyser les pollutions qu'elles engendrent ?) laisse le lecteur sur sa faim. Un des auteurs a beau travailler à l'Ademe, on cherchera en vain des scénarios qui iraient vers une réelle maîtrise de la consommation énergétique (Négawatt est signalé en un paragraphe).

■ **Manifeste d'économistes atterrés**, collectif, éd. Les liens qui libèrent, 2010, 60 p. 5,50 €. Ce petit livre rencontre un grand succès car il rentre dans le lard des puissances financières et du libéralisme ambiant. Mais malheureusement, il ne fait que vouloir rétablir un contrôle citoyen pour mieux relancer la croissance, n'abordant absolument pas les questions écologiques d'aujourd'hui. Atterrants ?

■ **Le pari de la décroissance**, Serge Latouche, éd. Fayard, 2010, 304 p. 8 €. Ce livre paru en 2006 vient de ressortir en version poche, avec une préface inédite pour réactualiser le débat.

Une monnaie nationale complémentaire Pour relever les défis humains et écologiques



Philippe Derudder et André-Jacques Holbecq Ed. Yves Michel 2011 - 12 €

Cet essai, entrecoupé de contes bienvenus, nous explique avec clarté ce qu'est la monnaie. Il nous permet de nous distancer par rapport aux routines du salariat et de la consommation.

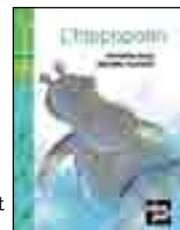
En seconde partie, les auteurs expliquent ce que pourrait être, à côté de l'économie telle que nous la déplorons, un "espace complémentaire sociétal", regroupant des entreprises "à mandat sociétal", doté d'une "monnaie nationale complémentaire" qui échapperait à l'accumulation et à la spéculation. Cette proposition fait appel au bon vouloir de l'Etat, qui ne semble pourtant pas pressé d'œuvrer pour le bien commun, mais les auteurs minimisent la concurrence entre "sociétal" et capitaliste... MPN.

d'une fluidité totale et l'ensemble, plein d'humour, se lit d'une traite et avec délectation. Le titre du livre ne ment pas. GG

Jeunesse

L'hippopotain

Sandrine Beau et Hajnalka Cserhati Ed. Talents Hauts 2011 - 47p. - 6,90 €



Dès six ans. Dans la jungle, c'est bientôt la saison de la baignade. Rose, l'hippopotame, est anxieuse car elle a honte de se baigner avec les autres. Ses fesses ont encore grossi et elle est sûre qu'elle va être l'objet de leurs moqueries, comme l'année dernière. Pourtant, Rose adore sauter et jouer dans l'eau. Ses copines la girafe et la gazelle ne l'aident pas en lui reprochant de trop manger... alors qu'elle se prive déjà. Mais les événements vont leur montrer qu'être bien en chair peut également être un avantage dans certaines circonstances... et cela ne laisse pas indifférent Carlos le si sympathique rhinocéros. GG

Romans

Huit bouffées de sagesse papaoute



Karin Huet Ed. Gros textes 2010 - 112 p. - 8 €

Comment en décalant légèrement l'origine de la pensée — par exemple en venant de la Papaoutie — on peut voir notre société d'une manière bien différente. Avec plein d'humour

et un style virevoltant, l'auteure nous propose une réflexion sur la simplicité dans la vie autour de thèmes qui nous sont proches (le rôle de nos fesses, de nos poils, de nos pieds, de nos dents...). Une agréable remise en cause du système. Il y aurait même des papaoutes papous... FV.

Je serai trois milliards d'enfants

Alain Serres et Judith Gueyfier Ed. Rue du Monde 2009 - 96 p. - 25,50 €



Alain Serres à la plume et Judith Gueyfier au pinceau commentent une sélection de photos d'enfants de tous les pays avec à chaque fois un petit poème et un dessin. L'ensemble illustre la déclaration des droits de l'enfant, reproduite en fin d'ouvrages. Sublime, même si on regrettera que le droit à la santé soit représenté par un enfant se faisant vacciner ! MB.

B. D.

Prix Tournesol 2011

Cette année, pour sa quinzième édition, le Prix tournesol, prix de la BD écolo, avait sélectionné huit albums : *Les Chemins de Traverse* de Souleman & Maximilien le Roy (Boîte à Bulles), *Immigrants* de Christophe Dabitich (Futuropolis), *Pandas dans la Brume* de Tignous (Drugstore), *Pendant que la Planète Flambe* de Stéphanie McMillan et Derrick Jensen (Boîte à Bulles), *La Présidente* de Blutch et Jean-Christophe Menu (L'Association), *Si Deux Foyer de Le Borgne* (Audie), *Le Système Dette II : Kinshasa* de Frédéric Chauveau et Damien Millet (CADTM) et *Trilogie des Ventres Creux I : Les Mèches Courtes* de Gaël Remise et Fabien Tillon (Vertige Graphic). C'est ce dernier ouvrage qui a reçu le prix Tournesol.

Très bonnes nouvelles du Bénin



Jacques Dalodé Ed. Gallimard 2011 - 234 p. - 18,50 €

Ces 13 nouvelles entraînent le lecteur/trices dans des histoires quotidiennes de relations familiales, villageoises et sociales contemporaines au Bénin. Tantôt pris dans un embouteillage à Porto-Novo, tantôt perdu sur un chemin de brousse, un jour mêlé à une affaire mêlant milieu politique et codes traditionnels, un autre à d'étranges histoires d'envoûtement, on suit Jacques Dalodé à la découverte de son pays. Le style est

Haïti, la perle nue



Gérard et Mimi Barthélémy
Ed. Vents d'ailleurs
 2010 - 96 p. - 14 €

Un ouvrage simple d'accès et très bien documenté quant à l'histoire de cette île des Caraïbes. De l'origine des habitants à leur mise en esclavage par les Espagnols puis les Français, de l'indépendance de l'île en 1804 à sa situation actuelle, ce livre retrace une histoire compliquée, une culture anéantie, une île dévastée par les exploitations industrielles de la canne à sucre, du café...

Les auteurs y délivrent un message des plus politiques, quelquefois à travers des légendes du pays, proposant, succinctement, des explications et des alternatives au modèle économique qui a conduit à la ruine de ce pays, à son exploitation par les puissances mondiales, à la pauvreté de ses habitants...

De nombreuses photos et illustrations permettent de saisir la complexité de la vie des habitants et leurs souffrances jusqu'à ces derniers mois.

Un livre qui se veut politique, historique, ethnologique... et qui y réussit merveilleusement par - entre autres - une simplicité d'accès pour une histoire et une situation difficile. JP.

Le cahier à fleurs

T1 - Mauvaise orchestration, 2010
T2 - Dernière mesure, 2011

Laurent Galandon, Viviane Nicaise,
 Jérôme Maffre

2010 et 2011 - 2 x 48 p - 12,90 € chacun



En 1983, pendant un concert d'un jeune prodige turc, un homme fait un malaise dans la salle. Le violoniste va découvrir que ce dernier est un survivant du génocide arménien. Nous suivons alors la vie du vieil homme Dikran... ce qui bouleversera la vie, à plusieurs niveaux, du musicien. Rappel historique de ce génocide de 1915 longtemps nié par les autorités turques. Belle mise en scénario avec la musique comme fil conducteur. FV.

Les chemins de traverse

Maximilien Le Roy et Soulmán

Ed. La Boîtes à bulles

2010 - 96 p. - 16 €



Deux histoires et un entretien. Première histoire : cette famille palestinienne dont les membres sont progressivement abattus par l'armée israélienne et qui choisit de rejoindre le mouvement Taayouch, "vivre ensemble", mouvement israélo-palestinien qui milite pour la cohabitation pacifique.

Deuxième témoignage : celui de Mathan Cohen, israélien, militant des Anarchistes contre le mur, qui a perdu un œil, fusillé à bout portant par un soldat israélien lors d'une manifestation non-violente. C'est enfin un entretien avec Michel Warschawski, animateur du Centre d'information alternative qui fait le point sur le mouvement pacifiste au lendemain de l'offensive Plomb durci. Remarquables témoignages. MB.

Film

RESF :

un réseau de Résistances

360° et même plus

(www.360etmemeplus.org)

2010 (première édition 2007) -

74 mn - 12 €

À travers cinq documentaires ce DVD expose la mobilisation marseillaise pour le soutien à des familles de sans papiers dont les enfants sont scolarisés. De manifestations en tentatives de blocage, nous suivons les actions de ces défenseurs des droits de l'homme qui s'insurgent contre la politique migratoire de Sarkozy. Chargé d'émotions ce DVD ne vous laissera pas de marbre tant est forte la mobilisation citoyenne face à la puissance d'un État policier.



Nous pouvons seulement regretter que cette réédition ne comporte pas de documents plus récents, le dernier étant de 2007. Mais soyez certains que rien n'a changé quant à la politique du gouvernement. Et encore moins les revendications du Réseau éducation sans frontières, à soutenir de toute urgence. Tant qu'il en est encore temps. JP.

Musique

Everybody knows

The Young Gods

Two Gentlemen production (Lausanne)

2010 - 10 titres - 52 mn



Le grand retour de ce groupe suisse précurseur du rock électronique. Depuis plus de 20 ans qu'ils sont sur la route The Young Gods, après un album acoustique des plus remarquables, n'a pas perdu de sa verve

rock'n rollienne. Mixant sonorités électroniques et guitares saturées, ce nouvel opus surfe sur plusieurs influences musicales. Des ambiances planantes ou dures, toujours emplis de poésie, Everybody knows est digne d'un groupe toujours à la pointe, sachant innover et garder une fraîcheur musicale revigorante. L'ancienne école tient toujours le haut du pavé. Chaque titre sachant vous porter vers de nouvelles contrées du rock. En acoustique ou en électrique, leur concert est également un grand moment scénique. Ils ont d'ailleurs plusieurs concerts de soutien à la lutte anti-nucléaire à leur actif. Alors si vous n'avez pas cette référence musicale dans votre discographie, profitez de l'occasion de découvrir cette légende vivante. JP.



TILT Live

Le peuple de l'herbe

Prod. Discograph

existe en version cd et 33 tours

2010 - 56 mn, 11 titres + 2

vidéos - 19 €

Retour du Peuple de l'herbe qui nous avait un peu lassé lors de ces derniers albums studio. Ils avaient perdu la pêche de leurs débuts et semblaient tourner en rond. Mais à l'écoute de cet album enregistré sur scène on se rend compte que Le peuple de l'herbe fait partie de ces groupes dont l'énergie musicale ne peut qu'être en live. Groupe phare et innovateur de la mouvance électro-rock, depuis leurs débuts à Lyon, il y a une dizaine d'années, il reste encore de nos jours une valeur sûre. Du moins en concert où la prestation de l'inégalable Sir Jean, autre Lyonnais qui œuvrait avec un autre groupe mythique Mei Teï Shô, est un bonus explosif.

Pour ceux qui connaissent Le peuple de l'herbe, ce live est un de leurs meilleurs disques. Pour les autres c'est l'occasion de les découvrir. JP.

Groupes locaux

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Groupes locaux existants :

- > **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.
- > **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30.
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.
- > **Besançon.** Martine Lionnet La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19 (pas de rappel pour les téléphones portables).
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr.
- > **Val-de-Marne.** groupesilence94@voila.fr et/ou 06 24 79 81 30.
- > **Seine-et-Marne.** Frank Rolland, ecologiedurable@yahoo.fr, tél. : 06 85 27 16 10.

Devenez Réd'acteur et gagnez votre abonnement gratuit !

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes.

Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos. Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique Participer / Ecrire dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet, mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion :
Béatrice Blondeau, mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard :
lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPLYO)

Pour la Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont - B - 1380 Ohain, Tél. : 00 32 2 633 10 48 - CCP 000-15-19-365-54

Pour la Suisse : règlement à Contratrom, CP 65 - CH 1211 Genève 8 - Tél. : (41) 22 740 46 12 - CCP 17-497696-4

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 1^{er} trimestre 2011 - **Tirage :** 5700 ex. - **Administrateurs :** Alain Arnaud, Olivier Bidaut, Delphine Boutonnet, Damien Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Emilienne Grossemey, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Emmanuel Tissier - **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemey, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 06 03 50 54 93 - **Dessins :** Coco, Daniel Dalet, Hugh, Lasserpe, Red! - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Sarah Forrer, Maël Garrin, Michel Hasson, Pierre J., Laura Jacob, Kaysha, Yannick Keravec, Carlos Augusto Magalhães, Marie Clem's, Bettina Muelle-Retting, Ludovic Peltier, Pulpolux, Ludovic Salomon, Southern Pixel - **Et pour ce n° :** Aurelien Boutaud, Christian & Thierry Brulavoine, Jacques Caplat, Samuël Foutoyet, Opaline Lysiak, Jocelyn Peyret, Yann Poulain, Mathilde Szuba - **Couverture :** WowWaCow - **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions Modernes Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 www.impressions-modernes.fr

Numéros récents

Les numéros encore disponibles en version papier sont indiqués page suivante. Lorsque

les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet (www.revuesilence.net). Sur ce site vous trouverez également les sommaires détaillés de chaque numéro, ainsi qu'une prévisualisation des quatre premières pages. Mais également nos points de vente, un bulletin d'abonnement, les index... Ainsi qu'un formulaire courriel pour que vous puissiez nous envoyer des informations par ce biais. *Ce site est entièrement animé par des bénévoles.*





Mosé Garrin



Ludovic Peller



Ludovic Sdomon

La Nature en Ville

Exposition rassemblant les meilleures photos du concours "La Nature en Ville".
Organisé dans le Cadre de la Semaine de l'Environnement par le Réseau GRAPPE dans les villes de Rennes, Tours et Montpellier.

■ Réseau GRAPPE (Groupement d'associations porteuses de projets en environnement)
Maison des Etudiants, Université Montpellier 2, Place Eugène Bataillon - 34095 Montpellier
Tél. : 04 67 14 41 39 - www.reseaugrappe.org - reseaugrappe@gmail.com



Sarah Ferrer



Laura Jacob



Yannick Karovec



Anonyme